DEUXIÈME ANNÉE. — N° 47

15 AVRIL 1926

CAHIERS DU BOLCHEVISME

Organe théorique du Parti Communiste Français
(S. F. I. C.)

ADMINISTRATION
142, rue Montmartre

RÉDACTION
120, rue Lafayette
PARIS

HEBDOMADAIRE

Prix du Numéro :
1 franc

L'Internationale Communiste

Organe du Comité exécutif
de l'Internationale communiste

Prix : 4 francs

PARAIT TOUS LES MOIS

avec la collaboration des camarades les plus éminents de tous les partis adhérents à l'Internationale communiste

Divisée en quatre rubriques : *Revue politique, Revue économique, Mouvement ouvrier international, Bibliographie*, elle contient des articles de fond sur toutes les questions importantes de la vie internationale

Chaque militant doit lire cette Revue qui lui apportera une documentation extrêmement riche en même temps que le point de vue de l'élite des leaders de l'I. C.

En vente à la LIBRAIRIE de l'HUMANITÉ

120, rue Lafayette, PARIS (X^e^)

Téléphone : Nord 39-30 Chèque postal : 255-17

60677

Cahiers du Bolchévisme

DEUXIÈME ANNÉE

N° 47

15 Avril 1926

Sans théorie révolutionnaire, pas de mouvement révolutionnaire... Ce n'est que s'il est dirigé par une théorie d'avant-garde que le Parti peut jouer son rôle de combattant d'avant-garde. N. LÉNINE

SOMMAIRE

	Pages
P. Sémard. — Les travaux de l'Exécutif élargi	883
SESSION DU COMITÉ EXÉCUTIF ÉLARGI	
Discours du camarade Zinoviev	887
Intervention de Sémard	931
Discours de Thorez	940
Discours de Bordigà (Italie)	944
Intervention de Sémard à la séance du 15 mars	947
Résolution sur la question française	951
Rapport du camarade Humbert-Droz	965
Contre la droite française	970

PRIX DES ABONNEMENTS

	France	Etranger U. P.
3 mois	13 fr.	18 fr.
6 mois	25 fr.	35 fr.
1 an	48 fr.	68 fr.

Le Numéro : 1 franc

AVIS AUX LECTEURS

Nous insistons auprès de nos camarades pour qu'ils prennent tous un abonnement ; ils nous éviteront ainsi des frais considérables. L'envoi sous pli fermé sera fait à tous les camarades qui en feront la demande (moyennant une petite augmentation de 3 fr. par trimestre pour frais de port).

LES TRAVAUX DE L'EXÉCUTIF ÉLARGI

❖ ❖ ❖

Le dernier Comité Exécutif Elargi avait à examiner:

1° La situation politique et économique mondiale entre les deux Exécutifs et les différents problèmes qui s'étaient posés devant l'Internationale; 2° Le travail et les résultats obtenus dans les différents partis de l'Internationale, ceci afin d'établir la perspective générale et de déterminer les tâches des diverses sections de l'I. C.

C'est sur la question de la stabilisation du capitalisme que la discussion porta en particulier, car elle est la clef pour la détermination d'une ligne politique juste.

Cet Exécutif confirma l'appréciation formulée par le V^e Congrès et l'Exécutif suivant sur la stabilisation du capitalisme. Cette période de stabilisation que, dès le III^e Congrès, Lénine avait qualifiée « d'équilibre relatif » et que le V^e Congrès dénomma « stabilisation partielle » tout en soulignant son caractère provisoire, se continue en même temps que s'accentue le déclin du régime capitaliste.

Cette stabilisation ne peut être interprétée comme un processus de consolidation du capitalisme qui laisserait entrevoir un nouvel essor de celui-ci, mais comme une amélioration de la situation par rapport à celle d'après-guerre; aucun des Etats capitalistes (Amérique exceptée) n'ayant atteint le niveau d'avant-guerre.

Il a été souligné que cette stabilisation repose presque entièrement sur la force du capitalisme américain par les secours financiers qu'il accorde aux Etats européens; sur l'exploitation renforcée des colonies, par les différents Etats impérialistes, et qu'elle est obtenue grâce à un renforcement de l'exploitation de la classe ouvrière et des masses laborieuses en général.

Ce qui peut déterminer son ébranlement, c'est la consolidation

de l'U. R. S. S., qui sur un sixième du globe édifie l'Etat socialiste, c'est la croissance du mouvement anti-impérialiste dans les pays coloniaux et semi-coloniaux et les grands mouvements sociaux déterminés par les crises financières et économiques, qui bouleversent tous les Etats.

C'est un fait que la situation mondiale est de plus en plus dominée par l'antagonisme entre deux systèmes contradictoires, entre deux mondes: celui du capital ayant à sa tête les Etats-Unis, celui de la Révolution prolétarienne ayant à sa tête l'U. R. S. S.

Ceci a été fortement souligné au cours de cet Exécutif en même temps que les sérieux craquements qui se font sentir en Orient et Extrême-Orient, où se déroulent le grand mouvement national révolutionnaire de Chine, des soulèvements répétés aux Indes et en Egypte, en même temps que se continuent les guerres du Maroc et de Syrie.

Les crises économiques qui sont à l'état chronique dans certains pays, comme l'Angleterre et l'Allemagne, et les crises financières aiguës, dans d'autres pays, comme la France et la Pologne, aggravent la situation du capitalisme en déterminant un appauvrissement général des classes moyennes et la prolétarisation de la petite-bourgeoisie et de la petite paysannerie. Tout en confirmant la période de stabilisation provisoire du capitalisme, l'Exécutif a souligné les difficultés actuelles rencontrées par les grands Etats et qui peuvent se résumer ainsi:

En Allemagne, la rationalisation de la production par la fermeture des petites industries, la diminution des salaires et l'augmentation de la journée de travail des ouvriers. La crise de chômage atteint près de 2 millions de travailleurs. La crise industrielle continue et entraîne la fermeture de grands konzerns. C'est le commencement de la faillite du plan Dawes que la stabilisation monétaire relative ne saurait retarder. Enfin, on assiste à une croissance du mouvement réactionnaire à caractère monarchiste.

En Angleterre, la déflation a aggravé la crise économique et rendu le chômage chronique. Près de 2 millions de travailleurs chôment, notamment les mineurs. Le coût de la vie augmente alors que le patronat poursuit la diminution des salaires et l'augmentation de la journée de travail.

En France, l'inflation continue sur le dos de la petite-bourgeoisie et du prolétariat. La crise financière est en développement, alors que se font sentir les premiers symptômes d'une crise économique; avec les crises politiques successives, le processus d'aggravation de la vie chère et les luttes ouvrières en croissance, la France entre de plus en plus dans une phase décadente.

Cette brève analyse de la situation dans trois grands pays confirme que la stabilisation ne peut être que provisoire, néanmoins elle entraîne un certain renforcement de la social-démocratie et des illusions démocratico-pacifistes. Les chefs social-démocrates ne se gênent pas pour annoncer une stabilisation définitive par la consolidation du capitalisme pendant un siècle. Mais les ouvriers social-démocrates commencent à se rendre compte que leurs chefs les trompent; les multiples délégations d'ouvriers réformistes en U. R. S. S., le mouvement gauche au sein d'Amsterdam, la poussée à gauche des Trade-Unions anglaises, la formation d'une gauche dans le parti socialiste français, en sont les indications.

Un réveil général du prolétariat est constaté dans tous les pays. Malgré la vague de calomnie qui déferle contre l'U. R. S. S., le mouvement de sympathie des travailleurs du monde entier se manifeste plus fortement

Partout les partis communistes gagnent en influence sur les masses ouvrières et paysannes et l'offensive des travailleurs contre le capitalisme devient de plus en plus énergique.

De cet examen général, l'Exécutif en a conclu que deux perspectives sont possibles :

1° Celle d'un rythme révolutionnaire mondial lent;

2° Celle de possibilités d'explosions révolutionnaires dans certains pays.

L'idée centrale de cet Exécutif a été *unité de la classe ouvrière;* cette unité devant être recherchée par une application méthodique et juste du front unique, par l'agitation et l'organisation en faveur de l'unité syndicale, en allant résolument et sincèrement au-devant des aspirations loyales d'unité des ouvriers réformistes. Il a été précisé qu'il ne s'agissait pas seulement d'insulter les chefs social-démocrates, mais qu'il fallait souligner leur politique de collaboration avec la bourgeoisie, leur hostilité à l'égard de l'U. R. S. S., de l'unité nationale et internationale du prolétariat et du front unique prolétarien contre la bourgeoisie; qu'en aucun cas, il ne pouvait être question de fusion avec la social-démocratie car ce serait une trahison à la cause de la révolution prolétarienne et que l'existence de partis communistes indépendants était l'A. B. C. du marxisme et du léninisme.

L'Internationale, en recommandant à ses sections d'aller hardiment au devant des ouvriers social-démocrates pour lutter dans le front unique sur les mots d'ordre les plus modestes, n'entend nullement reviser son appréciation du rôle objectivement contre-révolutionnaire de la social-démocratie, et de ses chefs. Le front unique ne doit pas être une tactique de bloc parlementaire avec les chefs social-démocrates, ni une renonciation des partis communistes à leur indépendance dans la propagande et l'agitation, mais une tactique de mobilisation des larges masses pour la conquête de la majorité.

C'est pour atteindre ce but que l'Exécutif a souligné les fautes gauchistes des partis français et allemand en procédant à une critique sévère et en demandant leur correction pour l'avenir. Il a dénoncé avec force le danger extrême-gauchiste en Allemagne et

de droite en France, en précisant que cela déterminait la ligne de l'Exécutif envers les déviations actuelles. Une résolution spéciale, qu'on trouvera plus loin, fixe le caractère de la lutte à poursuivre contre la droite française et signale le rôle profondément social-démocrate de son opposition.

En face du courant centriste qui s'est dessiné en France, l'Exécutif a indiqué que, derrière cette tendance, la droite ne manquerait pas de manœuvrer et il a condamné son activité en recommandant de la combattre énergiquement.

Pour pouvoir mieux lutter contre les déviations de droite, d'extrême-gauche, décomposer la tendance centriste, l'Exécutif recommande l'application d'une plus grande démocratie à l'intérieur des partis par une large discussion à la base de toutes les questions (sauf au moment de l'action immédiate) et l'initiative véritable de tous les membres du parti.

Enfin, il a été décidé le renforcement de l'I. C. par une participation plus importante de ses différentes sections au travail du Comité Exécutif et du Présidium, grâce à une représentation plus effective des grands partis.

Dans la thèse internationale, présentée par Zinoviev et adoptée par l'Exécutif, et dans la résolution spéciale à la France — insérées toutes deux ci-après — on trouvera d'une façon plus précise et plus complète, les perspectives ainsi que les tâches qui incombent à l'I. C. et à notre parti.

P. Sémard.

AVIS AUX LECTEURS

Ce numéro étant entièrement consacré à la dernière session de l'EXÉCUTIF ÉLARGI, les articles que nous avons reçus pour la **Tribune de Discussion** *ne paraîtront que dans les prochains « Cahiers ».*

SESSION DU COMITÉ EXÉCUTIF ÉLARGI

2e séance du 20 février 1926

❖ ❖ ❖

Discours du camarade ZINOVIEV

I. — Introduction

Camarades, on vous a distribué le rapport imprimé de l'Exécutif, qui contient un grand nombre de faits se rapportant à mon exposé. En outre, vous avez reçu les thèses qui ont été examinées et approuvées dans leur ensemble par le Présidium de l'Exécutif. Vous connaissez déjà en partie ce vaste matériel qui se rattache au sujet de mon rapport, et c'est pourquoi je peux considérer que ma tâche est quelque peu facilitée. C'est pourquoi je me permettrai de ne citer que le plus petit nombre possible de chiffres et de faits indispensables.

Vous vous rappelez tous qu'au Ve Congrès, nous avons constaté l'avènement provisoire d'une « ère de pacifisme démocratique » dans le pays capitalistes. On peut affirmer hardiment que l'année 1924 a porté l'empreinte de cette ère. L'année 1925, au début de laquelle se tint le dernier Exécutif élargi, fut une période de « stabilisation » capitaliste. 1926 est déjà une période de stabilisation *ébranlée*, moins ferme. J'estime que le trait le plus saillant du présent Exécutif sera de souligner cette particularité de la période actuelle. Néanmoins, quoique la stabilisation du capitalisme soit peu solide, fort relative, notre premier devoir de révolutionnaires est de ne pas exagérer ces circonstances et de ne pas en tirer des déductions erronées.

Je voudrais mettre à la base de mon exposé le passage suivant de Vladimir Illitch :

« Pour un vrai révolutionnaire, le plus grand danger, peut-être même l'unique danger, est d'exagérer la situation révolutionnaire, d'oublier les limites et les conditions d'une application opportune et fructueuse des procédés révolutionnaires... De vrais révolutionnaires seront vaincus (non pas dans le sens d'une défaite extérieure, mais dans le sens d'un effondrement intérieur de leur cause) seulement, au cas où ils perdront leur sang-froid... » (1)

Il ne nous faut pas oublier ces paroles surtout maintenant, que nous avons parfaitement le droit de parler du manque absolu de fermeté de la stabilisation capitaliste.

Anticipant un peu sur le contenu des travaux de cette session, je dirai que le *leit-motiv* en sera *l'idée d'unité de la classe ouvrière*, l'idée d'unité des syndicats. Encore une fois, je vous rappellerai à ce sujet la phrase bien connue de Lénine, où il indique qu'il faut « savoir trouver à chaque moment

(1) N. LÉNINE, *Sur l'importance de l'or aujourd'hui et après la victoire totale du socialisme*, Œuvres, tome 18, première partie, p. 410.

le chaînon particulier dont il faut se saisir de toutes nos forces pour maintenir toute la chaîne et nous préparer à passer avec assurance au chaînon suivant ». (1)

J'estime qu'en ce moment le « chaînon » en question est le mot d'ordre d'*unité de la classe ouvrière, et en premier lieu dans le domaine syndical.*

Deux perspectives de développement révolutionnaire

Vous savez que nous travaillons depuis le V^e^ Congrès ayant en vue deux perspectives possibles. En partie, au III^e^ Congrès déjà, dont les décisions sont extrêmement importantes et sont maintenant particulièrement d'actualité — j'en reparlerai dans la seconde partie de mon rapport, — ainsi, depuis le III^e^ Congrès et, surtout, depuis le V^e^ Congrès, toute notre activité se base sur la considération de *deux* perspectives éventuelles. Comment comprendre cela ? Il s'agit de deux perspectives, quant à la *rapidité* du développement (et en partie quant à *l'itinéraire de la Révolution prolétarienne*), mais nullement quant au caractère inévitable de la Révolution prolétarienne elle-même. Nous étions et nous restons des révolutionnaires prolétariens. Nous sommes convaincus que la dictature du prolétariat se pose à l'ordre du jour de l'Histoire. Chaque étape du développement historique confirme que nous avons raison, confirme la justesse de notre orientation sur la Révolution prolétarienne. Nous croyons que notre génération assistera à la victoire du prolétariat dans le monde entier. Quant à cela, nous n'avons qu'*une* perspective, absolument immuable. Mais en ce qui concerne la rapidité, les échéances, et c'est un facteur extrêmement important pour chaque parti, et aussi, comme je l'ai dit, l'itinéraire de la Révolution prolétarienne, nous devons prendre en considération la possibilité de deux perspectives, comme l'a formulé très nettement le V^e^ Congrès mondial.

De la rapidité du développement révolutionnaire

Dans la résolution du V^e^ Congrès, nous avons indiqué que l'Internationale Communiste, dans la période historique actuelle, doit considérer deux perspectives possibles :

1° Une maturation *rapide* des conflits révolutionnaires, lorsque la victoire de la Révolution prolétarienne peut s'accomplir en trois, quatre, cinq ans et

2° Une maturation *lente*, un développement *prolongé* de la Révolution *mondiale*.

Il est évident, camarades, que l'existence de ces deux perspectives possibles a aussi ses inconvénients. Parfois, on considère cela comme de l'éclectisme, comme l'absence d'une ligne de conduite ferme dans les principales questions. Parfois, et cela est compréhensible du point de vue de l'état d'esprit de chacun de nous, nous aurions préféré prendre pour point de départ une perspective moins réjouissante, pourvu qu'elle soit la seule. L'existence de deux perspectives, en réalité, procède non point de notre éclectisme, non point de la courte vue de l'Internationale Communiste, mais nous est dictée par toute la marche historique des événements internationaux dans la période actuelle. Je vous rappelerai, camarades, que, dans l'histoire du bolchévisme et du parti bolchévik guidé par Lénine, il y eut aussi, avant la fondation de l'Internationale Communiste, une situation où il fallait compter avec une

(1) *Ibidem*, page 412.

double perspective. Les bolchéviks ne doutaient pas, après 1905, qu'une seconde Révolution fût inévitable : après la défaite de 1905, ils étaient fermement convaincus que la seconde Révolution se produirait inexorablement, la première n'ayant pas résolu les tâches révolutionnaires et les forces révolutionnaires étant restées. Mais, quant à la rapidité et à l'échéance de la seconde Révolution — aurait-elle lieu dans deux ou dans dix ans ? — quant à cela, il fallut longtemps, avant 1905, considérer deux perspectives éventuelles.

Il y eut, à cette époque, pas mal de tentatives de faire passer l'attitude bolchéviste comme une sorte d'éclectisme. Mais ce n'était pas de l'éclectisme, c'était de la dialectique historique, une attitude marxiste, léniniste; considérant la situation tout entière, les bolcheviks conclurent qu'en ce qui concerne la rapidité de l'avènement de la seconde Révolution, il faut considérer provisoirement *deux* perspectives, et ces circonstances ne rendaient aucunement la tactique du parti bolchévik opportuniste, ni même insuffisamment ferme.

Nous assistons aujourd'hui à une situation analogue, avec cette différence qu'à l'échelle mondiale la situation est beaucoup plus compliquée qu'à l'intérieur d'un pays. Après la guerre impérialiste mondiale, après la victoire de la révolution russe et surtout après toute une suite de défaites de la Révolution dans divers pays, la situation est très compliquée, et il est beaucoup plus difficile de déterminer à l'avance la rapidité et l'itinéraire dans l'échelle mondiale.

Le temps est venu où nous pouvons, avec plus d'objectivité et de sang-froid, analyser les causes et les enseignements de notre défaite en Allemagne, en 1923, de nos deux défaites en Bulgarie, et, enfin, de la dernière défaite en Esthonie; la période à laquelle se rapportent ces défaites fut une période très dure dans le développement du mouvement communiste. Nous devons aborder ces événements, non comme des historiens, mais comme des révolutionnaires. La défaite de 1905 fut pour le léninisme un objet d'étude en 1906, 1908 et au cours des années suivantes. Immédiatement après la défaite, nous manquions d'expérience et d'objectivité pour une analyse calme de ces événements.

Camarades, étudiant à présent les leçons des défaites en Allemagne, et, peut-on dire, dans toute l'Europe Centrale, nous devons remarquer, avant tout, que ces leçons mettent impérieusement au premier plan la nécessité de *conquérir les masses*. Je ne puis, dans cet exposé, m'arrêter spécialement sur ces enseignements; ils doivent faire à eux seuls un sujet d'étude. Je me bornerai à inviter l'Internationale Communiste à consacrer le plus possible d'attention à ces événements, à les méditer en liaison avec la tâche qui se pose à nous de conquérir la majorité de la classe ouvrière, d'une part, et d'établir des rapports justes entre le prolétariat et les paysans, de l'autre.

Je reviens à la question des deux perspectives. Si l'on me demandait si nous devons maintenant en rejeter une, vu le caractère peu solide de la stabilisation capitaliste, je répondrais *non*. Dans la question de la rapidité de la Révolution, nous devons encore considérer *deux* perspectives possibles (et dans la question de l'itinéraire encore davantage), et je m'efforcerai de prouver cette nécessité dans la suite de mon analyse.

L'itinéraire de la révolution

Tout d'abord sur *la question de l'itinéraire*. Au début, nous avions peut-être trop nos regards sur l'Europe centrale. C'était, si l'on peut dire, une période d'engouement pour l'Allemagne. Il nous semblait qu'après la Russie, la Révolution prolétarienne devait avoir lieu précisément en Allemagne. Au

dernier Exécutif élargi, en 1925, il nous fallut accorder plus d'attention à l'Angleterre, éloignant quelque peu la perspective de révolution en Allemagne. A la fin de 1923, la situation de l'impérialisme allemand était particulièrement difficile, et c'est pourquoi le revirement qui eut lieu en 1924-25, comme résultat de la stabilisation provisoire, semblait particulièrement impressionnant. C'est pourquoi, au début de 1925, à notre Exécutif élargi, nous étions quelque peu sceptiques quant à la question de la situation révolutionnaire en Allemagne. Maintenant, les difficultés économiques et politiques se sont de nouveau emparées de l'Allemagne et de l'Europe Centrale. Il n'est pas douteux que, dans les Balkans, le capitalisme s'est relativement stabilisé, mais, en même temps, les Balkans peuvent être, maintenant aussi, une source de surprises inattendues pour le capitalisme.

Il y a maintenant un nouveau facteur, d'une importance exceptionnelle ; c'est le mouvement en Chine, qui recèle aussi tant de surprises. Vous voyez, camarades, combien il est difficile de donner une appréciation même sommaire de la situation et de prévoir l'itinéraire géographique de la Révolution prolétarienne. Désireux d'embrasser la situation mondiale tout entière, nous devons dire qu'apparemment la Révolution est à l'ordre du jour d'abord *en Europe,* et ensuite en *Orient.* Mais nous voyons que la Révolution européenne est intimement liée au mouvement national et révolutionnaire en Orient; les deux processus s'entrelacent intimement et se développent parallèlement. C'est seulement d'une façon conventionnelle qu'on peut les considérer séparément. Ensuite, vient l'Amérique. Ainsi: 1° *Europe,* 2° *Orient,* 3° *Amérique.* N'oublions pas camarades, que, dans l'Europe elle-même, ainsi qu'en Orient et en Amérique, il faut distinguer des points séparés, les plus nettement marqués, et en particulier en Amérique, me semble-t-il, un rôle considérable sera dévolu aux Etats de l'Amérique du Sud. Voilà comment nous posons la question de la marche possible de la Révolution. Je pense que là aussi il faut considérer diverses possibilités, diverses perspectives. L'Internationale Communiste doit prouver sa croissance et sa maturité, en sachant prévoir et apprécier tous les itinéraires probables de la Révolution prolétarienne et en tirer les conclusions pratiques qui s'imposent.

L'Europe et l'Orient

M. Cramp, président du *Labour Party* d'Angleterre et secrétaire général du Syndicat des cheminots, a récemment écrit un article qui contient un plan « génial ». Cramp déclare: A quoi bon la scission dans l'Internationale, à quoi bon la lutte entre Moscou et Amsterdam ? Est-ce qu'on ne peut pas s'entendre pacifiquement et *partager les continents* entre les diverses Internationales : donner l'Europe à l'Internationale d'Amsterdam, comme ayant la majorité en Europe. La deuxième « Internationale » sera celle de Moscou. Moscou n'est pas bien loin des peuples asiatiques, son idéologie et sa théorie sont imprégnées d'esprit asiatique; pourquoi Moscou ne deviendrait-elle pas la résidence de l'Internationale moscovito-asiatique ? Un tel accord à l'amiable, de l'avis de Cramp, tranchera les différends entre Moscou et Amsterdam. La « troisième » Internationale sera en Amérique, ce sera la Fédération Américaine du Travail. La Fédération Américaine du Travail a, d'après Cramp, obtenu de « brillants résultats », c'est elle qui a mis sur pied le mouvement syndical mexicain. Séparant ainsi entre nous les « sphères d'influence », nous mettrons un terme à la scission dans le mouvement ouvrier contemporain, conclut Cramp. Ce plan, assez naïf, exprime la « sagesse » des chefs réformistes d'Angleterre. Il est superflu de réfuter ici ce plan « génial ». Il est clair que nous nous efforçons, à Moscou, de créer une Internationale, non

pas pour Moscou et l'Asie, mais une Internationale *mondiale,* et que toute la marche de l'évolution historique nous facilite ce travail.

Chaque année, nous devons faire des corrections, attirant l'attention tantôt à l'Europe centrale, tantôt à l'Occident, tantôt à l'Angleterre, tantôt à l'Orient. Une chose est claire: l'Internationale Communiste devient de plus en plus une organisation mondiale et, indépendamment de la double perspective, quant à la rapidité du mouvement, se maintient inébranlablement sur son ancienne position dans la question du caractère inévitable de la révolution prolétarienne.

II. — La « stabilisation » du capitalisme

L'appréciation donnée par les mencheviks et les bourgeois

Comment cette question se posait-elle, il y a un an ? Presque dès le moment où nous prononçâmes le mot de stabilisation, les Messieurs de la Deuxième Internationale, et en particulier de la social-démocratie allemande, se mirent à répandre à Berlin des tracts enthousiastes qui annonçaient au monde qu' « il a été décidé à Moscou de renoncer à la révolution et à la dictature du prolétariat ». En réalité, nous n'avons jamais eu cette idée, nous n'avons naturellement jamais renoncé à la révolution prolétarienne. Nous n'avons fait que constater ce qui était conforme à l'état de choses réel, et ce qui reste en vigueur, partiellement, aujourd'hui : une certaine stabilisation de la situation du capitalisme, une stabilisation relative, faible, mais stabilisation tout de même.

Quel était, dans cette question, la différence entre nous et l'Ecole de Kautsky, d'Hilferding, d'Otto Bauer? Non pas en ce que nous nions l'existence de symptômes de stabilisation temporaire, relative, dans tels ou tels pays. Non, nous les voyons, nous en parlons et en parlerons franchement. Nous sommes suffisamment forts pour ne pas nous faire d'illusions, suffisamment forts pour voir sans crainte le danger, pour apprécier d'une façon juste l'ennemi et ses forces. Où est la différence ? La vraie différence est en ce que, pour la social-démocratie, la stabilisation n'est pas relative et éphémère. La social-démocratie la considère comme toute une nouvelle époque historique du capitalisme, elle estime que le capitalisme existera encore durant une longue période de temps. « Oui, le capitalisme après la guerre a traversé une crise, mais maintenant il se relève, et il est possible qu'il ne fera que se renforcer après la guerre; il existera encore durant des dizaines d'années, sinon un siècle tout entier ». Telle est la mentalité de la social-démocratie.

On me reproche sans doute d'exagérer. Mais pas du tout ! Naturellement, un renard aussi rusé qu'Otto Bauer, ou qu'Hilferding, ne diront pas cela d'une façon aussi catégorique. Mais ce qui nous intéresse, ce n'est pas tant l'analyse scientifique de ces leaders que l'agitation quotidienne de la social-démocratie, les méthodes de travail pratique de la II[e] Internationale. Sous quel aspect présentent-ils leurs opinions au prolétariat ? Comment considèrent-ils cette question eux-mêmes ? Sous ce rapport, il a paru un article très significatif dans *Pravo Lidu* du 16 décembre 1925. La Tchécoslovaquie, que les camarades tchèques me le pardonnent, est encore un pays quelque peu provincial. Elle ne joue pas encore un rôle de premier plan dans la Deuxième Internationale. Il est d'autant plus intéressant de voir comment les social-démocrates y interprètent les thèses de Bauer et de Kautsky. Comment se représentent-ils la stabilisation ? Voici un petit passage d'un article social-démocrate :

« De cette façon, pour des raisons incompréhensibles, en Russie règne encore maintenant une opinion fausse sur l'Europe. On y pense jusqu'à présent que le régime économique de l'Europe marche à une catastrophe, que l'on trame en Europe des intrigues contre la Russie, et que l'on y fait des plans d'alliance dirigés contre elle, que les Etats européens sont à tel point ébranlés que leur effondrement n'est plus qu'une question de temps. Mais si l'on a pu réaliser avec succès plusieurs mesures telles que, par exemple, l'adoption du plan Dawes, l'aide financière à l'Allemagne, à la Pologne, à l'Autriche, n'est-ce pas une défaite des communistes de France, d'Angleterre, d'Allemagne ? Or, Locarno, l'accord au sujet des dettes européennes à l'Amérique, ne sont-ils pas des symptômes de ce que l'Europe est *prête pour une nouvelle vie pour tout un siècle.* »

Ainsi, l'Europe, l'Europe capitaliste, arrange ses affaires pour tout un siècle ! Ce que Otto Bauer et Hilferding ne font que penser, les naïfs social-démocrates tchécoslovaques se hâtent de le dire tout haut ! Et l'agitation que font les social-démocrates tourne beaucoup plus autour de cette simple formule que le capitalisme a encore devant lui un siècle de vie, qu'autour des formules « sientifiques » abstruses d'Otto Bauer et d'Hilferding.

Il est intéressant de comparer cela aux propos que tiennent les bourgeois intelligents. Prenons par exemple l'article de l'économiste anglais bien connu Keynes. Il n'est pas bolchévik, et ayant eu, il n'y a pas longtemps, l'occasion de m'entretenir avec lui, j'ai pu me convaincre qu'il avait une conception tout à fait... saugrenue de ce qu'est le bolchévisme. Mais il est assez versé dans l'économie anglaise et internationale. Tout récemment, Keynes écrivait dans un article publié dans *The Nation and The Athenaeum* dans le numéro du 6 février 1926 :

« La politique financière « saine » oppresse autant l'Allemagne que l'Angleterre. Je pense que l'on ne saurait s'en défaire que par un bouleversement politique. Les grands hommes d'affaires d'Allemagne sont prêts à collaborer loyalement avec les commissaires de Dawes, en partie parce qu'ils aiment la vie tranquille, et en partie parce qu'ils désirent conserver de bonnes relations avec le monde financier étranger. Mais il peut se faire que le gouvernement allemand, qui obéit aux ordres du Comité de transfert, ne trouvera pas l'appui des électeurs. Si cela se produit, que trouveront les alliés pour intimider le peuple allemand ? La campagne des puissances occidentales pour l'abaissement du niveau de vie en Europe centrale peut devenir un fait peu favorable et donner aux forces de fermentation plus loin, en Orient, la possibilité qu'elles attendent. En ce moment, l'Allemagne est économiquement un lieu dangereux en Europe. »

Vous voyez comment Keynes considère la situation ! Il estime que, non seulement l'Allemagne, mais l'Europe tout entière a le couteau sous la gorge. Il estime que l'on ne peut résoudre la question qu'en tranchant un nœud politique.

La différence entre nous et les social-démocrates ne consiste pas du tout en ce que nous nions soi-disant la stabilisation provisoire, éphémère, relative, faible, du capitalisme, dans tel ou tel pays. Nous la voyons, nous la montrons et nous la montrerons conformément à la situation réelle. La différence est que nous prédisons comme auparavant la mort du capitalisme. Notre diagnostic reste ce qu'il était. *Mort du capitalisme,* dictature du prolétariat dans un laps de temps relativement court ! La social-démocratie fait un autre diagnostic. Elle pronostique : Résurrection du capitalisme pour

des dizaines d'années et même pour tout un siècle, existence assurée pour une nouvelle époque prolongée.

Sur un bon critérium de stabilisation

Certains camarades ont dit, et ils ont eu raison, qu'à la session de 1925, nous n'avons pas défini avec toute la clarté nécessaire ce qu'est la « stabilisation ». Nous ne prétendons pas que, dans les thèses proposées aujourd'hui, cette notion soit entièrement élucidée. Nous serons heureux de la préciser ou de la compléter avec l'aide de tous les camarades. Mais, dès à présent, il faut dire clairement de quoi il s'agit, ce qui nous sert de critérium quand nous parlons de stabilisation.

Lorsque nous parlons d'un processus de restauration du capitalisme mondial, nous devons dire avec quelle époque nous comparons celle d'à présent ? Avec celle d'avant-guerre, 1913-1914, ou bien avec 1919-1920, les années d'après-guerre lorsque la bourgeoisie devait surmonter les plus formidables difficultés ? Il faut distinguer ces deux époques pour définir avec précision la notion de « stabilisation ». Il faut avoir en vue ces deux moments. Si l'on prend comme point de repère l'époque d'avant-guerre 1913, au début de 1914, on peut affirmer que, sauf l'Amérique, presqu'aucun des pays capitalistes n'a atteint la totalité du niveau d'avant-guerre. Le capitalisme, actuellement, s'approche de ce niveau, mais ne l'a tout de même pas atteint. Et puis, camarades, il ne faut pas oublier que la population a augmenté depuis 1913. Or, en ce qu'il est convenu d'appeler le « temps normal », les forces de production doivent s'accroître à l'égal de la population. Mais, si l'on prend pour point de repère 1920, c'est-à-dire la fin de la guerre, on peut dire que, dans plusieurs pays capitalistes, il y a stabilisation relative.

Cependant, l'économie mondiale est une chose trop compliquée pour qu'on puisse évaluer sa situation à diverses époques historiques, simplement par des comparaisons quantitatives. Si nous prenons, par exemple, la production mondiale de charbon en 1913 et en 1914, nous verrons au premier abord, une situation très favorable: En 1924, on a extrait 24 millions de tonnes de charbon de plus qu'avant la guerre. Cependant, nous connaissons tous la crise extrêmement violente qu'éprouvent les charbonnages anglais, et, avec eux, toute l'économie anglaise. Les autres pays éprouvent également des difficultés quant au charbon. Comment cela s'explique-t-il ? Il y a, apparemment, une nouvelle répartition des forces de production du globe (cela ressort de la chute de l'exportation mondiale de charbon de 191,5 millions de tonnes à 146,7 millions). Plusieurs pays consommateurs de charbon ont apparemment commencé à se servir de leur propre charbon ou d'autres combustibles. La guerre, rompant les rapports économiques internationaux, a forcé plusieurs pays à utiliser des machines donnant une économie de combustible, la houille blanche, la tourbe, le pétrole, etc... Il y avait avant la guerre 87 o/o de navires chauffés au charbon, maintenant il n'y en a plus que 65 o/o.

Le morcellement de l'Europe, avec ses nombreuses frontières douanières, son protectionnisme, ses changes instables et ses dettes non réglées, ne permettent pas de considérer la restauration du capitalisme comme un processus rectiligne. Or, si nous rappelons encore qu'il s'est fait un déplacement général de l'économie mondiale vers l'Amérique, qu'à nos yeux s'accomplit une décentralisation de l'Empire britannique, qu'enfin la guerre a fait naître un puissant mouvement anti-impérialiste en Orient, nous comprendrons que le « processus de stabilisation » n'est pas une tâche si simple du capitalisme. Il exige de grands frais, de grands sacrifices. Au détriment de qui se fait

cette stabilisation, ce nouveau *renforcement,* dont le capitalisme ne peut d'aucune façon assurer l'équilibre ? La plupart du temps au détriment de la classe ouvrière et des masses laborieuses.

Stabilisation au détriment des travailleurs

Dans nos thèses, nous avons cité deux sources essentielles de la stabilisation :

1° Exploitation renforcée des travailleurs.

2° Ce que l'on appelle l' « aide » de l'Amérique.

La stabilisation bourgeoise s'opère dans divers pays à l'aide de méthodes différentes. Parmi ces méthodes, il faut distinguer l'*allemande,* qui consiste à une « rationalisation de l'industrie », c'est-à-dire à sa trustification accompagnée de banqueroutes. Ici, la stabilisation se fait principalement au détriment de la masse ouvrière, et provoque la réduction du travail et le chômage, les privilèges, les lourds impôts, etc... Une autre méthode est l'*anglaise,* lorsque l'on commence la stabilisation dans les intérêts du capital financier, mais au détriment de l'industrie, par la stabilisation du change, par la déflation, la volonté d'égaliser la livre sterling avec le dollar; cette méthode, en fin de compte, se réalise aussi au détriment des travailleurs, rendant impossible l'exportation et créant le chômage et, par suite, la réduction des salaires. Keynes, que j'ai déjà cité, et que je citerai plus d'une fois encore, en témoigne assez éloquemment dans son livre : *Les résultats de M. Churchill.*

« Notre problème se réduit à diminuer le salaire argent et par là-même le coût des moyens de subsistance, pour obtenir, qu'en fin de compte, le salaire réel soit aussi élevé ou presque aussi élevé qu'avant. *Par quelles mesures* la réduction des crédits peut-elle atteindre ce résultat ?

« *Pas autrement qu'en augmentant sciemment le chômage.* La limitation du crédit poursuivra dans ce cas le but de priver les patrons des moyens financiers nécessaires pour travailler avec le niveau existant des prix et des salaires. Cette politique ne peut mener à un résultat, qu'en aggravant d'une façon illimitée le chômage, tant que les ouvriers ne consentiront pas, sous la pression de mesures violentes, à accepter la réduction nécessaire du salaire argent.

« Voilà ce qu'on appelle la politique « saine », que l'on demande, comme résultat de l'acte irréfléchi, qui consista à maintenir la livre sterling au pair. »

Les ouvriers, sous la pression des mesures énergiques du patronat, doivent accepter la réduction des salaires. Tel est le système anglais.

La méthode *française* en diffère quelque peu : c'est la méthode d'inflation ; provisoirement, elle frappe moins le prolétariat que les éléments petits-bourgeois, mais, là aussi, en fin de compte, la stabilisation se fera aux dépens des travailleurs.

Enfin, la méthode américaine de stabilisation consiste à percevoir des intérêts élevés sur les emprunts, lorsque ceux-ci sont accordés, par exemple, par Morgan, ou à réduire ces intérêts presque jusqu'à zéro, si le paiement de ces emprunts appartient au gouvernement américain. Ce fut le cas de l'année dernière pour les emprunts italiens: le gouvernement italien paiera au gouvernement américain un intérêt beaucoup moindre sur sa dette de guerre que celui qu'il donna à Morgan pour l'impôt de stabilisation de 100 millions de dollars, qui vient d'être réalisé. En d'autres termes, la « générosité » de l'Amérique, par rapport à l'Europe, qui se « stabilise », s'exerce uniquement

aux dépens de la petite-bourgeoisie, de la classe ouvrière et des *farmers* d'Amérique.

Cette question de savoir qui paie les frais de la « stabilisation » actuelle peut être considérée également du point de vue fiscal. En Angleterre, l'année passée, les impôts, par rapport à ceux d'avant-guerre, représentaient 258 o/o, aux Etats-Unis 195 o/o, en France 293 o/o, au Japon 192 o/o, etc...

Pour fixer les vrais contours de la « stabilisation » actuelle du capitalisme, d'une façon plus ou moins complète, il faut faire encore quelques considérations très importantes.

Premièrement, le chômage : 5 millions de chômeurs en Europe, voilà un fait d'une importance exceptionnelle. Pour une grande partie d'entre eux, le chômage est devenu chronique. Chaque enfant sait qu'en Angleterre, il y a un chômage chronique. Il est tout à fait clair qu'il en sera de même maintenant en Allemagne. Il est même fort possible que les chiffres qu'on y publie sont atténués.

Voici les chiffres sur le chômage dans les principaux pays

	PERSONNES
Allemagne	2.500.000
Angleterre	1.500.000
Pologne	400.000
Autriche	200.000
Tchécoslovaquie	100.000

Un autre facteur important est la question des salaires.

La statistique officielle de divers pays donne des chiffres exagérés quant aux organisations syndicales : elles ne donnent de statistiques que pour certaines catégories d'ouvriers, même pour certaines régions seulement, et c'est pourquoi on ne peut donner de chiffres exacts pour aucun pays. C'est pourquoi, il faut considérer les données citées plus bas comme étant approximatives.

Mouvement des salaires réels dans les principaux pays

Prenant 1913 pour 100, nous avons :

Années	Etats-Unis	Angleterre	France (salaire d'un mineur).	Allemagne	Italie	Balkans (Roumanie et Bulgarie)
1923, moyenne mensuelle.	116,8	97,1	97,3	62,2		Dans ces pays, la
	126,8	97,3	96,3	71,2	97,7	moyenne de 1925 n'a
	128,1	99,1	91,7	75,1	89,7	pas dépassé 50 p. 100.

Comme résultat, nous avons 5 millions de chômeurs, un niveau de salaires inférieur, un accroissement du fardeau fiscal et une augmentation de la dette de l'Europe envers l'Amérique, etc... Voilà le prix de la stabilisation. Nous avons incontestablement le droit de dire que la stabilisation, sous son véritable aspect, même lorsqu'elle renforce partiellement (et pour une brève période) le régime bourgeois, ne peut être réalisée que par des méthodes qui, au fond, rendent la situation plus révolutionnaire.

Si nous prenons les principaux pays et faisons une analyse sommaire de ce qui s'est passé depuis que nous avons prononcé ici pour la première

fois le mot « stabilisation », nous verrons que, déjà dans le pays le plus avancé d'Europe, l'Angleterre, la situation a empiré. Il est vrai que ces derniers mois, on remarque une certaine amélioration; cependant, somme toute, la situation de l'Angleterre en 1925-1926 continue d'empirer.

Un trait nouveau de la situation actuelle est que la crise a gagné un pays de plus, un pays vainqueur également, la France; celle-ci traverse une crise politique et financière très longue, qui s'embrouille sans cesse.

Enfin, le tableau a brusquement changé en Allemagne, où il y a seulement un an la situation paraissait brillante. Nombreux sont ceux pour qui ce changement fut inattendu, mais au fond, il était à prévoir. Nous avons aussi eu là une crise violente, accompagnée d'une avalanche de faillites, d'un fort chômage et ceci au début seulement de l'application du plan Dawes. Le plan Dawes, jusqu'à présent, ne s'est presque pas manifesté en Allemagne. Tout cela n'est qu'un commencement. Seulement, cette année, l'Allemagne commencera à vraiment sentir les résultats du plan Dawes. Enfin, nous voyons en Pologne une catastrophe économique presque totale. Or, la Pologne est très importante, car c'est le foyer où s'entre-croisent les intérêts de la France, de l'Angleterre, de l'Amérique, car c'est un point d'où dépend la marche des événements, d'une part, en Allemagne; d'autre part, en Russie.

III. — Dans les différents pays du capitalisme

Amérique

Avant la guerre, l'antagonisme entre l'Angleterre et l'Allemagne était un facteur décisif, tandis que, maintenant, c'est *l'antagonisme entre l'Amérique et l'Angleterre* qui le devient de plus en plus. Mais il ne faut pas s'imaginer cela comme on le fait parfois : comme si l'Europe était un pygmée en comparaison de l'Amérique. Il n'en est pas ainsi. Ne serait-ce que parce que l'Europe possède une population trois fois plus grande que l'Amérique. L'Europe compte 350 millions d'habitants, dont 100 millions d'ouvriers, tandis que l'Amérique ne compte que 115 millions d'habitants. Ce seul fait a une signification importante. Il ne faut pas exagérer cet antagonisme, mais il ne faut pas l'amoindrir.

Il ne faut pas exagérer ce fait, que l'Amérique exporte maintenant d'immenses capitaux en Europe. Naturellement, elle exporte des capitaux, mais le chiffre de leur exportation ne décide pas encore lui-même de la question. Je me souviens du livre du camarade Lénine, *l'Impérialisme*, où sont relatés les chiffres de l'exportation des capitaux d'Europe (avant la guerre). Ces chiffres sont parfois plus imposants que le chiffre actuel de l'exportation des capitaux d'Amérique. Un phénomène contraire a commencé maintenant. Dix années environ furent suffisantes pour que s'opère un changement aussi radical. Mais il ne faut pas diminuer l'importance de ce fait. Il ne faut pas oublier avant tout que des antagonismes surgissent ici entre l'Angleterre et l'Amérique, contradictions qui deviennent de plus en plus profondes.

Je citerai quelques chiffres. Le revenu national des Etats-Unis représente actuellement 60 milliards de dollars. Dès 9.720 millions de dollars de l'or mondial, 4.545, c'est-à-dire près de la moitié, appartenaient en 1924 à l'Amérique. A présent, si je ne me trompe, 60 p. 100 de toute l'Europe est débitrice de l'Amérique. Cette dernière peut se permettre le luxe actuellement de dicter tout à fait ouvertement ses conditions politiques à Vandervelde et à son gouvernement : réduction de l'armée, réduction du budget, conditions du pays le plus favorisé pour l'emprunt en question.

Une part gigantesque appartient aux Etats-Unis dans la production mondiale des matériaux les plus importants : 43,3 p. 100 de charbon, 47,6 p. 100 de fonte, 49,3 p. 100 d'acier, 70,9 p. 100 de pétrole, 50 p. 100 de coton, etc... Il ne faut pas penser, naturellement que ce degré atteint par l'économie américaine soit une conquête solide. Non, les années d'après-guerre, avec leurs fréquentes crises industrielles et périodes de prospérité, donnent une courbe incertaine. Une diminution de la part des Etats-Unis dans la production mondiale des produits ci-dessus nommés a eu lieu durant ces trois dernières années (de 8 p. 100 pour le charbon, de 16 p. 100 pour la fonte, de 12 p. 100 pour l'acier, etc...). Il n'est pas impossible que cette diminution continue. Néanmoins, elle est énorme. L'Amérique a besoin d'une Europe stabilisée, d'une économie mondiale stabilisée, sans cela, elle sent que ses affaires ne sont pas très stables, malgré toutes ses richesses. Autrement dit : le peu de succès dans la stabilisation du capital mondial atteint aussi l'Amérique, peut-être pas très fort, mais enfin il l'atteint. Cela se reflète dans les fluctuations de l'industrie, du commerce international, et dans le domaine des traités internationaux, des créances internationales, et dans l'exportation du capital.

Les Etats-Unis ne sont qu'un des chaînons du capitalisme mondial (quoique l'un des chaînons les plus importants). C'est pourquoi les maladies du capital mondial, qui se réduisent en fin de compte, à une seule, à l'absence de véritable stabilisation, apporteront les correctifs les plus sérieux à l'hégémonie de l'Amérique.

Je dois rappeler, pour conclure, qu'on observe en Amérique les symptômes d'une nouvelle crise agraire, par suite de quoi le mouvement en faveur du *Labour Party* se réveille. La situation de la couche supérieure des ouvriers n'est pas mauvaise, mais les larges couches des ouvriers non qualifiés vivent très mal. Lisez, par exemple, l'article d'un homme comme Purcell, qui décrit son voyage en Amérique. Il y a vu beaucoup de choses, et il a constaté que la majorité de la classe ouvrière se trouve dans une situation assez difficile. Les grandes masses d'ouvriers non qualifiés vivent très mal. Le fait que l'Amérique détient maintenant l'hégémonie, le fait que les contradictions entre l'Amérique et l'Angleterre acquièrent une importance décisive, ce fait doit être pris en considération, il faut en tenir compte, car il détermine nos décisions à prendre.

Angleterre

Passons à l'*Angleterre*. Ici, la situation est tout autre. La perte de la situation privilégiée qu'elle possédait sur le marché mondial est un fait. Je m'en réfère à un homme aussi éminent que Georges Harvey, ancien ambassadeur américain en Angleterre, actuellement rédacteur de la *Revue de l'Amérique du Nord*, un des journaux économiques les plus influents en Amérique, dans son article intitulé : *Situation dangereuse en Angleterre*, publié dans ce journal en fin 1925, et qui donne l'appréciation suivante de la situation économique de l'Angleterre.

« Le règne de l'Angleterre, comme productrice de marchandises, est passé. Il ne lui reste qu'à remplir la fonction « d'intermédiaire » ou d'intermédiaire industriel entre le producteur de matières premières et le consommateur de produits fabriqués. En outre, il lui devient de plus en plus difficile de faire concurrence aux autres, car elle doit tenir compte de ses frais énormes de transport. »

Ensuite Harvey cite la déclaration du président du Bureau d'administration de la Fédération de l'Industrie britannique, Allan Schmith, publiée dans la presse :

« Ainsi, nous en sommes arrivés au point où il est nécessaire de penser à la liquidation de notre patrimoine national et de commencer à vivre sur les capitaux. Si l'on n'entreprend rien à temps pour animer le commerce extérieur, nous arriverons à la banqueroute nationale. »

Lorsque les capitalistes anglais commencent eux-mêmes à parler de la liquidation de leur patrimoine national et de banqueroute nationale, c'est un argument sérieux qui confirme que la courbe de l'évolution du capitalisme en Angleterre est en dépression.

Harvey termine son article en engageant l'Amérique à aider l'ancêtre des peuples anglo-saxons.

« Si l'on dit, écrit-il, que nous devons aider le monde entier, nous devons en premier lieu penser à l'Angleterre. Au nom de la communauté de race, les Etats-Unis doivent poser la question de l'Angleterre immédiatement après celle de leur propre pays. »

La façon dont les Américains viennent en « aide » à leur sœur anglo-saxonne se voit sur l'exemple d'une possession britannique, le Canada, qui, ces derniers temps, a presque cessé d'être une possession anglaise. A la dernière session du C. E., je me suis arrêté sur cette question. Je citerai seulement quelques chiffres sur la situation des capitaux investis par les Etats-Unis et par l'Angleterre au Canada.

Avant la guerre. Pour une période de 14 années (1900-1913), le capital étranger investi au Canada était pour :

Grande-Bretagne	*Etats-Unis*
en dollars	
1.753.118.000	627.794.000

Proportion de 3 à 1.

Les « autres » pays ont investi des sommes relativement insignifiantes, au total 162.715.000 dollars.

Dans la *période actuelle,* les capitaux investis au Canada par la Grande-Bretagne et les Etats-Unis sont presque égaux; ils s'élèvent à 4,5 milliards de dollars pour l'un et l'autre pays, c'est-à-dire que la proportion est changée et qu'elle est de 1 à 1.

Le caractère des capitaux investis est différent pour chacun de ces pays. L'Angleterre a investi ses capitaux au Canada vis-à-vis *des rentiers* (acheteurs de valeurs et qui n'en reçoivent que les p. 100), tandis que l'Amérique a investi ses capitaux vis-à-vis des entrepreneurs, qui reçoivent non seulement le pourcentage, mais encore les bénéfices de l'entreprise.

Dans le démembrement de l'empire britannique, qui s'effectue sous nos yeux, les « anglo-saxons » américains y participent avec activité. La communauté et les paroles magnifiques sur l'aide de l' « ancêtre » des peuples anglo-saxons n'empêchent pas cette dernière d'aller à la rencontre d'une crise économique des plus cruelles.

Il ne faut pourtant pas penser qu'il s'agit ici d'époques très courtes, que, dans quelques mois, la révolution éclatera en Angleterre. La question essentielle, maintenant, consiste dans la tendance de l'évolution qui, l'année dernière, était enore insuffisamment nette, mais qui se dessine à présent d'une façon très claire. Je dois souligner, en outre, que la bourgeoisie anglaise est conservatrice, et qu'elle s'en tient encore à son plan de guerre contre l'U. R. S. S. Vous connaissez l'article publié dans la brochure de février du journal *Fortnightly Review* et dû à la plume de M. Augure.

On dit que M. Augure est proche parent de M. Chamberlain, ministre des Affaires Etrangères d'Angleterre. Il écrit :

Si les Soviets ne profitent pas de la chance qui leur est offerte à présent, n'utilisent pas la possibilité de se joindre au concert européen, s'ils dédaignent de prouver leur désir de paix, ils seront inévitablement rejetés de la famille des peuples européens, *et en cas de mauvaise conduite,* ils seront l'objet de mesures de prévention, *qui, quoique dans un but de paix, ne seront pas pacifiques.* »

Cela sonne comme un ultimatum.

Qu'entend-on par mesures non pacifiques ? Je pense que ce sont des mesures *militaires !* Que tous les ouvriers anglais sachent cela ! Ils doivent tous comprendre que, maintenant, lorsque la bourgeoisie anglaise n'est pas à son aise, à la veille du conflit avec les mineurs, elle se démène de nouveau avec son plan d'intervention militaire contre l'U. R. S. S. Je suppose que nous devons comprendre maintenant, en premier lieu, si nous voulons être une Internationale mondiale, la différence essentielle qui existe dans la situation du prolétariat de ces deux pays...

Tentatives « d'américaniser » le mouvement ouvrier

En *Angleterre,* nous observons une évolution de la classe ouvrière dans un sens révolutionnaire; en Amérique, elle est d'un caractère réactionnaire. La meilleure preuve en est donnée par les deux documents suivants, dont l'un témoigne de la révolutionnarisation du mouvement ouvrier anglais, — j'ai en vue de la résolution adoptée au Congrès de Scarborough sur l'impérialisme, et dans laquelle est lancé le mot d'ordre: *Droit de tous les peuples de l'Empire Britannique à la libre disposition d'eux-mêmes, jusqu'à la complète séparation de l'Empire !* (1).

Il faut tant soit peu connaître l'histoire du mouvement ouvrier anglais pour évaluer l'importance de ce fait. Nous savons tous qu'en Angleterre « l'impérialisme ouvrier » a longtemps régné, que les surprofits coloniaux du capitalisme anglais sont le terrain sur lequel a été entretenue l'aristocratie ouvrière, et si nous avons devant nous une résolution, adoptée par le congrès des syndicats et sonnant d'une façon léniniste, cela prouve que l'évolution du mouvement ouvrier s'effectue dans la voie révolutionnaire.

Le deuxième document concerne l'Amérique; il montre d'une façon étonnante la base du mouvement ouvrier aux Etats-Unis. Il s'agit de l'appel de la Fédération Américaine du Travail à tous les ouvriers américains, et adopté en octobre 1925 à la conférence *Atlantic-City.* Il y est dit :

« La Fédération Américaine du Travail se tient fermement et sans hésitation sur le terrain de la démocratie, pour le droit du peuple à administrer et à disposer de son propre sort au moyen de son propre appareil politique.

---

(1) « Le congrès des Trade-Unions estime que la domination du gouvernement britannique sur des peuples non anglais est une forme d'exploitation capitaliste permettant d'assurer aux capitalistes britanniques: 1° de se procurer les matières premières à bon marché; 2° le droit d'exploiter une main-d'œuvre bon marché et non organisée, et d'utiliser la concurrence de cette main-d'œuvre pour abaisser le niveau de vie des ouvriers de la Grande-Bretagne.

Le congrès déclare son opposition complète à l'impérialisme et décide: 1° de soutenir les ouvriers dans toutes les parties de l'empire britannique pour l'organisation de *trade-unions* et de partis politiques soutenant leurs intérêts, et 2° d'appuyer le droit de tous les peuples de l'empire britannique de disposer d'eux-mêmes, jusqu'à la complète séparation de l'empire. » Cette résolution a été adoptée par 3.082.000 voix contre 79.000. (*Daily Herald,* 14 septembre 1925.)

« La Fédération Américaine du Travail s'oppose de toute la fougue de son pur idéalisme au despotisme, au bureaucratisme et à la dictature sans égard, au caractère violent ou bienfaisant de cette dernière.

« La Fédération Américaine du Travail s'oppose de la façon la plus énergique à la révolution et à l'emploi de mesures violentes, là où existe la démocratie et où le peuple a la possibilité de changer son gouvernement au moyen des droits que lui octroie la constitution.

« La Fédération Américaine du Travail blâme la philosophie du communisme, qui est un attribut du gouvernement soviétique et est à la base de sa structure et de sa politique.

« La Fédération Américaine du Travail se déclare adversaire de la philosophie et des dogmes du communisme et de la dictature existante dans ce pays malheureux et opprimé.

« La Fédération Américaine du Travail exige du gouvernement des Etats-Unis de maintenir sa position de non-reconnaissance du régime soviétique. Nous saluons notre gouvernement pour son courage, parce qu'il maintient les principes essentiels de la démocratie et ne se laisse influencer ni par les intrigues diplomatiques, ni par l'exploitation capitaliste.

« La Fédération Américaine du Travail interviendra sans cesse contre toute implantation sous une forme quelconque de l'agitation communiste aux Etats-Unis et dans l'hémisphère occidental et est fière de la promesse des ouvriers organisés du Mexique de travailler en commun dans ce sens.

« La Fédération Américaine du Travail déclare que sa structure comme ses principes sont fondés sur les bases démocratiques. Le despotisme et la démocratie sont incompatibles. Capituler devant l'ennemi, cela signifie agir au profit de l'ennemi.

« La Fédération Américaine du Travail propose de continuer à prendre à l'avenir les mesures en conséquence pour défendre son inviolabilité contre les doctrines de perversion, de décomposition et de destruction du communisme et pour défendre, de toutes ses forces, les institutions démocratiques de notre pays contre son influence néfaste. Nous sommes pour l'Amérique démocratique et nous désirons que le monde entier le sache. »

Cet appel a été adopté par tout le Congrès de la Fédération Américaine du Travail, et je pense, camarades, que ceci est la meilleure illustration de l'hypocrisie et de la traîtrise des leaders « ouvriers » qui cherchent à masquer par une « haute » philosophie doucereuse sur la démocratie, sur « l'idéalisme pur » le droit des peuples de s'administrer et de disposer de leur sort. Les Etats-Unis sont à présent la terre promise du réformisme. Les méthodes « américaines » commencent à se transplanter sur le sol européen. J'ai l'impression que les camarades de l'Europe occidentale n'ont pas encore complètement conscience du rôle que jouera cette « américanisation ». En Allemagne, nous voyons déjà que la social-démocratie allemande oppose l'Amérique à l'Union des Soviets. En Allemagne, on implante déjà des banques ouvrières, etc... On y lance le mot d'ordre du *fordisme,* qui devient l'idéal de la social-démocratie allemande, pour remplacer le marxisme. En attendant, cela ne se remarque qu'en Allemagne, mais nous devons comprendre, camarades, que, dans un avenir prochain, cette « américanisation » s'étendra. On tentera d'implanter les méthodes américaines dans tous les pays à mouvement ouvrier développé. A la propagande en faveur de l'Union des Soviets, on opposera celle en faveur de l'Amérique impérialiste. Camarades, il ne faut pas sous-estimer cela. Tout nous dit que ces messieurs auront la possibilité de répandre leur marchandise par toute l'Europe.

En Amérique, il existe, en effet, des banques ouvrières importantes (jusqu'à 40 banques, avec un capital de 200 millions de dollars), qui se trouvent évidemment en complète dépendance des banques de la grosse bourgeoisie et sont liées avec elles au point de vue de l'organisation. On tente de représenter cela comme une nouvelle époque dans le mouvement ouvrier, époque où le capitaliste et l'ouvrier unis pour la réalisation de gains commerciaux dans des sociétés anonymes, mèneront l'humanité sur une nouvelle voie, sans aucun bouleversement social. Ainsi, dans chaque numéro de l'organe de la Fédération Américaine du Travail, nous trouvons une page entière de réclame du Trust des pétroles de Rockfeller, avec ce titre ronflant : « *Qui sont les capitalistes de la Standard-Oil Co ?* »

La réponse est :

« Ce sont 49.000 actionnaires, dont 14.000 employés; au nombre des petits actionnaires, il y a des ouvriers, des employés, des veuves, des orphelins, qui emploient leurs économies de cette façon, peut-être que, dans leur nombre, se trouvent votre laitier ou votre blanchisseuse. »

Et à la fin, il est dit :

« C'est ce que l'on appelle le capitalisme ? Est ce du capitalisme, cela? »

Par conséquent, cela doit s'appeler du « *socialisme* ». Dans l'organe de la Fédération Américaine du Travail, nous pouvons voir, par exemple, une réclame de la banque ouvrière :

« La main qui remplit ce chèque dirige le monde. Les ouvriers peuvent diriger le monde eux-mêmes, s'ils portent leurs économies dans ces banques. »

A présent, ces banques ouvrières deviennent toute une école.

Dans le *New-York-World* du 3 janvier est publié un article vraiment curieux de F. Bon, sous ce titre : *Les ouvriers commencent à s'intéresser davantage aux urnes électorales.*

« Nous remarquons, dit-il, par exemple, le développement des banques ouvrières. Le seul syndicat des machinistes de chemins de fer possède 16 banques. Leur principale banque se trouve à Cleveland, Etat d'Ohio; elle avait, à la fin de l'année dernière, des dépôts s'élevant à plus de 23 millions de dollars. Cette banque emprunta de l'argent à la section du syndicat de *United Mine Workers,* à Bergholtz, pour la création d'une coopérative de mineurs. Comme résultat, 110 mineurs payèrent 270.000 dollars pour leur mine, les actions furent réparties en parties égales entre tous les mineurs. Voici une brève note de *L'American Labor Year Book* sur les succès de cette mine coopérative : « En deux mois, 14.000 tonnes de charbon furent extraites et il en fut vendu pour 25.000 dollars. Grâce à la haute qualité du charbon et à sa préparation minutieuse sur le marché, on en trouva un écoulement facile sur le marché de Cleveland, à des prix supérieurs aux prix ordinaires. Avec une augmentation de la demande et de l'extraction, le nombre des ouvriers s'est augmenté. Chaque ouvrier nouvellement engagé devient membre de la coopérative et reçoit sa part d'action, dont la valeur actuellement atteint 2.500 dollars par homme. Le salaire, selon les normes du syndicat, est de 30 à 50 dollars par semaine, après les déductions faites pour couvrir les intérêts du capital. »

En se basant sur ce fait, Bon en déduit ceci :

« Le socialisme marxiste ne peut être appliqué aux conditions américaines. Le marxisme déclare, comme « fait scientifique », « qu'entre la classe ouvrière et les capitalistes, il ne peut y avoir rien de commun », que la guerre

de classes doit avoir lieu entre eux, jusqu'à ce que l'une ou l'autre classe soit détruite. D'autre part, comme les ouvriers n'ont pas de propriété, ils ne possèdent pas non plus de patrie. Le mot d'ordre des marxistes était : « *Prolétaires de tous les pays, unissez-vous ! Vous n'avez rien à perdre que vos chaînes...* »

« Pour résumer, on peut dire que nous, ouvriers, nous en sommes venus à conclure que le passage du pouvoir politique entre leurs mains ne leur assure pas une amélioration de leur situation économique, attendu que le régime politique américain n'est pas adapté pour diriger les entreprises économiques. Les ouvriers et les farmers ont trouvé que l'unique voie juste est celle des mineurs de Bergholz. »

L'engouement pour les banques ouvrières commence sur le continent européen, à commencer par l'Allemagne. Les social-démocrates allemands tentent à présent de lancer la théorie de Bernstein sur les petits capitalistes. En Amérique, la fusion des syndicats avec le capitalisme devient évidente. Les leaders de la Confédération américaine parlent déjà ouvertement de la théorie de Monroë, appliquée au mouvement ouvrier. De nombreux syndicats mixtes de patrons et d'ouvriers existent déjà. Ce mouvement porte déjà un caractère systématique.

Abolir le capitalisme en faisant participer les ouvriers comme petits actionnaires ! Quelle vieille histoire ! Rappelez vous ce qu'écrivait Kautsky contre Bernstein, lorsque Kautsky était encore marxiste, ce qu'écrivirent Hilferding et Rosa Luxembourg sur cette « théorie ». Peut-être serait-il à propos de publier un recueil sur cette question, pour nous rafraîchir la mémoire.

Si nous sommes témoins en Angleterre de la révolutionarisation de la classe ouvrière, mouvement motivé par la situation objective, si les prémisses du développement de l'aristocratie ouvrière y disparaissent, en Amérique, nous sommes en présence d'un phénomène contraire.

Qu'est-ce que la Fédération Américaine du Travail ? Dans le fond, c'est une organisation de l'aristocratie ouvrière. En Amérique, il y a plus de 4.000.000 d'ouvriers qualifiés, tandis que, dans la Fédération Américaine du Travail, il n'y a que 2.800.000 hommes organisés, et dans ce nombre, bien entendu, il y a une certaine quantité d'ouvriers non qualifiés. Donc, ainsi, sur 30.000.000 d'ouvriers, il y en a à peine 2 millions et demi d'organisés. Bien entendu, c'est la crème de l'aristocratie ouvrière, comme l'a appelée si justement le camarade Pepper, — *l'aristocratie ouvrière dans l'aristocratie ouvrière.*

C'est précisément la base sociale du réformisme en Amérique.

A l'époque où, en Angleterre, disparaissent les conditions objectives de l'épanouissement de l'aristocratie ouvrière, en Amérique, ces conditions se créent et se renforcent. Ces nouvelles méthodes américaines se transplantent dans d'autres pays et nous devons en tenir compte.

Nous devenons maintenant une Internationale mondiale. Le mouvement ouvrier croît de plus en plus. Les ouvriers de l'Europe occidentale envoient des délégations en U. R. S. S. Les social-démocrates envoient leurs leaders en Amérique. Une délégation syndicale de social-démorates s'est déjà rendue en Amérique, et elle trouva immédiatement un langage commun avec les syndicats américains. Un des membres les plus influents du mouvement syndical allemand, Tarnof, déclara au Congrès américain de la Fédération du Travail :

« Le bolchévisme, c'est une bonne religion pour les affamés et les hommes désespérés. »

Evidemment, les délégués américains sont des leaders « rassasiés » (comme on les appelle là-bas). Les fédérations furent d'accord avec ceux-là. Dans le *New-York Times*, vous pouvez lire que

« La classe ouvrière américaine est entrée dans une nouvelle époque. Les syndicats de ce pays ont mis officiellement fin aux méthodes de lutte... et ont déblayé la voie pour un travail en commun avec les entrepreneurs pour la solution des problèmes de l'industrie dans un intérêt mutuel. »

Ainsi, au moment où, en Allemagne, ces nouvelles mélodies commencent à se faire entendre, en Amérique, elles sont établies sur des facteurs assez réels. Il est incontestable que nous avons en Amérique une période durable de l'épanouissement de l'aristocratie ouvrière et de son idéologie.

Je pense que tous nos partis sont intéressés en ce moment à étudier cette nouvelle idéologie. Ce qui se dit aujourd'hui en Amérique, on tentera de le dire demain en Tchécoslovaquie, en Allemagne, etc... Si nous voulons comprendre maintenant ce qu'est le réformisme, si nous voulons jeter un regard dans les profondeurs de son âme, voir sa nature cachée, lire ses pensées profondes, alors nous devons précisément étudier l'idéologie du mouvement américain.

France

Passons à la *France*. J'ai déjà dit que la nouvelle phase de la situation politique de cette année consiste en ce que la France, pays vainqueur, commence à subir une crise. Ce n'est pas seulement une crise financière, comme le pensent certains camarades, c'est une crise économique, politique et, par conséquent, sociale. La crise française prend ses racines dans l'économie d'après-guerre de la France. Ses causes sont dans la politique d'aventures que la France a menée pendant l'occupation de la Ruhr. La France, qui a joué le rôle de créancier universel, devient elle-même débitrice. Elle a dû céder la place de chef politique de l'Europe à d'autres pays bourgeois plus puissants. Ces causes se reflètent, tout d'abord, sur la situation actuelle à l'intérieur de la France et elles prouvent que la crise n'est pas seulement financière.

D'autre part, nous estimons qu'il est faux d'affirmer que la situation politique en France est celle de l'Allemagne en octobre 1923. Ce serait preuve d'un optimisme exagéré, qui ne correspond pas à la réalité. Nous ne devons pas perdre de vue l'allure du mouvement; la situation doit être vue sous son aspect exact. Il me semble que la situation actuelle en France est des plus favorables pour que le prolétariat commence à jouer un rôle prépondérant. En France, la lutte se développe à présent entre la grosse bourgeoisie et la petite, en premier lieu avec les paysans. Les paysans, les petits rentiers sont expropriés aux 5/6es, grâce à l'inflation et aux lourds impôts : ils se trouvent actuellement dans une situation telle que, si nous savons agir raisonnablement, le mouvement ouvrier recevra un appoint puissant pour son développement ultérieur. C'est pourquoi, j'ai dit, dans mon introduction, que le parti français est dans la période où il pourra faire un grand pas en avant, s'il sait adopter une juste ligne de conduite; il pourra prendre la direction de tout le mouvement de la classe ouvrière et exercer, en outre, une influence sur les grandes couches de la petite bourgeoisie urbaine et rurale. Il n'y a pas d'issue pour la bourgeoisie.

J'ai ici une lettre de M. Keynes. Il se comporte comme un homme qui a en poche un brevet pour une invention qui doit sauver les gouvernements bourgeois du monde entier. Keynes a écrit une lettre au ministre français

des Finanes au sujet du franc. C'est une lettre intéressante. Il dit: « Comment puis-je vous aider à surmonter la crise. Le meilleur moyen, c'est la confiscation des capitaux. Mais ce n'est pas juste, etc... Il serait bon de réduire les salaires, mais cela peut amener une crise. L'issue la plus pénible, c'est l'augmentation de prix des produits de première nécessité. Ce serait relativement facile à appliquer. Je conseille à M. le ministre des Finances de suivre cette voie ». La bourgeoisie française est déjà entrée dans cette voie. Notre parti doit prévoir cela, et s'il le dit d'avance, les masses l'écouteront.

La bourgeoisie française n'a pas les moyens de surmonter la crise, à part ceux qui donneront le plus d'acuité à la crise. Si elle veut conclure une entente avec l'Amérique, — et elle doit vouloir cela, car ses dettes sont très élevées, — ce moyen sera insuffisant pour la bourgeoisie. Je pense que la France est un pays, où, actuellement, l'allure ralentie de la crise prendra bientôt une vitesse beaucoup plus grande. Il est parfaitement clair que, dans quelque six mois, par exemple, nous pourrons parler d'une situation aiguë en France et des succès de notre parti, s'il sait s'organiser et diriger les grandes masses. Ce pays qui, dernièrement, paraissait encore un paradis pour certains et qui, extérieurement, le paraît encore, est actuellement au seuil d'une crise aiguë, et sera l'écho de la révolutionarisation de l'Angleterre.

La crise acquerra toute son acuité en France au moment où la grosse bourgeoisie ne voudra plus de l'inflation. Elle ne veut pas encore abandonner l'inflation, car cette dernière est avantageuse pour la bourgeoisie. Elle sauve les capitalistes français de la crise par manque d'écoulement des marchandises et donne la possibilité au gros capital de se développer aux dépens de la petite bourgeoisie. Elle s'efforcera de maintenir cet état de choses, au moins quelques mois encore; et lorsqu'enfin, elle sera obligée de céder, ce sera la crise qui commencera.

La France est dans une situation originale. Malgré la crise financière et la crise politique, il n'y a presque pas de chômage. Même les deux millions d'ouvriers étrangers, venus en France pendant les premières années de l'après-guerre, ont du travail. Lorsque la crise aura atteint plus d'acuité et que la bourgeoisie devra abandonner l'inflation, cette dernière devra réduire l'industrie et jeter sur le pavé tout d'abord ses deux millions d'ouvriers étrangers, afin de sauver la situation.

De ceci un nouveau problème important découle pour notre parti. Il est indispensable de prendre ces deux millions d'ouvriers étrangers sous l'influence de notre parti; malheureusement, peu de choses ont été faites dans ce sens. Dans six mois peut-être, ils retourneront en Espagne, en Italie, en Pologne et dans d'autres pays, où la misère est grande, où la situation est objectivement révolutionnaire. Si nous sommes une véritable Internationale, nous devons savoir préparer ces deux millions d'ouvriers. Ils peuvent devenir pour nous 2 millions d'agitateurs et d'organisateurs pour la révolution prolétarienne dans tous les pays.

La situation actuelle de la France crée des conditions très favorables pour le développement du mouvement ouvrier communiste. Le gouvernement petit-bourgeois, personnifié par le bloc des gauches, montre à toute la population comment il vole les éléments petits-bourgeois et donne un exemple classique de mystification parlementaire. Si nous devons étudier le réformisme en Amérique, nous devons étudier en France le processus de décomposition et la nature renégate des partis petits bourgeois, dirigés par Briand et Herriot, ainsi que ce républicanisme bourgeois « classique ». Sur l'exemple du « bloc des gauches », nous devons montrer aux ouvriers du monde entier ce qu'est ce bloc, du moment que la direction est effectivement exercée par

la grosse bourgeoisie. Le « démocratisme » d'un Briand quelconque doit être dévoilé au prolétariat du monde entier.

La classe ouvrière française n'a pas de solides traditions d'*organisation*. Elle n'eut jamais de grands partis, de syndicats puissants; par contre, elle a de grandes traditions de lutte révolutionnaire. Le camarade Lénine a dit plus d'une fois, lorsque nous habitions en France, que les ouvriers français feront un jour la révolution « sans s'en apercevoir ». Les traditions d'organisation sont très faibles en France. Seulement 10 p. 100 des ouvriers y sont organisés dans les syndicats. C'est une honte, et le moment est arrivé où nous devons tout au moins organiser 25 p. 100. Malgré l'absence de traditions d'organisation dans la classe ouvrière française, les traditions révolutionnaires y subsistent, et la crise aiguë qui doit avoir lieu infailliblement en France nous permet d'en attendre beaucoup.

Allemagne

Je passe à l'Allemagne. On tente de comparer la situation actuelle en Allemagne avec ce qu'elle était en 1923. C'est aussi une exagération. Mais, camarades, il faut dire que, si on nous avait demandé en mars 1925, à la V[e] Conférence du Comité Exécutif élargi : s'il était possible que la situation en Allemagne s'aggrave au point que nous constatons en ce moment, personne n'aurait répondu par l'affirmative. Nous supposions tous que deux ou trois années de stabilisation relative étaient assurées, et certains représentants de l'extrême-gauche prédisaient même 10 ans. (Exclamation de Scholem : « Qui cela! ») C'est Maslow qui a dit cela. Il disait: « Il faut attendre au moins 10 ans. » Nous escomptions 2 à 3 années de stabilisation relative. Mais les contradictions du capitalisme sont si grandes que, malgré toute son élasticité, nous constatons en Allemagne une aggravation de la situation que nous n'attendions pas. On ne peut pourtant pas contester au capitalisme allemand une grande souplesse. Il a beaucoup appris, grâce au traité de Versailles, grâce à la Révolution allemande de 1918, grâce en partie à notre révolution. Mais je pense que le danger le plus grand pour nous serait d'exagérer l'allure de la croissance de la Révolution en Allemagne. Je pense, camarades, qu'il n'y a pas là-bas de situation révolutionnaire immédiate. Point du tout. Il ne nous faut pas d'illusions. Pour ce conflit aucune concession aux extrêmes-gauches. C'est la lutte contre eux ! C'est justement lorsque les gens sont susceptibles d'exagérer, qu'ils peuvent perdre la tête sans le vouloir et *perdre ainsi le parti*. C'est en cela que consiste le danger de l'extrême-gauche. Il me semble que ce danger est clair pour tous. Il y aura maintenant un chômage chronique en Allemagne de 1 à 1 million 1/2 de chômeurs. Si l'Allemagne parvient même cette année, peut-être au printemps 1926, à sortir provisoirement de cette profonde crise, même si la crise parlementaire est surmontée, — quoique je ne voie pas par quels moyens, ils sortiront de cette ornière, — la situation en Allemagne est infiniment plus favorable pour le travail de notre parti que nous le supposions il y a peu de temps.

Nous devons inscire à l'actif de la Révolution tout ce qui est en notre faveur, en observant pourtant une tranquillité complète, et en tenant compte qu'une amélioration de la situation en Allemagne n'est pas impossible. Il est parfaitement clair que l'Amérique n'abandonnera pas l'Allemagne à son sort. Si Octobre 1923 ne devait pas se répéter d'un jour à l'autre en Allemagne, supposez-vous que l'Amérique s'intéresserait au sort de l'Allemagne, où elle a mis tant de capitaux ? D'autre part, il est clair que, malgré les désirs de l'Amérique, l'Europe se révolutionnarise. D'une part, l'Amérique « stabilise » l'Europe, d'autre part, elle la *révolutionnarise*. En tenant compte de l'allure

de l'un et de l'autre processus, nous devons dire avec certitude que l'Amérique, dans les premiers temps, n'abandonnera pas l'Allemagne à son sort; elle tentera encore une ou deux fois de la sauver. Il ne faut pas sous-estimer ce phénomène, mais il faut tenir compte qu'en comparaison avec 1925, la situation présente en Allemagne est plus révolutionnaire.

Orient

Je ne m'arrêterai pas à présent sur d'autres pays. Quelques mots encore sur l'*Orient*. Nous avons la conviction d'avoir fait beaucoup là-bas. C'est exact. J'ai déjà dit que la moitié de notre attention doit être tournée vers les questions orientales, car nous sommes un Parti mondial, une Internationale mondiale. Mais il y a dans ce domaine, des exagérations de gauche. Je ne m'étonne pas, lorsqu'un révolutionnaire chinois qui, du plus fort de la lutte dans son pays, vient chez nous, et se figure qu'il parle au nom de tout le peuple chinois. En réalité, il n'en est pas encore ainsi.

Les pays de l'*Amérique du Sud* doivent être pour nous des points d'appui. Je n'en dirai que quelques mots. Il est parfaitement clair que les Etats-Unis de l'Amérique du Nord, qui nourrissent une aristocratie ouvrière, qui tiennent dans leurs mains toute l'Europe, ne vivent pas seulement des surprofits coloniaux, semi-coloniaux et européens, mais encore des pays de l'Amérique du Sud. Nous n'avons pas encore l'habitude d'observer les Etats de l'Amérique du Sud comme des pays opprimés, mais, en fait, ils le sont.

Nous n'avons pas besoin, évidemment, de nous consoler par des illusions et de perdre la tête. Nos succès sont énormes. La première Internationale, celle de Marx, n'a jamais osé rêver à des relations pareilles avec l'Orient. Si le parti du Gomindan, qui s'élève à 400.000 membres, si ce parti, que l'histoire portera demain au pouvoir dans toute la Chine, est idéologiquement solidaire avec nous, c'est déjà un gros succès. Auparavant, les révolutionnaires prolétariens n'auraient jamais osé rêver à cela. C'est pourquoi il est facile de perdre la tête. Mais l'Internationale Communiste ne doit pas tomber dans les illusions. Les succès de l'U. R. S. S. dans l'édification du socialisme, son rôle dans le mouvement ouvrier contemporain, son prestige dans toute la classe ouvrière, tout cela, ce sont des succès énormes qui peuvent faire perdre la tête. Au nombre de ces succès, nous devons considérer le mouvement grandissant des peuples de l'Orient.

Nous avons encore un grand travail à accomplir : nous n'avons fait que nos premiers pas en Orient. La justesse du léninisme est confirmée de la meilleure façon; si l'on veut parler de nouveaux facteurs mondiaux et historiques, c'est l'union à notre époque du mouvement national-révolutionnaire avec le mouvement prolétarien. Cette fusion de deux torrents révolutionnaires nous assure la victoire.

Nous n'en sommes qu'à nos premiers succès dans le mouvement ouvrier en Orient, où s'effectue une grande industrialisation. Ce processus a une énorme signification historique. Si nous réussissons à conquérir les colonies au socialisme, et à les entraîner à notre suite, *avant* que mûrisse et se renforce leur bourgeoisie, nous éviterons alors l'étape capitaliste dans ces colonies. Mais une autre perspective historique n'est pas exclue. C'est pourquoi nous devons considérer comme de toute première importance l'existence d'un noyau organisé de la classe ouvrière dans les pays d'Orient.

Pour le moment, c'est au *Japon* que la situation est la plus mauvaise pour le mouvement ouvrier. Nous devons prendre des mesures pour y développer le mouvement de masse. Il existe une pareille possibilité. Nous devons l'utiliser à tout prix.

Si nous prenons la situation mondiale actuelle, dans son ensemble, nous devons reconnaître, sans exagération, avec un sang-froid parfait, l'exactitude de l'analyse que nous fîmes l'année dernière.

Nous avions pris alors comme point de départ la possibilité de deux perspectives, et nous avons établi notre tactique en l'adaptant au développement le plus lent comme au développement le plus rapide de la Révolution. Dans chaque cas particulier, nous étions obligés, évidemment, de nous baser sur la perspective du développement le plus lent, en employant une tactique souple, afin de pouvoir y apporter les correctifs nécessaires, l'allure devenant plus rapide. Toute la marche des événements nous a justifiés dans le fond. Le développement de l'Angleterre, de la France, de l'Allemagne et de la Pologne, tout le développement des Balkans et de l'Europe moyenne, de l'Orient et de l'U. R. S. S. a renversé toutes les objections de nos adversaires et a prouvé la justesse de notre analyse et l'absence de raison quelconque de pessimisme.

En Amérique, le mouvement ouvrier sera problablement encore, durant de longues années, dans une situation pénible. Les nouvelles méthodes réformistes américaines sont transportées en Europe. Il faut tenir compte de cela.

Si nous jetons un coup d'œil général sur l'ensemble, nous remarquerons que, de la défensive, dans laquelle nous nous sommes trouvés, pour une certaine période historique, dans différents pays, nous nous préparons à passer à l'offensive.

IV. — La lutte pour l'Unité et les nouveaux facteurs du mouvement ouvrier

Un des préceptes de Lénine a l'Internationale Communiste

Je passe à la partie tactique de mon rapport. Permettez pour cette fois aussi que je prenne pour fil conducteur les mots de Lénine. Ce sera le meilleur prologue au thème traité. Au III[e] congrès de l'I.C., le camarade Lénine disait :

« Celui qui ne comprend pas en Europe, — où tous les prolétaires sont organisés, — que nous devons conquérir la majorité de la classe ouvrière, celui-là est perdu pour le mouvement communiste; celui-là n'apprendra jamais rien, s'il n'a pas appris cela durant les trois années de la grande Révolution. »

Je pense qu'il est très à propos de rappeler ces mots. J'ai déjà dit, camarades, que le mot d'ordre « *l'unité de classe ouvrière* », c'est-à-dire d'en conquérir la majorité, est à présent le « chaînon » le plus important de la chaîne. Je me rappelle l'article de Max Adler à l'occasion de la mort de Lénine, qui est paru dans le *Kampf*. En reconnaissant la grandeur de Lénine, Max Adler déclare ouvertement que le véritable esprit socialiste ne vit que dans le bolchévisme; que dans la II[e] Internationale ne règnent que le réformisme et le bureaucratisme, etc...; mais il considère que l'erreur énorme de Lénine est d'avoir surestimé les forces révolutionnaires du prolétariat mondial. Dans son article, Adler parle de cette erreur.

« C'était avant tout une erreur d'évaluation exagérée des forces révolutionnaires du prolétariat mondial qui, grâce aux renseignements, insuffisants alors, sur les événements mondiaux lui paraissait vraiment préparé. D'ail-

leurs ce n'était pas le seul qui supposait cela, alors, par suite de la révolution prolétarienne russe, et de la colère grandissante du prolétariat contre la guerre dans tous les autres pays. »

Si ce reproche avait été juste, il aurait signifié que le sol sur lequel se tient la IIIe Internationale est pourri. Mais ce reproche est faux. Ensuite, Max Adler déclare (c'est cette déclaration qui m'intéresse le plus en ce moment) ce qui suit :

« Ce furent les profondes erreurs de Lénine, dont souffre jusqu'à ce jour le mouvement socialiste, mais Lénine fut le seul homme qui aurait pu les surmonter, si sa longue maladie est sa mort *ne l'en avaient empêché.* »

Donc, Lénine est précisément l'homme qui aurait pu rétablir l'unité de la classe ouvrière dans le monde entier, et qui aurait pu mener le prolétariat dans la bonne voie ! Camarades, je suppose que cette même tâche se présente maintenant devant toute l'Internationale Communiste, l'I. C. hérite de cette tâche et nous nous en chargeons.

Durant un certain laps de temps, nous avons dû, comme Internationale Communiste, lutter pour l'existence même des partis communistes. Nous fûmes obligés de sortir des partis social-démocrates.

A présent, nous sommes entrés dans une nouvelle phase et nous nous chargeons de rétablir l'unité du prolétariat international dans son ensemble. Cette tâche est plus importante que celle que nous avons résolue jusqu'ici. Dans les premiers temps du travail de l'I. C., notre tâche consistait à rassembler les meilleurs éléments révolutionnaires, qui formaient partout la minorité de la classe ouvrière et des partis ouvriers, et à créer des partis indépendants, fût-ce au prix de la scission des partis déjà existants. A présent, nous avons devant nous une tâche d'ordre supérieur, celle de l'établissement de l'Unité du prolétariat mondial. Mais sur quelle base ? Toute la question est là. Je pense que nous allons vers une période durant laquelle nous réussirons à rétablir l'unité du prolétariat international sur la base du communisme. Le front unique n'est ni plus ni moins que la tactique pour le rétablissement de la véritable unité de la classe ouvrière, de toute la classe ouvrière, à l'exception des partis qui nous sont complètement étrangers, qui, jusqu'à la Révolution sociale, iront la main dans la main avec la bourgeoisie. La tactique du front unique, c'est la tactique du rétablissement de l'unité ouvrière sur la base de la lutte révolutionnaire contre la bourgeoisie.

Les délégations ouvrières dans l'U. R. S. S.

On a beaucoup parlé, ces derniers temps, chez nous, de « nouveaux phénomènes » dans le mouvement ouvrier. Il faut dire que, parfois, nous considérons par erreur comme nouveaux de vieux phénomènes qui se répètent. Une chose est certaine : nous devons étudier minutieusement ce qui est nouveau dans le mouvement ouvrier, dans chaque coin de l'Europe et dans chaque coin du monde. La première tentative de ce genre qui fut faite dernièrement par le camarade Pepper dans son article et dans son rapport, je la considère comme très réussie.

Nous devons comparer et analyser sérieusement tous les nouveaux faits. Pourtant, il ne faut pas exagérer. Il est faux de croire que la nouvelle Internationale 2 1/2 va se former de suite, que l'aile gauche de la social-démocratie est maintenant plus forte que jamais. On peut considérer comme phénomène nouveau les délégations dans l'U. R. S. S. C'est nouveau jusqu'à un certain point. Il est vrai qu'en 1919, déjà, une interruption de longue durée

eut lieu. A présent, de nouveau, les délégations viennent chez nous. C'est nouveau et significatif. C'est significatif, parce qu'en somme, ce mouvement se développe par-dessus la tête des leaders, des social-démocrates. Déjà en août 1925, Jouhaux dit au Congrès de la Confédération Générale du Travail, lorsque l'on parla de l'envoi d'une délégation dans l'U. R. S. S. :

« Je comprends la Révolution russe et je lui pardonne, mais il ne vaut pas la peine d'envoyer une délégation : ils ne retireront de leur voyage que l'impression de l'impuissance du régime soviétique. »

En août 1925, Jouhaux avait l'aplomb de « pardonner à la Révolution russe » et d'indiquer l'inutilité des délégations, qui ne retireront de leur visite dans l'Union Soviétique que l'impression de son impuissance.

Maintenant, la situation est changée. Ce mouvement est nouveau et très important. Il ne fait que naître et il se développera. Il est destiné à prendre de nouvelles formes. Plus tard, ce seront des délégations paysannes qui se rendront dans l'U. R. S. S. On nous a déjà informé d'Allemagne, que même les policiers veulent envoyer ici leur délégation. Nous leur avons répondu : Pourquoi pas ? mais un peu plus tard, attendons encore. Il y aura encore une autre possibilité, c'est l'envoi de délégations d'U. R. S. S. en Europe. Dans l'article du *Pravo Lidou* que j'ai cité auparavant, il est dit :

« Il serait désirable de compléter le système adopté ces derniers temps pour l'envoi de délégations ouvrières et de représentants d'intellectuels d'Europe en Russie. Il ne serait pas inutile que les socialistes des pays européens invitent des délégations de Russie à venir en Europe. Les camarades russes ouvriers et intellectuels doivent voir de leurs propres yeux quel est l'aspect actuel de l'Europe, combien y trouve-t-on d'établissements dont est fière la Russie et qui y sont considérés comme une conquête de la Révolution, quelle est la situation des ouvriers et quels sont leurs droits politiques, quelle est, avant tout, la situation économique et politique d'Europe et du monde entier. »

S'il vous plaît. Nous attendons les invitations. Pourquoi pas ? Dans cet article, j'étais invité personnellement. Les social-démocrates tchèques écrivent :

« Il serait particulièrement agréable pour nous, si M. Zinoviev, par exemple, consentait à venir en Tchécoslovaquie, pour que nous puissions lui montrer l'état révolutionnaire de ses sections, l'insignifiance de la réaction chez nous, ce qui s'y fait et ce qui peut y être fait encore. »

Ainsi, camarades, on en est venu aux invitations personnelles. Mais tout commencement est difficile et j'attends de nouvelles invitations de la part des social-démocrates. Je suppose que notre prolétariat enverra volontiers ses délégations en Europe, afin de parler là-bas de la signification et de l'importance de la Révolution russe. Dans ce même article, MM. les social-démocrates tchèques défendent l'Etat bourgeois tchèque comme le leur. Ils disent : « Que prouve l'envoi de délégations en Russie. Que rapporteront les délégations de leur voyage ? En Tchécoslovaquie, il y a les mêmes établissements que dans l'U. R. S. S. et même mieux. » Ils parlent de l'Etat bourgeois comme du leur.

D'après moi, le mouvement en faveur de l'envoi de délégations n'est encore qu'à l'état embryonnaire. Il prendra des formes tout autres. Mais ces délégations, c'est déjà quelque chose de nouveau, c'est un symptôme curieux de l'époque.

Deuxièmement, ce qu'il y a de nouveau, c'est l'organisation du Comité anglo-russe d'unité syndicale. Ce fait important est en liaison étroite avec la situation du capitalisme mondial. S'il n'y avait pas le déclin de l'impérialisme en Angleterre et celui de l'aristocratie ouvrière, et, par conséquent, la révolutionnarisation du mouvement ouvrier, l'organisation de ce comité serait sans raison. Nous avions raison, lorsqu'au XIV[e] congrès du P. C. de l'U. R. S. S., nous disions que l'Internationale Communiste suit, en ce moment, deux voies dans son travail : l'ancienne voie (éducation des cellules et du parti communiste) et la nouvelle (l'envoi de délégations dans l'U. R. S. S. et l'organisation du Comité anglo-russe).

L'opposition de gauche dans la II[e] Internationale

Le troisième fait, qui n'est pas très nouveau, mais qui est pris pour tel, c'est une certaine cristallisation de l'opposition de gauche dans la II[e] Internationale. Nous avions déjà avant quelque chose de pareil. Le nouveau fait qui caractérise l'opposition actuelle, c'est principalement son caractère syndical. Je ne me mettrai pas à affirmer que les groupes de gauche actuels sont plus forts que l'Internationale 2 1/2. L'Internationale 2 1/2, — en parlant politiquement, — était un enfant mort-né, car il ne peut y avoir d'organisation intermédiaire entre l'Internationale socialiste et l'Internationale communiste. Mais, au commencement, l'Internationale 2 1/2 était un mouvement de masse. Il suffit de vous rappeler le parti socialiste indépendant d'Allemagne, qui comptait un demi-million de membres et qui réunissait plusieurs millions de voix aux élections. Un mouvement analogue s'observait en France. A présent, les groupes de gauche des partis de la II[e] Internationale sont plus faibles que l'ancienne Internationale 2 1/2. La comparaison entre ces groupes et l'Internationale 2 1/2 est difficile à faire. Il est peu probable que l'Internationale 2 1/2 renaisse. Des génies dans le genre de Balabanova, de concert avec Steinberg ne réussiront pas à la rétablir une seconde fois. Des choses pareilles ne se répètent pas dans l'histoire. Par conséquent, les oppositions de gauche s'exprimeront sous de nouvelles formes, elles prendront de nouvelles voies, — en premier lieu, d'après moi, — la voie syndicale. C'est une particularité curieuse et caractéristique de la situation contemporaine. Elle témoigne de ce que l'opposition actuelle est assez proche du prolétariat, car les syndicats réformistes, malgré leurs côtés profondément négatifs, sont, malgré tout, des organisations de masse, et servent de porte-voix à certaines couches du prolétariat. En escomptant tout cela, nous sommes amenés à déduire qu'il nous faut suivre avec une grande attention la formation de nos positions dans les partis social-démocrates.

Le plus intéressant, dans ce sens, c'est l'intervention d'Otto Bauer. Je suppose que son discours sur l'U. R. S. S. est connu de vous tous. Il est très caractéristique et curieux. En général, il faut observer de plus près la social-démocratie autrichienne : premièrement, elle est forte et, deuxièmement, elle est un parti contre-révolutionnaire intelligent. A la différence des leaders réformistes anglais, ceux du parti autrichien ne peuvent être appelés des sots. Ce sont des malins. Ce parti de masse est sérieux et représente la partie la plus souple et la plus agile de la II[e] Internationale. Otto Bauer est une figure importante dans l'aile gauche de la II[e] Internationale, c'est pourquoi son intervention est excessivement symptomatique. Il est parfaitement clair que le discours de Bauer sur l'U. R. S. S. a été prononcé sous la pression des ouvriers social-démocrates d'Autriche. Cela se sent dans chaque parole. Le discours de Bauer est très doucereux, il coule comme du lait; mais nous n'avons pas encore oublié comment ce leader des gauches au congrès de la

II[e] Internationale à Marseille a présenté une résolution, dans laquelle il était dit :

« L'Internationale communiste lance des illusions, elle promet, soi-disant, d'apporter la liberté aux ouvriers à la pointe des baïonnettes de l'Armée rouge. L'I. C. est d'avis que, pour la victoire de la Révolution mondiale, il faut provoquer une nouvelle guerre mondiale. L'Internationale communiste soutient le mouvement révolutionnaire en Asie et en Afrique, espérant par là, en s'appuyant sur l'Asie et l'Afrique, pouvoir être en état de porter un coup mortel au capitalisme par la guerre. »

Que signifie cela, camarades? Ceci est un véritable poison. Que veut la bourgeoisie? La guerre! Que signifie la Société des Nations? La guerre! Quelle est la raison d'être de la Société des Nations? Encore une fois la préparation de la guerre? Que craint le plus la masse ouvrière? La guerre! Que craint le plus la masse paysanne? La guerre! Que désire le plus la masse ouvrière? La paix! De quoi est soupçonnée l'I. C. par la partie la plus mauvaise de la social-démocratie? D' « impérialisme rouge ». Quelle est la force d'attraction la plus grande du gouvernement soviétique? Sa politique de paix! C'est là notre côté le plus fort, c'est notre lutte contre la guerre. Nous sommes l'unique organisation capable de lutter sérieusement contre la guerre! Bauer sait parfaitement cela, mais il s'efforce de tromper les ouvriers en leur versant du poison. Cette affirmation de Bauer est la plus sournoise et la plus venimeuse, la plus traître; il verse du lait d'amande douce et y ajoute une portion suffisante de poison très puissant. Ainsi, le meilleur chef et le plus en vue des social-démocrates de gauche contemporains, l'homme avec un passé dans le mouvement socialiste, nous jette de pareilles accusations. Sheidemann, Vandervelde et autres n'ont plus rien à perdre, si ce n'est qu'ils peuvent rester dans le salaire que leur paye la bourgeoisie, mais, dans le mouvement socialiste, ce sont des hommes finis. Otto Bauer a encore quelques restes de prestige socialiste. C'est pourquoi il se fait passer pour un homme qui a complètement compris la Révolution russe et qui est prêt « même », à certaines conditions, à se rendre en Russie avec les ouvriers. Pensez donc, quel honneur pour la Russie! On dit que M. Lloyd George est prêt aussi à se rendre en Russie. En réalité, Otto Bauer fait le jeu de la social-démocratie de droite; le jeu de la bourgeoisie. Au Congrès de Marseille, Otto Bauer a rendu service aux militaristes et aux impérialistes de la pire espèce. « L'aile gauche » de la social-démocratie allemande est maintenant sensiblement plus faible qu'auparavant. Probablement, c'est l'aile gauche de la social-démocratie française qui est la plus forte à présent. Les Français possèdent leur Otto Bauer, c'est Compère-Morel. Mais il ne faut pas exagérer non plus l'état d'esprit de la gauche française. Les Français sont des orateurs magnifiques: dans leur bouche, tout est plus sonore que dans celle des Allemands. En écoutant Compère-Morel, on peut croire qu'il est presque communiste; ce n'est pas impunément qu'au Congrès du parti socialiste français, on lui cria: « Eh bien, va donc chez les communistes! » Quel est le rôle objectif de Compère-Morel? Est-il vraiment d'une politique radicale? Aucunement. Au Congrès, la discussion consistait seulement à savoir dans *quelle proportion* la participation des socialistes est admissible dans un gouvernement bourgeois; par leurs phrases « de gauche », les gauches empêchent les ouvriers de quitter le parti socialiste. Ils disent: notre parti est l'adversaire du bloc national. Il est partisan d'une politique socialiste. Tel est leur rôle objectif.

Je ne veux pas dire par là que la formation seule d'une aile gauche dans le parti socialiste français n'a pas d'importance; mais le sens véritable

n'est pas dans la malice de M. Compère-Morel ou d'Otto Bauer, mais dans le mouvement des masses vers la gauche. Les causes de ce mouvement vers la gauche ont été indiquées par moi dans les thèses, et il est superflu, je pense, de les répéter ici.

Recrudescence des illusions réformistes

Il me semble que les illusions réformistes dans le mouvement ouvrier accomplissent un cycle, jusqu'à un certain point pareil aux crises économiques dans l'évolution du capitalisme. Je n'affirmerai pas que les couches du prolétariat qui se sont actuellement libérées d'une façon relative de l'influence du réformisme, s'en sont débarrassées une fois pour toutes. La rechute est possible. En jetant un coup d'œil sur le passé du mouvement ouvrier, nous voyons que les années 1907-1917, sont celles du plus grand épanouissement du réformisme. J'ai cité 1907, parce que c'est en cette année qu'eut lieu le congrès de Stuttgart, de la IIe Internationale. En fait, c'est l'aile droite qui remporta une victoire complète à ce congrès. Nous ne nous en rendions pas compte à cette époque, mais, à présent, la chose est claire. Le congrès de Stuttgart, qui adopta plusieurs résolutions de gauche sur la question coloniale (et encore à une majorité insignifiante, et grâce à l'appui des Japonais), fut, en réalité, une victoire complète de l'aile droite dans la IIe Internationale. De 1907 à 1917, c'est-à-dire jusqu'au commencement de la Révolution russe, ce furent les années d'un extrême épanouissement du réformisme.

Ensuite vint la période de reflux des illusions réformistes dans le mouvement ouvrier, à peu près vers les années 1917-1920. Ce furent trois, quatre années de pénible misère pour les masses, de révolte extrême des masses contre la guerre. Ce fut l'époque où la force d'attraction de la Révolution russe était à son apogée, ce fut l'époque où nous croyions que la victoire mondiale sur le capitalisme était proche.

Après cela, vient le second cycle des illusions réformistes dans le mouvement ouvrier, en 1921-1925. Comme vous voyez, ce cycle ne comprend plus 10 années, mais seulement 4. La contagion n'est déjà plus si grande. L'épidémie ne s'étend déjà plus à toute la classe ouvrière, parce que nous avions déjà l'Internationale Communiste, la victoire de la Révolution russe. Je le répète, l'épidémie n'était pas si dangereuse, cette fois, comme en 1907, mais le nouveau cycle des illusions réformistes existait.

Je pense qu'en ce moment nous sommes au début d'une nouvelle période de déclin des illusions réformistes. 1925 et 1926 sont le commencement d'un nouveau cycle dans le mouvement ouvrier actuel. Il serait faux de penser que le renforcement des groupes de gauche serait quelque chose de plus que l'Internationale 2 1/2, mais il ne faut pas amoindrir la signification de ce phénomène. Cela ne signifie pas encore que les couches que nous avons conquises, qui votent déjà pour nous, sont définitivement gagnées à nos idées. Non, je prévois un nouveau cycle d'illusions réformistes. Il sera plus bref, car l'expérience historique s'accumule, car les masses s'instruisent tant au point de vue national, qu'au point de vue international. Il est incontestable que lorsque l'Allemagne se trouvera en face d'une situation révolutionnaire pour la *troisième fois*, les masses, enrichies de leur expérience, ne se laisseront pas atteindre à un degré aussi élevé par les illusions réformistes. Mais un nouvel épanouissement provisoire des illusions réformistes est très probable; cela aura lieu certainement en Amérique et probablement en Europe.

Faillite des adversaires du front unique

Nous devons envisager les vieux facteurs du mouvement ouvrier, comme les nouveaux, sous l'angle de cette perspective. On peut dire avec certitude que l'année écoulée n'a pas été vaine. Que notre tactique, malgré des erreurs, fut exacte dans le fond, et facilita le développement de ces nouveaux facteurs, la différenciation dans les rangs de l'adversaire, ainsi que notre propre consolidation, quoique moins rapide.

En escomptant cette perspective il faut également envisager la question de la tactique du front unique. J'ai déjà dit que cette tactique n'est pas un épisode de notre lutte. Que cette tactique est toute une période jusqu'à la conquête par nous de la majorité du prolétariat dans les principaux pays. J'ai tenté de rétablir pour moi l'histoire du front unique d'après les documents de l'I. C. A mon avis, il y a longtemps déjà que des camarades auraient dû écrire l'histoire de la tactique du front unique, en indiquant nos erreurs et nos succès et en énumérant les raisons et les efforts faits en faveur de cette campagne. Qui se rappelle maintenant que la question du front unique se posa pour la première fois à nous en 1922? et qu'au début l'extrême-gauche et la droite faisaient des objections contre notre tactique? Quelle chose curieuse! Qui faisait des objections contre cette tactique en 1922? Au commencement, ce fut Souvarine, mais bientôt il se rendit; ensuite l'adversaire décidé de cette tactique fut Frossard. Le C. C. d'alors du P. C. français critiquait la tactique du front unique en se plaçant au point de vue de gauche et il l'a stigmatisée comme étant une trahison. Rappelez-vous ce que le camarade Roberto objectait, au nom du parti italien, contre cette tactique? Je ne sais où il se trouve à présent, il serait bon d'entendre de la bouche des camarades italiens, à quel courant il appartient maintenant et s'il est toujours dans le parti.

(*Interruption:* « Il est encore dans le parti, mais n'adhère à aucune tendance! »).

Au nom du C. C. du parti italien, qui avait alors à sa tête le camarade Bordiga, le camarade Roberto fit des objections contre la tactique du front unique, la critiqua à un point de vue de « gauche ». Tel était l'état des choses, à cette époque. Etait-ce l'effet du hasard? Je ne pense pas. Tranmael, qui était alors encore membre de l'I. C., faisait également des objections contre la tactique du front unique et contre le mot d'ordre du gouvernement ouvrier et paysan, en se plaçant aussi à un point de vue de « gauche ». Nous savons tous ce qu'est Tranmael à présent.

Ce sont des faits. Il serait bon que Bordiga se rappelle ce qu'est maintenant Tranmael.

Longtemps *l'Humanité* lutta contre la tactique du front unique et, avec Frossard à sa tête, tenta de montrer qu'il s'agissait ici de fraternisation avec la social-démocratie.

Contre la révision des décisions du Ve Congrès

Malgré toutes les difficultés et tous les obstacles, la tactique du front unique l'emporta. Mais on ne peut pas dire qu'on ait réussi définitivement à consolider cette tactique. Encore maintenant, nous avons à surmonter de grandes difficultés de même nature. L'histoire se répète un peu.

Le IIIe Congrès avait une très grande signification. Ce congrès indique un tournant, il est à la limite de deux périodes dans l'histoire de l'I. C. A cette époque, avant le IIIe Congrès, nous étions tous convaincus de la prochaine victoire du prolétariat, nous pensions qu'elle aurait lieu

dans un ou deux ans. Lénine aussi croyait que cette victoire était proche. Le IIIe Congrès fut, sous ce rapport, le commencement d'une nouvelle étape. A cette époque, nous eûmes la conviction que les choses n'iraient pas aussi vite. Il est probable que Lénine comprit cela plus tôt. Mais il ne découle pas de cela que nous devons « reviser » les décisions des congrès suivants, des IVe et Ve Congrès. Ces deux congrès, exactement de même que le IIIe, sont de très importantes étapes dans l'histoire de l'I. C. La « révision » de leurs décisions serait une erreur. Si l'on peut corriger quelque chose, ce ne sont que des détails. La révision des décisions des IVe et Ve congrès est traitée de *liquidation* dans nos thèses. Nous insistons sur ce mot.

Parfois l'on me pose la question: notre appréciation de la social-démocratie était-elle exacte? Je pense que oui. D'autres représentent les choses comme si le Ve Congrès avait voulu identifier le fascisme à la social-démocratie. S'il avait agi ainsi, il serait tombé dans la voie de la définition vulgaire du bolchévisme. Il n'en fut pas ainsi. Dans les résolutions, il est dit:

« En Amérique, on fait beaucoup de bruit au sujet de la création d'un « troisième » parti bourgeois (de la petite bourgeoisie). En Europe, la social-démocratie est devenue dans un certain sens le « troisième » parti de la bourgeoisie. Cela est très visible en Angleterre, où, outre les deux partis classiques de la bourgeoisie qui, auparavant, permutaient pacifiquement au pouvoir, c'est le parti ouvrier qui est devenu maintenant un facteur gouvernemental et qui, en fait, mène une politique proche de l'une des ailes de la bourgeoisie. Il n'y a aucun doute que les leaders social-traîtres du parti ouvrier anglais participeront actuellement, durant une certaine période, aux combinaisons du pouvoir de la bourgeoisie anglaise.

« Il est absolument incontestable également qu'en France et en Angleterre et dans d'autres pays les chefs de la IIe Internationale jouent un rôle de bourgeois ministériels, et sont en fait les chefs d'une des fractions de la bourgeoisie « démocratique ».

« La social-démocratie subit depuis longtemps une transformation, et, d'aile droite du mouvement ouvrier, elle devient l'aile gauche de la bourgeoisie, et parfois une aile du fascisme. C'est pourquoi il est historiquement faux de parler de la « victoire du fascisme sur la social-démocratie ». Le fascisme et la social-démocratie (autant qu'il s'agisse des couches dirigeantes de l'un et de l'autre) c'est la main droite et la main gauche du capitalisme contemporain, qui a subi une cassure dans la première guerre impérialiste et dans les premiers combats des travailleurs contre le capitalisme. »

C'est déjà différent. Il va de soi, que si la méthode dialectique était oubliée, si le Ve congrès avait dit sans détours de la social-démocratie, ce qui n'est exact que pour la couche dirigeante, que le fascisme est identique à la social-démocratie, cela aurait été une grosse erreur. Mais le Ve Congrès ne fit rien de semblable. Celui qui prête cette erreur au Ve Congrès ne fait que traiter vulgairement ses résolutions. La droite comme la gauche ont commis l'erreur d'interpréter d'une façon vulgaire. En réalité, ce qui fut dit par le congrès était et reste absolument exact: En certains points, les leaders de la social-démocratie se confondent avec les fascistes. N'en est-il pas ainsi? Par exemple, en Bulgarie, où les social-démocrates participent ouvertement à la coalition avec Tsankov ? En Hongrie, les social-démocrates ne sont-ils pas liés avec les fascistes? Je vous demande: comment faut-il caractériser maintenant l'aile droite du parti socialiste en France ? Quel est son véritable rôle? Je le répète, cela confirme absolument que toute l'année 1925 prouve l'exactitude absolue du point de vue du Ve Congrès à ce sujet.

La situation s'est surtout modifiée en Allemagne. Mais n'est-il pas exact,

qu'une partie de la tête dirigeante de la social-démocratie allemande sert encore maintenant à aider la bourgeoisie dans des questions aussi élémentaires que celle de l'indemnité aux membres de l'ancienne maison régnante? La chose se réduit à faire cadeau aux anciens princes de 2 milliards de marks. Que pensez-vous, camarades, est-ce qu'un honnête républicain bourgeois ne pouvait pas se soulever contre cette indemnité? Dans ce cas, un républicain même pouvait facilement appuyer la classe ouvrière Tandis que lorsqu'il s'agit de la soi-disant social-démocratie il faut encore lutter pour qu'elle intervienne directement contre l'indemnité aux princes de l'ancienne maison régnante. Après cela, ne direz-vous pas que la tête de la social-démocratie allemande ne protège pas sa bourgeoisie ?

J'aurais encore compris la conduite de MM. les social-démocrates, si le trône n'avait pas été renversé, si le pantin y était encore assis, mais puisqu'il a été chassé, puisque le trône a été abattu, même de leur point de vue, à quoi bon payer ces gens? Est-ce qu'au moment d'un chômage terrible, il faut leur jeter un milliard seulement, parce que les raisons « juridiques » sont pour cette rétribution. Comment qualifier cela? Est-ce que nous n'avons pas devant nous les éléments les plus mauvais de la bourgeoisie en Allemagne?

Où sont les erreurs d'exagération du Ve Congrès? Je me suis d'abord arrêté sur l'Amérique. Ces Messieurs qui sont aussi des socialistes ont déclaré qu'ils saluent le gouvernement américain pour n'avoir pas reconnu l'U. R. S. S. Ils interviennent ouvertement contre le mouvement ouvrier contemporain. Ne sont-ils pas un troisième parti de la bourgeoisie? L'appréciation concernant la social-démocratie, donnée par le Ve Congrès, fut et reste exacte, et nous n'avons aucune raison de la changer. Lénine donna au congrès précédent une appréciation de la social-démocratie encore plus sévère.

Aujourd'hui, le camarade Pepper m'a remis le *Vorwärts*, où est exposée l'intervention de Stampfer au Reichstag sur le fascisme. Stamper dit:

« C'est le malheur tragi-comique du fascisme de tous les pays de chercher toujours un chef, mais il ne peut en trouver. Si le fascisme a besoin d'un chef, il doit attendre qu'un socialiste quelconque se soit dévoyé. »

C'est cela. C'est dit avec esprit. Pourtant, je ne sais pas quel est celui qui s'est le plus dévoyé de Mussolini ou des social-démocrates qui veulent offrir maintenant un milliard de marks à Guillaume et Cie. Mussolini n'a pas encore été privé de ses droits à la « Maison régnante » et il arrange assez bien ses affaires. Dans cette citation, on peut lire plus que n'a voulu dire Stampfer, c'est-à-dire que le fascisme et les leaders de la social-démocratie ne sont pas si éloignés l'un de l'autre. C'est parfois un phénomène d'un même ordre.

Si quelqu'un disait que l'appréciation principale de la social-démocratie donnée par l'I. C. était inexacte, il se trouverait sur une fausse voie et il faudrait lutter contre lui comme avec un liquidateur. L'appréciation était et reste exacte, et nous n'avons aucune raison de la modifier.

V. — Erreurs et succès dans l'application de la tactique du front unique

Les erreurs fondamentales de l'extrême-gauche

J'ai parlé ici des erreurs dans l'application de la tactique du front unique. Elles sont vraiment importantes. Quelles sont celles qui étaient les plus importantes? Nous avons tenté de les énumérer. Ces erreurs sont les suivantes:

L'erreur la plus sérieuse est la conception formelle de toute la tactique. De l'avis de certains camarades, la tactique du front unique consiste à écrire

deux ou trois lettres ouvertes, mais qu'elles soient bonnes ou mauvaises, c'est secondaire. On écrit la lettre et c'est tout. On n'attend pas la réponse.

La seconde erreur, c'est l'ultra-révélation. On veut démasquer les leaders social-démocrates, mais on fait en sorte que l'on démasque plutôt sa propre incapacité. Ces exemples nous ont été surtout donnés par le parti allemand sous la direction de la camarade Ruth Fischer. Rappelons-nous l'histoire des élections de Hindenbourg.

(*Scholem.* — « C'est exact, c'est exact ! »).

Si le camarade Scholem reconnait que c'est « exact », alors c'est que c'est vraiment exact. Nous avions le Plénum élargi à l'époque des élections d'Hindenbourg. Pour plus d'objectivité, nous devons dire que les camarades qui étaient ici, ont été rapidement d'accord avec nos avertissements contre cette erreur. Ensuite les camarades sont retournés en Allemagne. Hindenbourg fut élu. Le lendemain des élections le C. C. du P. C. A. écrivit une Lettre ouverte aux social-démocrates, dans laquelle il déclarait : « Nous vous proposons telle ou telle chose, mais nous savons que vous ne ferez pas cela et la classe ouvrière verra que les leaders social-démocrates sont réactionnaires, autrement dit, nous vous proposons cela dans la conviction profonde que vous êtes des chenapans ». C'est la méthode la plus classique des ultra-révélateurs. Si vous en êtes vraiment convaincus, — je le suis aussi — taisez-le dans votre correspondance officielle. Si vous les injuriez, vous leur facilitez ainsi la possibilité de se tirer de cette situation.

La troisième erreur, c'est de proposer des conditions inacceptables, non pas pour les leaders, — ce qui ne serait pas un malheur, — mais pour la partie progressive des ouvriers social-démocrates que nous voulons attirer à nos côtés. Ici, nous avons une riche collection d'exemples donnés par la France et l'Amérique. En France, c'est la question du Maroc et de Syrie qui nous donne une illustration intéressante. Certains de nos camarades français sont intervenus et ont dit: « Nous sommes contre la guerre, nous sommes pour l'évacuation, c'est pourquoi la condition pour le front unique avec les ouvriers socialistes est d'exiger qu'ils reconnaissent immédiatement nos mots d'ordre de fraternisation avec les troupes du Riff, etc... Nous estimons qu'il est nécessaire de transformer la guerre marocaine en guerre civile ». Ceci a été motivé, parce que dans le livre « Contre le Courant », dont je suis en partie également l'auteur, Illitch propose le mot d'ordre qu'il concrétise dans différents articles: « Transformation de la guerre impérialiste en guerre civile ». Donc, il faut appliquer cela à la guerre du Maroc. On a oublié seulement la « petite » différence entre la guerre actuelle du Maroc et la guerre mondiale de 1914 à 1918. Le mot d'ordre de fraternisation est juste en lui-même. Naturellement, il faut appeler à fraterniser les troupes qui combattent pour une cause qui leur est étrangère. Mais il ne faut pas poser ce mot d'ordre comme *condition* pour le front unique avec les ouvriers réformistes, dont l'état d'esprit est encore social-patriote.

Nous avons aussi en Amérique un exemple intéressant. C'est celui de la Ligue du syndicat de l'Instruction publique. Je ne dirai pas que c'est la faute exclusive des camarades américains. Dans la chaleur de la lutte fractionnelle, on dit que Foster est seul coupable. Je pense, d'abord, que nous sommes tous fautifs, et ensuite que la situation était telle que la pression de la majorité du parti américain obligeait parfois Foster et d'autres militants du mouvement syndical américain à aller parfois vers la gauche. C'était une erreur. Je ne rechercherai pas qui en était cause. Mais il est un fait avéré, c'est que nos organisations syndicales, qui doivent mener en Amérique le front unique, ont maintenant formellement *le même programme* que notre parti communiste. C'est la dictature du prolétariat, l'appui du *Worker's Party*.

Cela veut dire que la reconnaissance de la dictature du prolétariat, jusqu'à un certain point, est posée comme condition pour le front unique. Il ne manque que les 21 conditions.

La cinquième forme des erreurs, c'est la conception inexacte de la question d'un *Labour Party*. Ce fut, en fait, la lutte pour l'interprétation de la tactique du front unique. Les Anglais étaient contre elle. Je me rappelle que certains camarades soutenaient cette opposition. Serrati, je crois, et Bordiga. Aurions-nous obtenu les succès actuels en Angleterre, si les camarades anglais n'adhéraient pas au *Labour Party?* Maintenant, nous avons su nous enraciner assez profondément pour que la droite veuille nous exclure du *Labour Parti*. Nous sommes dangereux pour eux et la lutte a lieu autour de cette question. En Norvège, cette question se pose sous une autre forme maintenant. Ceux qui ne savent pas appliquer avec justesse la tactique du front unique, vont s'exprimer contre le *Labour Party*.

D'autre part, nous nous heurtons à des déviations d'une autre genre, où les camarades pensent que s'ils défendent le parti ouvrier, il faut liquider le parti communiste. Je ne sais pas quelle est la déviation la plus mauvaise des deux. Il est probable qu'elles sont mauvaises toutes les deux.

Si le parti communiste agissait conformément à ce second point de vue, les communistes deviendraient seulement la queue de gauche du *Labour Party*. Nous ne devons pas permettre ces deux erreurs et nous devons les combattre.

Certains vestiges psychologiques d'anciennes erreurs existent encore. Voici un exemple: Lors de la campagne pour la confiscation des propriétés des maisons régnantes, vient un ouvrier social-démocrate qui propose de marcher ensemble, mais le communiste lui répond: « Tu es un s.-d. et je ne te tendrai pas la main ». Nous n'obtiendrons jamais le front unique, si nous employons des moyens pareils, comme les disputes avec les social-démocrates, ce qui eut lieu à Berlin, non, c'est inadmissible.

Souvent, on pose la question chez nous d'une façon abstraite: faut-il appliquer la tactique du front unique par en « haut » ou par en « bas ». Des camarades disent: « Par en bas — oui, par en haut — non ». Ceci a été spécialement imaginé par les extrêmes-gauches, pour délayer la tactique du front unique et la réduire à néant. Le V^e^ Congrès mondial a donné une réponse bien nette à ce sujet. Il y est dit: Le front unique par en bas est toujours nécessaire, exception faite dans les périodes de lutte à main armée, lorsqu'une partie des ouvriers, trompés par les social-démocrates, se mettent de l'autre côté des barricades. Dans les autres cas, le front unique doit toujours être par en bas. En relation avec la situation concrète, évidemment, il est admissible que le front unique s'effectue par en bas et, en même temps, par en haut. Mais il faut se souvenir nettement que le V^e^ Congrès a repoussé un « front unique », qui s'effectue seulement par en haut, c'est-à-dire qui serait une simple combinaison parlementaire.

La phrase ultra-gauche et l'action opportuniste

Telles sont les erreurs ultra-gauches dans l'application de la tactique du front unique. Il existe aussi des erreurs de droite. Un exemple classique, c'est la politique saxonne en 1923. C'est un exemple de l'interprétation du front unique comme une alliance politique directe avec la social-démocratie. Ce fut une leçon pénible reçue par le P. C. allemand et par toute la classe ouvrière allemande, grâce aux expériences saxonnes. Préservons-nous d'erreurs pareilles dans l'avenir. Nous ne permettrons plus dorénavant la répétition d'une pareille expérience.

Un autre exemple, pris dans la vie du parti communiste allemand, ces derniers temps:

Je parle de Zeitz. Cette erreur fut commise par une petite organisation locale. Ce qui est particulièrement caractéristique pour les ultra-gauches, c'est que c'était une petite organisation locale. Il ne faut pas sous-estimer les petites organisations locales: elles montrent parfois d'une façon très claire les endroits sensibles. Quand il s'agit de la tête, c'est autre chose, car il s'agit de parlementaires ayant de l'entraînement. Ils savent parler de façon à ce que personne ne comprenne le fond de la chose. Mais si c'est un petit groupe local qui parle, il montre parfois mieux le fond de certaines tendances ultra-gauches. Je pense que l'exemple de Zeitz est très convaincant. Il est plus convaincant que certaines longues déclarations de ces derniers temps de la part des ultra-gauches. Je ne prise pas beaucoup ces déclarations; je voudrais qu'effectivement cette maladie d'extrême-gauche prenne fin rapidement, il n'y aurait pas besoin alors de déclarations. L'I. C. n'a pas absolument besoin de déviations d'extrême-gauche et de droite. Cette symétrie n'a pas de raison d'être. Si elle prend fin réellement ce n'en sera que mieux. Mais, en attendant, le danger d'extrême-gauche est très grand en Allemagne. Nous lutterons avec lui jusqu'au bout.

Donc, l'exemple de Zeitz est plus intéressant que de nombreuses déclarations.

L'organisation de Zeitz ayant à sa tête des ultra-gauches décida de conclure le front unique avec les social-démocrates et signa un engagement, comme quoi les communistes et les social-démocrates devront complètement cesser la lutte, en paroles et en fait. Que signifie cela? Cela rappelle la méthode « saxonne » de 1923. Il me semble qu'il faut diagnostiquer cette maladie et la liquider d'une manière décisive. Il est grand temps d'étudier et de mettre fin tant aux erreurs de l'ultra-gauche qu'à celles de droite dans l'application de la tactique du front unique.

Les succès du front unique

Maintenant au sujet des succès du front unique. Avons-nous eu de ces succès? Oui, il y en eut, et d'importants même.

Je pense que les succès les plus importants ont été atteints en premier lieu en Angleterre. Ce que fait le parti anglais, c'est la véritable tactique du front unique.

Il y eut aussi des succès en Allemagne. Vous connaissez tous les magnifiques manifestations, le mouvement qui a commencé en Allemagne et notre pénétration dans les masses.

Il y eut des succès en Belgique. La Belgique mérite aussi d'attirer notre attention, comme l'Autriche. En Belgique, nous avons un des partis les plus puissants et les plus importants de la II[e] Internationale, non pas parce que Son Excellence Mr. Vandervelde y règne, mais parce que presque tous les ouvriers y sont organisés. Notre parti y est petit, mais suffisamment homogène et il a obtenu de sérieux succès dans le domaine de l'unité syndicale et politique.

Il y a aussi des succès dans les pays scandinaves, particulièrement en Suède. Vous êtes au courant de la Conférence de Goeteborg. C'est le prélude à une réelle concentration des forces prolétariennes sous l'égide du communisme. L'abcès Hoeglund, qui fut la cause de la maladie de notre parti en Suède, a percé; le parti s'est purifié des éléments malsains et est en voie maintenant de conquérir les grandes masses. Et où se trouve Hoeglund? Le camarade Tchilbum m'a informé que Hoeglund rédige les Œuvres complètes — de qui, croyez-vous? — de Branting! Hoeglund est excessivement approprié pour ce travail! Et l' « oncle » Straem, « l'ami de Hoeglund », a fondé, — d'après ce que dit Tchilbum, — un bureau pour la lutte contre la Russie soviétique. Tel est le sort de ces Messieurs.

Je voudrais dire que la politique du parti chinois est aussi une application originale de la tactique du front unique avec un milieu non-ouvrier, sous une autre composition sociale.

Et enfin, le succès qu'il est nécessaire de noter encore une fois, ce sont les délégations en U. R. S. S. et le comité anglo-russe dont nous avons parlé plus haut.

Je pense que notre situation ne nous permet pas de pratiquer interminablement nos erreurs. Nous avons aussi de sérieux succès. Cela montre que la tactique du front unique est juste, il faut seulement voir les obstacles et les surmonter. La voie indiquée est juste. Toutes les conditions objectives pour continuer l'application de la tactique du front unique existent.

La lutte pour la conquête des masses

Nous devons, dans cette période de stabilisation relative, savoir devenir le principal (si ce n'est pas l'unique) parti de la classe ouvrière. Est-ce possible? Je pense que oui. L'exemple du parti tchèque est très frappant sous ce rapport. L'année dernière nous avions la crise du parti tchèque; sous l'influence de cette crise, certains camarades tchèques disaient que, de notre temps, il est impossible d'appliquer la tactique du front unique, il est impossible, tout en étant des bolchéviks irréconciliables, de rester un parti de masses. Certains camarades posaient la question ainsi: ou la bolchévisation, et alors nous nous transformerons en un petit parti, ou devenir un parti de masses et alors au diable la bolchévisation. Beaucoup considéraient que la bolchévisation est bonne en principe, mais qu'elle n'est pas de saison en ce moment. Nous avons lancé le mot d'ordre: *Par la bolchévisation vers le parti de masses*, car le bolchévisme est étranger à tout sectarisme. Nous avons dit: grâce à une bolchévisation intelligente, nous deviendrons justement un parti des grandes masses ouvrières. Notre point de vue s'est justifié sur l'exemple tchécoslovaque. Le parti tchécoslovaque devient le parti principal de la classe ouvrière de la Tchécoslovaquie. Pourquoi est-ce devenu possible? parce que la social-démocratie cesse de plus en plus d'être un parti de la classe ouvrière.

Le camarade Paul Froelich cite des données très intéressantes dans son ouvrage sur la social-démocratie allemande. (Paul Froelich. *Die gegenwärtige Rolle der S. P. D. Die Internationale*, Heft 10, 12, 1925).

Sur 844.000 membres en mars 1925, il y avait 1.200 fonctionnaires dirigeants du parti, 7.000 fonctionnaires de syndicats, 600 membres des parlements, 6.500 membres de municipalités urbaines, 30.000 membres dans l'administration des communes, 1.500 bourgmestres, 2.890 magistrats, etc. Le recensement compte plus de 50.000 social-démocrates dans l'appareil de l'Etat et dans l'appareil des organisations ouvrières. A part cela, on compte 100.000 petits commerçants et ménagères dans le parti social-démocrate, 10.000 patrons de brasserie, 70.000 fonctionnaires de tous grades et 100.000 employés. En général, on compte 350.000 éléments intellectuels et petits bourgeois et 500.000 prolétariens dans le parti social-démocrate actuel. Néanmoins, malgré la prépondérance numérique des éléments prolétariens dans la social-démocratie allemande, le rôle décisif dans l'appareil du parti et l'appareil syndical est joué par la petite bourgeoisie.

Ces jours-ci, j'ai reçu des matériaux intéressants du camarade Varga sur Brême spécialement, une analyse exacte de la composition du parti social-

démocrate à Brême, qui, il est vrai, n'est qu'une organisation locale, mais est une des meilleures.

Le même phénomène s'y remarque.

La situation embrasse seulement 7.465 des 8.643 membres, c'est-à-dire que 1.178 sont inscrits comme membres dont l'occupation n'est pas connue. Les principaux groupements sont les suivants:

1. Membres des métiers indépendants (La majorité sont des artisans (par exemple des boulangers, des coiffeurs, des cordonniers, des tailleurs, etc.), tenanciers de cafés.)		274
2. Membres ayant un commerce indépendant (petits commerçants et marchands)		65
3. Employés, professions libérales		950
Fonctionnaires	307	
Artisans	92	
Employés	84	
Cheminots	83	
Employés des syndicats et du parti	71	
Ingénieurs et techniciens	46	
4. Ménagères		1.356
5. Autres professions		31
6. Ouvriers qualifiés		3.336
7. Ouvriers non-qualifiés		1.447
Total		7.465

Si l'on compte les 6 premiers groupes comme appartenant à la petite bourgeoisie, nous obtenons le tableau suivant:

Eléments petits-bourgeois	2.862	35,8 %
Ouvriers qualifiés	3.336	44,6 %
Ouvriers non-qualifiés	1.447	19,3 %

Nous observons le même phénomène dans les autres pays: la social-démocratie devient le parti de l'aristocratie ouvrière, se dissolvant de plus en plus dans la masse petite-bourgeoise. C'est en Amérique que cela se manifeste sous la forme la plus évidente, mais en Europe aussi ce phénomène se produit.

Nous avons la possibilité, si nous faisons intelligemment la politique du front unique, de conquérir la majorité de la classe ouvrière. Nous serions des imbéciles si nous ne le faisions pas. La social-démocratie a déjà perdu 50 p. 100 des ouvriers. Nous avons des chances immenses de succès. Il est évident qu'aux élections, ils obtiendront encore beaucoup de voix, mais nous, ayant derrière nous l'U. R. S. S. qui s'accroît et se renforce, ayant derrière nous l'Internationale Communiste, nous qui sommes le seul parti de la *classe ouvrière tout entière*, nous devons devenir un parti prolétarien qui soit un parti de masses.

Pour cela il nous faut tout d'abord pratiquer une véritable tactique de front unique. Il n'y a pas longtemps, dans les principaux partis, ainsi en Allemagne, on discutait sur le cumul des listes aux élections municipales de Berlin. Mais la tactique du Comité Central était absolument juste. La croissance du chômage, la réduction des salaires, la situation matérielle toujours pire de la classe ouvrière, la dégénérescence et le reniement de la social-démocratie créent une situation très favorable à la tactique du front unique. Si dans la situation qui existe nous ne savons pas conquérir la majorité de

la classe ouvrière, c'est que nous sommes alors des imbéciles et des incapables ou que nous faisons des fautes absolument intolérables. De même quant à la confiscation des biens des princes. Les extrêmes-gauches disaient que c'est une question exclusivement parlementaire. Qui voudra le croire maintenant? Chacun voit que c'est une voie vers les masses, or, ces voies ne sont pas si nombreuses, jusqu'à présent, beaucoup d'entre elles sont encore barrées par la social-démocratie et celles qui nous sont accessibles et nous permettent de communiquer avec les ouvriers social-démocrates revêtent pour nous une très grande importance et il faut les utiliser le plus possible.

VI. — Contre les déviations d'extrême-gauche et de droite

L'extrême-gauche en Allemagne

Au cours de ces dernières années, on remarque une certaine recrudescence des déviations d'extrême-gauche dans certains pays : en Allemagne, en Pologne, en Italie, en France et en Norvège. Nous avons des exemples particulièrement frappants en Allemagne et en Pologne, où cette maladie a eu ses symptômes les plus marqués, et j'estime que ce n'est pas un fait fortuit que les erreurs d'extrême-gauche se manifestent précisément dans la période actuelle. Il est parfaitement clair que 1925 est, jusqu'à un certain point, une année de transition, par exemple, sous le raport de la stabilisation, du développement de l'aile gauche du mouvement ouvrier. Notre influence dans quelques pays a commencé à s'accroître. On sent que la stabilisation n'est pas si ferme. C'est cela qui a favorisé la rechute d'extrême-gauche, à laquelle nous avons assisté. On ne peut dire qu'il n'y ait pas eu dans le camp de l'extrême-gauche une certaine préparation, une certaine organisation. En tous cas, il y eut un accord, une connivence entre les extrêmes-gauches de Pologne et d'Allemagne. Certains camarades polonais se sont trouvés toujours « à temps » à Berlin, pour défendre le point de vue d'extrême-gauche « polonais »; je ne pense pas que l'attaque d'extrême-gauche contre la ligne de l'Internationale Communiste provient d'une conception immaculée. Elle fut organisée jusqu'à un certain point. Ce fut surtout le cas en Pologne, où le Comité Central du Parti d'extrême-gauche, combattit en même temps le parti français, le parti allemand, le parti bulgare et, à proprement parler, toute l'Internationale Communiste. Nous devions lutter contre cela et nous l'avons fait.

Que se produira-t-il maintenant ? Il y a dans cette salle des représentants qualifiés de l'extrême-gauche de toutes nuances, ce dont nous nous réjouissons sincèrement. Il y a là Bordiga, Ruth Fischer, Rosenberg, Scholem, Domski. Il se peut que nous entendions de nouvelles théories. J'ai suivi avec la plus grande attention les dernières nouvelles d'Allemagne sur l'extrême-gauche. Il en ressort que l'extrême-gauche commence à se morceler. Ce n'est pas avec une joie méchante que nous en parlons, Car ce sont nos camarades de l'Internationale. Nous ne pouvons faire une politique comme si nous avions affaire avec notre ennemi de classe. Les camarades qui ont renoncé sérieusement et sincèrement à leurs erreurs, pourront, je pense travailler sous la direction du Comité Central, s'ils veulent suivre l'orientation politique de l'Internationale Communiste. Mais il faut montrer cela par l'action, et non seulement par des déclarations. Quant aux autres, nous lutterons contre eux jusqu'au bout. Nous voulons qu'il y ait une clarté absolue sur cette question. Ainsi, cette recrudescence de maladie d'extrême-gauche fut

un des principaux événements dans la vie de l'Internationale Communiste durant l'année dernière. Nous devions la combattre et nous l'avons combattue.

Vous savez, camarades, nous le disons dans nos thèses, que, sous sa forme la plus violente, la tendance de droite s'est manifestée en France et celle d'extrême-gauche en Allemagne. La lutte contre la déviation d'extrême-gauche en Allemagne et celle de droite en France détermine maintenant la ligne de l'Internationale. Il ne faut pas oublier que ce sont précisément les succès de la tactique du front unique qui peuvent parfois augmenter le danger de droite. Les chefs actuels allemands que nous soutenons, comprennent fort bien que dans un avenir immédiat, lorsque nous marcherons d'un front uni, le danger de droite deviendra inévitable.

Le danger de droite s'est manifesté chez nous dans plusieurs pays. En France, il est le principal danger. En Italie, il y en a des traces chez certains camarades; certains d'entre eux ont même défendu au congrès du Parti une théorie selon laquelle l'Etat est au-dessus des classes. Il y a un danger de droite en Norvège, en Hollande, où des chefs comme Wynkoop et Ravenstein ont une attitude intolérable. Ravenstein a passé avec armes et bagages dans les journaux bourgeois et bombarde de là le Parti communiste hollandais. Nous voyons des erreurs de droite en Roumanie, où Christescu, un des chefs les plus connus du Parti, en est contaminé.

Notre tactique, dans cette question, reste ce qu'elle était. Aucune concession ni à la droite, ni à l'extrême-gauche. Nous devons examiner chaque section et nous demander quel est le danger le plus grave, en France, en Allemagne, en Italie, etc.

Je pense que nous avons adopté une ligne exacte dans les thèses de l'I. C. Naturellement, nous n'avons pas pu tout énumérer. Mais nous avons dit le principal : danger d'extrême-gauche en Allemagne, de droite en France. Certains diront : vous avez oublié les Balkans. Pas un seul mot n'a été dit au sujet des J. C., du travail chez les femmes. On s'est arrêté trop succinctement sur la Norvège. Mais nous ne pouvons nous arrêter à tous les détails, nous pouvons indiquer seulement les points les plus importants, les plus caractéristiques pour la situation donnée et indiquer la ligne générale. Je pense que cet itinéraire indique un danger de droite en France et un danger d'extrême-gauche en Allemagne.

Les derniers jours nous ont donné du nouveau. On dit que Rosenberg et Scholem commencent à se solidariser avec nous. Nous avons des déclarations du camarade Weber et d'autres camarades, que Scholem a cessé d'être de l'extrême-gauche. Jusqu'à présent, nous n'avons pu nous en convaincre. Nous verrons comment ira le travail après le Plénum, mais jusqu'à présent c'était le danger d'extrême-gauche qui était le plus fort en Allemagne, et c'est encore exact aujourd'hui. Il me semblait ces derniers temps, — j'ai exprimé cet avis à la séance du Présidium du C. E. de l'I. C. — qu'il existe en Allemagne le danger de la création d'un parti d'extrême-gauche. Je ne sais si j'ai exagéré ce danger. Si oui, tant mieux. Le Parti de l'extrême-gauche dans les circonstances données, serait historiquement appelé à disparaître, mais il pourrait nous nuire.

D'autres symptômes morbides sont apparus dans le P. C. allemand. Vous vous rappelez tous sans doute l'article de Schœnlank et son exclusion. On dit parfois qu'une personne n'a aucune signification. Mais de même qu'avec l'histoire de Zeitz, il ne s'agit pas ici d'une question personnelle. Certains camarades disent que Schœnlank est un honnête garçon, qu'il ne se vend pas. Aucun de nous n'a dit cela, mais il est un homme qui comprend de quoi il s'agit et qui a exprimé ce que les autres pensent. Le C. C. l'a exclu et un camarade, le camarade Scholem, s'est abstenu de voter. (*Exclamations de Scholem:* Par manque de confiance envers le C. C.). Je ne sais pas à quel point de vue l'on se place lorsque l'on n'a pas confiance au C. C. qui exclut un homme, lequel se reconnaît honnêtement comme partisan de la social-démocratie. Il est bizarre que, juste à ce moment, le camarade Scholem n'ait pu garder sa confiance au C. C. (*exclamation de Scholem* : C'était au moment de la lettre du C. E. de l'I. C.). La lettre du C. E. de l'I. C. est un des meilleurs documents de l'I. C. (*Exclamation de Scholem:* Je ne trouve pas). Si vous ne reconnaissez pas encore cela et si vous ne vous convainquez pas prochainement de cela, il n'y a plus d'espoir en vous. Croyez-vous que le développement normal du Parti allemand eût été possible sans cette lettre ? Je ne dis pas que les lettres font l'histoire, mais dans le cas donné, dans la situation donnée, nous avons obtenu beaucoup, — et la lettre s'est justifiée pour 100 pour 100.

Le danger de droite en France

Malgré les pleurs de l'aile droite sur la ruine du Parti français, la situation est objectivement favorable. La droite crie en France que le P.C.F. « se meurt ». Elle répète à la lettre ce que les liquidateurs russes disaient en 1910: nos ennemis savent mieux apprécier la situation. Un personnage extrêmement compétent et autorisé du monde politique, qui se trouve à Paris, a donné l'appréciation suivante du parti communiste français et de son travail :

« Ces derniers temps, le communisme a atteint des succès notables et indiscutables.

« A côté des manifestations de rues qui eurent lieu jusqu'à présent, des signes manifestes de décomposition dans les rangs de notre armée, de notre police sont apparus. Les communistes utilisent pour leur agitation, au détriment de la France et de son prestige, tous les malheurs qui atteignent le pays.

« Pourquoi les communistes ont-ils réussi à obtenir de tels succès ?

« Parce qu'ils ont trouvé dans le pays un terrain extrêmement favorable. Les contradictions entre les différents groupements du parti au pouvoir, une crise financière des plus cruelles, qui a exaspéré le mécontentement des couches moyennes de la population, mécontentement provoqué par les impôts nouveaux et principalement par l'aventure sanglante du Maroc, rendant la situation favorable pour une agitation communiste. Les communistes français ont utilisé la guerre du Maroc pour une agitation antimilitariste dans le pays et dans l'armée. Cette agitation a eu un grand succès. Des cris de « *Vive l'indépendance du Maroc* » et en l'honneur de ses chefs ont été poussés dans la rue. La désertion et le refus de marcher ou de partir au front sont devenus plus fréquents parmi les troupes. La désertion en masse a pris des proportions qui ne se sont *jamais* remarquées dans aucune guerre jusqu'à présent. Il y eut même des cas où des détachements entiers passèrent à l'adversaire. En même temps, des grèves éclataient à Brest, ainsi que des révoltes des équipages sur certains navires. Le bolchévisme a même pénétré dans les rangs des administrations sociales et publiques, particulièrement parmi les travailleurs des postes et des banques. »

Ceci est dit par un de nos ennemis de classe et suffisamment observateur. Le soupçonner de sympathie pour nous est absolument insensé. L'opposition de droite, qui ne représente pas une masse homogène, apprécie la situation tout autrement. Nous avons déjà noté dans nos thèses que nous avons trois courants dans les rangs de l'opposition de droite.

Le premier, ce sont les anciens syndicalistes qui ont évolué du communisme au réformisme. Il n'y a rien à faire ici. Je me souviens que lorsque Rosmer déclara qu'il adhérerait au Parti, j'ai parié contre, avec un camarade ami de Rosmer. J'étais certain que Rosmer n'adhérerait pas au Parti. Le pari a été perdu par moi. Rosmer a adhéré au Parti, mais au bout d'un an et demi, il en est effectivement sorti. Il est trop syndicaliste pour devenir communiste. Nous allons de l'avant et la droite veut que nous allions en arrière.

Le deuxième courant, c'est Souvarine. Ce courant est si pénétré d'un esprit anti-communiste et réactionnaire, que sur beaucoup de points, il rappelle Boubnik. Je ne veux pas dire par là que Souvarine ressemble personnellement à Boubnik. Boubnik s'est vendu à la bourgeoisie. Je ne dis pas la même chose de Rosmer. Mais la signification effective de ce groupe est la même : désagréger le Parti communiste.

Le troisième groupe (Loriot) est un retour à la social-démocratie. Un camarade m'a communiqué le point de vue de Loriot sur l'I. C., point de vue qui mérite notre attention. Lorsque la Révolution russe était en danger, les révolutionnaires étrangers, selon l'avis du camarade Loriot, devaient à tout prix la défendre. A ce moment, les socialistes étrangers ont accepté les 21 conditions, les principes de Lénine, que nous avons tous reconnus, parce que la Révolution russe était sainte pour nous et elle était dans le danger. Pourtant, quand elle se consolida, le moment arriva de reviser, en conservant toute liberté de critique.

Je n'ai pas de documents pour confirmer ces paroles. Peut-être sont-elles inexactes, et le camarade Loriot, s'il le veut, pourra présenter ses objections. Mais autant que je connaisse Loriot, cette conception est vraisemblable chez lui. D'après Loriot, le léninisme est exact, lorsque la Révolution russe est en danger, mais il est inexact, lorsque le danger est surmonté. En généralisant, c'est un retour vers la social-démocratie. Il va de soi qu'il faut faire tout ce qui est possible pour que le groupe Loriot retourne au sein de l'I. C. et pour faire disparaître cet état d'esprit malsain chez eux. Mais si l'on n'y réussit pas, c'est qu'il n'y a rien à faire.

Dans la droite française, il y a de bons ouvriers mécontents du régime du Parti et dont certains sont contre le C. C. Ce dernier appliqua une centralisation par trop mécanique et pour parler ouvertement, il y eut peu de démocratie dans le Parti. Certains ouvriers soutinrent l'opposition à seule fin de protester contre cette situation. Je suis heureux d'informer que le P.C.F. a reconnu lui-même ses erreurs à la conférence de décembre 1925. Pour l'Allemagne, il fallut d'abord écrire une lettre de Moscou. En France, les camarades du C.C. en vinrent eux-mêmes à cette fin et écrivirent eux-mêmes une lettre. Il est certain que c'est de beaucoup préférable. Le C.C. reconnut ses erreurs et je pense que c'est ce qu'il y a de plus important. De cette façon, les éléments de l'opposition sont de nouveau gagnés pour le Parti.

Ligne de principe de la droite

Maintenant, je m'arrêterai sur les principes de cette opposition. L'opposition de droite lutte, premièrement, contre la réorganisation du Parti sur la base des cellules d'entreprises. Vous connaissez, naturellement, la lettre adressée par la droite au C.E. de l'I.C. avec 250 signatures. Commençons par les vues de l'opposition sur les questions d'organisation.

« Les cellules en France, — disent-ils dans leur déclaration, — ne peuvent plus être maintenant la base du Parti. Affirmer le contraire, cela signifie ne pas tenir compte de l'économie du pays et de la structure des grands Etats capitalistes contemporains, affirmer le contraire, c'est se leurrer au sujet des rapports véritables des forces sociales qui poussent le Parti à une liquidation rapide et complète. Mais il n'y a pas que ces seules raisons qui montrent la faillite du nouveau régime dans le Parti. Le favoritisme pénètre plus facilement dans les cellules et, à part cela, elles se heurtent à des difficultés intérieures, capables de les pousser à leur perte. Nous nous sommes convaincus par l'expérience que l'existence des cellules dépend des capacités et de la fermeté du secrétaire.

« Mais il est difficile de trouver dans une même localité un nombre suffisant de secrétaires capables d'animer la vie politique des cellules sans vie. C'est pourquoi les camarades se limitent aux affaires courantes, à la diffusion des tracts et des papillons, à l'examen des questions qui intéressent l'usine à laquelle ils appartiennent. De temps en temps, ils entendent le rapport du délégué du rayon et le prient de faire vite, car chacun a hâte de retourner chez lui, attendu qu'il habite loin de son travail. Les questions les plus importantes se discutent avec négligence. Souvent, ils se quittent sans avoir pris de décisions. L'éducation des membres du Parti n'est pas faite, car elle ne peut s'effectuer dans de telles conditions. Il est inutile d'élever le nombre des propagandistes, car les résultats seront les mêmes. Les cellules continueront à se désagréger, car il n'y a personne pour animer leur travail. Pour sauver le Parti, il faut abandonner définitivement les méthodes appliquées durant une année déjà. Le C.C. propose de développer l'appareil et en outre de créer des « cellules de rues » et des « sous-rayons ». Au diable, toutes les inventions ! Elles ne font qu'augmenter le malaise au lieu d'y remédier.

« Nous ne prétendons pas, dans cette lettre, à un examen détaillé de la question de l'organisation du Parti. Nous nous contentons de déclarer qu'il faut immédiatement en revenir à la section territoriale, comme base organique du Parti, sans abolir les cellules d'entreprises et en tâchant même de développer leur réseau... »

Vous pouvez apprécier vous-mêmes l'expérience de l'établissement de cellules d'usines dans nos sections de l'étranger, ne serait-ce que par les travaux de la Conférence d'organisation auprès du C. E. de l'I. C. qui vient de se terminer. Depuis le V^e^ Congrès où, pour la première fois, nous avons posé pratiquement cette question, nous avons effectué un grand travail en ce domaine. Ce travail nous a montré que nous sommes dans la bonne voie. Nous appliquerons ce système avec les correctifs nécessaires, mais le type même est juste. Il est typique que l'extrême-gauche en Italie, exactement comme la droite en France, s'est opposée à ce système. Pourquoi ? Chacun comprend que les usines et les fabriques et leurs cellules sont notre base, mais la droite et l'extrême-gauche contestent cela.

Néanmoins, la façon de poser et d'éclairer les questions politiques dans cette déclaration de la droite et en particulier, la question de la guerre du Maroc, est plus intéressante.

« Le C. C. a voulu, écrivent-ils, — imposer à tout prix l'idée de l'évacuation du Maroc et de la fraternisation, qui, dans les conditions données, sont des phrases incapables d'aboutir à quoi que ce soit...

« En effet, pourquoi ne pas parler de l'évacuation de Nice, de la Savoie, de la Corse ? Jusqu'à présent le mot d'ordre de l'évacuation a nui au front unique, contre la guerre du Maroc, ce front unique ayant été près de la réalisation, » (*Retraduit du russe*).

Que les camarades qui signèrent ce document historique me pardonnent, mais je ne puis appeler autrement ce point de vue que le point de vue social-

patriote. (*Interruptions* : « Très juste ! » Qui parle d'une façon si débonnaire de l'annexion de Nice, etc., qui dit qu'il faut s'adapter à la politique de la bourgeoisie, sinon des social-patriotes. Cela signifie : ce que fait la bourgeoisie est une loi pour nous. Ici, ce groupe a montré ses oreilles opportunistes. C'est ce qui m'a révolté le plus.

Malgré ses erreurs, notre Parti a lutté courageusement contre la guerre, et c'est à ce moment qu'intervient une opposition de cette espèce, au profit de la bourgeoisie et qu'on écrit contre l'I. C. en disant sur un ton d'ironie et de dédain : « Pourquoi ne pas exiger l'évacuation de Nice, etc. ? » C'est un langage de social-patriotes. Le C. C. du Parti français a pu commettre toutes sortes d'erreurs, mais il ne fera jamais de concessions aux principes social-démocrates.

La politique des « 250 » contre le Parti

A la fin de ma lettre, je lis :

« Le Parti étouffe, le Parti meurt, et le Parti socialiste entre temps renaît et reprend le terrain perdu après la scission de Tours, grâce à ses 100.000 membres. Le capitalisme se renforce, se stabilise, et regarde l'avenir avec assurance. »

Ainsi, notre Parti se meurt, le Parti socialiste se développe, le capitalisme regarde l'avenir avec confiance. Je dois dire que le personnage autorisé, dont j'ai parlé plus haut, comprend mieux la situation en France que Loriot. Naturellement, il est nécessaire de s'efforcer à conquérir pour le Parti les bons camarades et les prolétaires de l'opposition, mais il faut lutter jusqu'au bout contre cette tendance de droite. Si nous faisons des concessions pareilles, que restera-t-il de l'I. C., à part l'enseigne. Le parti doit savoir mener un travail pratique, diriger les grandes discussions et, en même temps, lutter contre l'aile droite et poser la question de la discipline. Nous avons donc eu en France, une véritable insurrection dans le Parti, des proclamations ont été lancées contre le Parti avec 250 signatures, ainsi que des tracts, etc. On ne se soumettait pas aux décisions des organes centraux. Différents membres de l'opposition collaboraient aux revues publiées par les groupes des Rosmer, Souvarine et Cie et qui étaient nettement dirigées contre le Parti. Il y a ici un ouvrier de l'opposition. Je lui demande comment peut-il défendre des choses pareilles, comment peut-il admettre que des lettres pareilles soient écrites, que l'on collabore avec Souvarine. Certains disent : « Nous avons signé sans lire. » C'est possible, cela arrive. Mais lisez, maintenant ! Que signifie cela ? On vous tire en arrière vers la social-démocratie. On critique le Parti, comme si l'on se plaçait à un point de vue de gauche. On tente d'utiliser chaque erreur et l'on veut lancer la vie du Parti dans une fausse voie. Tandis que le Parti trouve en réalité la voie vers les masses ouvrières, qu'il se lie plus étroitement avec elles et devient l'expression unique de l'état d'esprit du prolétariat français, on lui dit que le Parti se meurt. Mais nous autres, bolchéviks russes, nous connaissons ces chansons. Les menchéviks ont toujours affirmé cela, mais eux-mêmes sont morts politiquement. Les gens qui crient cela en France maintenant, sont des cadavres politiques, et notre Parti fera un énorme pas en avant, malgré toutes les erreurs commises, à l'exemple de notre Parti allemand.

Je ne veux pas dire par là que tout est bien dans le Parti français; nous aurons des commissions et nous parlerons minutieusement de cela. Ici, je m'abstiens d'en causer. Il y a aussi en France certaines manifestations d'un danger d'extrême-gauche. Ces dernières se sont fait jour à la dernière séance

du C. C. et il faut encore les étudier. Très mauvais sont, en particulier, les courants qui, sans se compter au nombre de l'extrême-gauche en fait, commettent ses erreurs. J'ai surtout en vue le travail syndical. Nous avons dit dans nos thèses, que tout n'a pas été fait en France pour l'unité syndicale. Cela montre que la tactique du front unique n'a pas été comprise. Il est nécessaire de lutter contre ce qu'il y avait de mauvais dans le Parti. Il est nécessaire de lutter avant tout, de la façon la plus décisive, contre l'opposition de droite en France, parce que si notre Parti lui faisait des concessions de principe quelconques, il ne serait plus un Parti communiste.

VII. — Conclusion

La question syndicale

En ce qui concerne nos tâches, elles sont exposées dans un chapitre spécial de nos thèses. Je ne les répéterai pas, car en somme, elles sont indiquées. Je pense que nous aurons à apporter plus de clarté dans la question des revendications partielles.

Il faut proposer à toutes les sections d'élaborer des programmes d'action pour un certain laps de temps, sur la base de revendications partielles. Ces programmes doivent être élaborés en commun avec l'Exécutif. En premier lieu, nous devons concentrer notre attention sur le travail syndical. Dans la résolution allemande, il est dit que 75 o/o de l'attention doit se porter sur la question syndicale. Il faut dire cela sur une échelle internationale. Cela doit devenir le levier de la tactique du front unique.

A ce sujet, j'aurais voulu dire quelques mots sur la question de savoir si l'adhésion séparée des syndicats russes à l'Internationale d'Amsterdam est admissible. Je préviens qu'il faut poser la question de l'adhésion possible des syndicats russes sur une échelle internationale seulement C'est une question internationale clairement exprimée, et on ne peut pas la résoudre au point de vue français, allemand, anglais, américain ou russe. S'il existe un problème international, c'est précisément celui-là. Il est très possible, que pour un ou deux pays très importants, il serait avantageux, que les syndicats russes adhérassent à Amsterdam. Mais si l'on pose la question sur l'échelle internationale pour toute l'I. C., il ne peut être question pour une seule minute que les syndicats russes adhèrent séparément à Amsterdam.

Les jeunes

Encore quelques mots sur la question des Jeunesses. Les organisations des Jeunesses communistes commettent les mêmes erreurs que le Parti et obtiennent, partiellement, les mêmes succès. Nous pouvons noter la juste application de la tactique du front unique, qui permet de renforcer les positions, surtout grâce à la visite de quatre délégations des Jeunesses dans l'U. R. S. S. Ensuite, nous pouvons noter que la Jeunesse socialiste indépendante à Vienne s'est séparée de la social-démocratie pour venir à nous, etc. En ce qui concerne les J. C. anglaises, le meilleur hommage à leur faire est de répéter ce qui a paru dans les colonnes du *Daily Mail :*

« Les membres des J. C. que l'on considère comme spécialement préparés pour la propagande parmi les enfants, sont envoyés dans les parcs, dans les rues, sur les emplacements de jeux pour enfants. On leur conseille de dire, lorsque les enfants seront un peu fatigués : « Ne voulez-vous pas que nous

vous apprenions une nouvelle chanson. » Tout d'abord, les enfants seront un peu méfiants, mais finalement ils se mettront à chanter en chœur : *Le Drapeau Rouge, L'Internationale* ou une chanson révolutionnaire quelconque.

Si nos J. C. anglaises ont développé si largement leur travail, nous devons saluer cela comme un bon succès et féliciter nos jeunes camarades anglais.

La jeunesse anglaise suivait auparavant l'extrême-gauche. Maintenant, elle est pour la ligne de l'I. C.

Les tâches des Jeunesses consistent en ce moment à appliquer la tactique du front unique, en premier lieu dans les syndicats, afin d'entraîner dans ses rangs les grandes masses des jeunesses ouvrières.

Ensuite, souhaitons aux J. C. : moins de thèses, plus de travail quotidien dans la vie de la jeunesse !

De la démocratie a l'intérieur du Parti et de la direction exercée par l'I. C.

Je voudrais parler encore très succinctement des tâches intérieures.

Sur la question du régime intérieur du Parti, nous avons une thèse spéciale, celle de la démocratisation du Parti.

Je pense que la question est suffisamment claire. Les ouvriers communistes doivent exiger la véritable application de la démocratie au sein du Parti.

En ce qui concerne la direction exercée par l'I. C., j'aurais voulu parler de cela d'une façon un peu plus concrète. Vous savez qu'au XIV[e] Congrès du P. C. de l'U. R. S. S., on posa franchement la question de la participation en plus grand nombre qu'auparavant de représentants des différentes sections à la direction effective de l'I. C. Je pense que cette question est juste et qu'il faut la résoudre. Auparavant aussi, il a été décidé que les meilleures forces devaient être envoyées à la direction de l'I. C. Mais en fait, non seulement on n'envoyait pas les meilleures forces, mais on n'envoyait personne généralement. Parfois, on envoyait des hommes dans le genre de Katz. Je pense que maintenant notre décision ne doit pas rester sur le papier. La direction de l'I. C. doit prendre un caractère plus collectif. Les problèmes croissent, ils sont énormes et compliqués. Ils peuvent être seulement résolus sur la base d'une direction exercée collectivement, que si les meilleures forces restent ici pour six mois et non pas pour une période plus courte.

Plus d'initiative !

Au dernier Plénum, nous disions au Parti tchèque que nous l'aiderions à trouver la juste ligne politique, et que tout le reste, il devra le faire lui-même. La gauche tchèque doit aller elle-même vers les masses. Moscou a les épaules solides, mais on ne peut pas toujours rester assis sur ses épaules. Cela permit à la gauche tchèque de pousser ses racines dans les masses par ses propres efforts et de tenter de conquérir ces masses. Maintenant, nous devons dire à tous les partis : *Plus d'initiative !* Presque chaque parti possède une grande expérience propre, due à ses succès et à ses erreurs. Maintenant, il faut être capable de se diriger soi-même, et ne pas attendre seulement ce que l'on dira à Moscou. Ces paroles n'ont rien de commun avec la position anti-moscovite de certains camarades de l'extrême-gauche et de la droite. La bourgeoisie et la social-démocratie saluent avec enthousiasme un tel état d'esprit chez l'extrême-gauche et chez la droite. Nous savons qu'il naît sous l'influence du sentiment

national, qui possède encore de profondes racines. Lénine nous mettait toujours en garde contre ce danger. Certains raisonnent ainsi : la Russie est un pays paysan, arriéré, etc... et elle veut diriger l'I. C. Nous avons déjà déclaré, qu'au moment où éclatera la seconde Révolution prolétarienne dans un pays plus important, nous examinerons s'il ne faut pas nous organiser autrement, mais jusque-là l'influence prépondérante dans l'I. C. doit être réservée au parti du pays de la première dictature du prolétariat. Il faut lutter contre cet état d'esprit et le repousser énergiquement. Aucun malentendu ne doit subsister dans cette question.

Mais un sentiment d'indépendance et d'assurance, doit grandir dans nos Partis. Ils doivent choisir eux-mêmes leurs dirigeants. L'I. C. fut parfois obligée, le lendemain d'un congrès du parti, de remplacer un membre quelconque du C. C. par un autre. Il est évident, que si la situation exceptionnelle l'exige, il n'y a rien à objecter, mais dans une situation plus ou moins normale, *cela ne doit pas se produire.* Il faut organiser les affaires de façon que les cadres dirigeants soient réellement issus du Parti même, que le Parti lui-même choisisse les meilleures forces pour sa direction. Il est nécessaire de créer une nouvelle génération de dirigeants. Chaque parti doit faire preuve d'une grande énergie sous ce rapport.

Si nous avions fait ces propositions, il y a trois ou quatre ans, elles auraient été de vaines paroles. Pourquoi ? Parce qu'alors les partis étaient par trop faibles, ils souffraient de différentes maladies infantiles. Maintenant la situation est changée, les partis se sont renforcés, se sont développés, ils ont surmonté et surmontent différentes crises. *Par conséquent : plus de démocratisme à l'intérieur du Parti, plus de travail collectif dans la direction de l'I. C. et plus d'initiative dans les partis pour le choix de leurs dirigeants et dans le sens d'une ligne politique déterminée.* Et, en même temps, l'I. C. reste un *parti mondial léniniste centralisé,* sans lequel nous ne pouvons remplir les tâches que nous avons devant nous. C'est clair.

Ainsi, en aucun cas il faut penser que nous entreprenons la révision des IV[e] et V[e] Congrès, quoique nous soulignons plus souvent l'importance du III[e] Congrès mondial. Notre mot d'ordre est le mot d'ordre de Lénine : *Vers les masses !* Ce mot d'ordre est interprété parfois trop mécaniquement. De nombreux camarades pensent qu'aller vers les masses, cela revient à dire aux ouvriers : « Allez au Parti communiste. » Non, la question n'est pas si simple. Certes, ce mot d'ordre exige que nous *cherchions les masses* dans toutes les voies, dans tous les chemins de traverse, par l'intermédiaire des syndicats, de la coopération, des organisations des jeunesses, des organisations sportives, culturelles et autres, en dehors du Parti. Nous devons chercher et apprendre à trouver ces masses. Le camarade Chilboum a dit dans une commission que chez certains camarades en Suède, on rencontre un certain état d'esprit, — un proverbe court déjà à ce sujet : si, dans trois jours, un homme n'est pas devenu communiste, il faut « lui cracher à la figure ». Si l'on est déjà dans la nécessité d'employer des mots aussi forts, il serait préférable alors de dire l'inverse : l'homme qui, en trois jours, devient communiste, c'est une marchandise bon marché.

Vers les masses ! Pour l'unité ouvrière !

Ce qu'il nous faut maintenant, c'est de la patience et savoir conquérir les masses Nous avons le temps.

Certains camarades pensent que si nous conquérons les masses par des voies indirectes, cela signifie qu'il faut adhérer à Amsterdam et reconnaître que notre appréciation de la social-démocratie est fausse. Et si tu ne recon-

nais pas cela, cela veut dire que « tu es prisonnier des tendances d'extrême-gauche », etc... Les phases principales du mouvement ouvrier prolétarien international sont indiquées dans les thèses, comme nous les représentons. Différents moyens ont été indiqués pour l'amélioration de notre travail, de même que des formules qui peuvent nous mener vers les masses. Nous avons concrétisé les points essentiels qui ont été indiqués par les congrès précédents.

Les uniques et réels partisans de l'unité du mouvement ouvrier, c'est nous seulement, c'est seulement notre Parti communiste, c'est seulement notre Internationale Communiste, qui ont derrière eux le premier Etat prolétarien Nous seuls, nous prenons sur nous la tâche d'unir la classe ouvrière internationale, sur notre base, sur celle de l'I. C., sur la base des intérêts de la classe ouvrière. Maintenant, certains réformistes de gauche ont parlé de l'union de la Troisième Internationale avec la Deuxième Internationale. Nous avons reçu une lettre du Parti ouvrier indépendant d'Angleterre nous proposant une pareille union. Naturellement, nous n'allons pas repousser cette lettre, et nous y répondrons minutieusement. Nous écrivons une lettre qui aura un effet instructif sur la classe ouvrière anglaise. A la question, y a-t-il possibilité d'union entre la Deuxième et la Troisième Internationale, nous pouvons répondre sans réfléchir plus longtemps: « *Non.* » Le Parti Communiste est l'arme la plus importante de la classe ouvrière dans sa lutte émancipatrice. La création de Partis communistes indépendants, voire même petits, est très importante pour la classe ouvrière. Peu importe que le Parti communiste soit petit, qu'il commette parfois de grandes erreurs (ces erreurs, nous les rectifierons), mais il est l'unique levier historique dans la lutte libératrice de la classe ouvrière. Donc, à la question de l'union des Internationales, nous ne pouvons répondre que par un « *Non* » catégorique. Dans la situation présente, nous aurons à remplir une tâche fondamentale, celle de l'unité de la classe ouvrière sur la base du léninisme, sur la base de l'I. C. qui, en attendant, n'a pas encore la majorité des ouvriers, mais qui gagnera cette majorité et libérera la classe ouvrière du joug du capitalisme. (*Applaudissements enthousiastes.*)

Séance plénière du 22 février

Intervention de SÉMARD

Camarades,

La délégation française se déclare d'accord avec les grandes lignes de l'analyse de la situation internationale faite par le camarade Zinoviev. Elle veut apporter dans la discussion seulement quelques précisions sur la situation en France.

Le rapport indique, par exemple, que la situation des ouvriers français est meilleure que celle des ouvriers des pays voisins et notamment de ceux d'Allemagne, d'Italie, d'Espagne. On donne comme chiffres que les salaires des ouvriers italiens sont de 89 p. 100 au-dessous du niveau d'avant-guerre, ceux des ouvriers allemands de 88 p. 100, alors qu'en France les salaires sont de 101,7 p. 100, soit 1,7 au-dessus du niveau d'avant-guerre.

Il faut souligner que si la situation des ouvriers français paraît favorable par rapport à la situation des pays voisins, il faut tenir compte que les salaires d'avant-guerre étaient notoirement inférieurs au niveau du coût de la vie pour la plupart des travailleurs. Par exemple, les salaires variaient entre 2 fr. 75 et 3 francs dans les chemins de fer, alors que la moyenne du coût de la vie était de 5 francs.

Il est évident que, dans la situation actuelle, l'ouvrier français est favorisé par rapport aux ouvriers des autres pays. Cette thèse peut d'autant plus être soutenue qu'on sait qu'en France nous avons 3 millions d'immigrés. Mais je veux souligner, malgré cette bonne apparence, pourquoi les salaires sont insuffisants actuellement.

Cela se vérifie d'ailleurs par la multiplicité des grèves, surtout depuis une période de deux mois; par le mouvement parmi les classes moyennes, en particulier, la grève des banques, le mouvement des fonctionnaires qui, depuis quelque temps, prend de plus en plus d'ampleur; les grèves en développement, notamment dans la métallurgie (usine Citroën), enfin une menace de grève des cheminots en Alsace-Lorraine et un mouvement de mécontentement général dans cette corporation importante.

Ces faits démontrent que, déjà, les ouvriers entrent dans l'action, non seulement pour élever leurs salaires, mais pour les protéger contre les fluctuations du coût de la vie et notamment contre l'inflation. Si les ouvriers réclament une augmentation des salaires, ils demandent également l'échelle mobile. Il faut souligner que ce sont, en particulier, les salariés payés au mois, comme les fonctionnaires, les cheminots qui, actuellement, entrent en action.

Il faut dire aussi que, dans notre pays, avant la guerre, les femmes, en général, ne travaillaient pas, alors qu'aujourd'hui, 25 à 30 p. 100 des femmes travaillent et apportent un complément au salaire insuffisant du mari.

Je veux souligner aussi que, depuis quelques mois, le coût de la vie fait des bonds prodigieux. S'il est vrai qu'il n'a cessé de monter depuis que le Bloc des Gauches est au pouvoir, on peut dire que, depuis quelques mois, l'indice a des fluctuations très fortes; ainsi dans le mois de janvier, le coût de la vie a augmenté de 12 p. 100.

Quand on examine l'indice de détail, on s'aperçoit qu'il était : en décembre 1924 de 404, en décembre 1925 de 463, soit une augmentation de 59 points, et que, pour janvier 1926, il passe de 463 à 480, soit une augmentation de 17 points en un seul mois; que, d'autre part, l'indice des prix de gros qui était de 518 en décembre 1924, est de 646 en décembre 1925. La différence qui existe entre les indices des prix de gros et ceux de détail nous permet de pronostiquer, sur ce seul point, une augmentation du coût de la vie.

Il faut signaler aussi que, si l'on peut prévoir une certaine stabilisation du franc au moment où le règlement des dettes extérieures sera fait — peut-être dans quelques mois — par contre, la crise financière continue à s'aggraver.

Ainsi en huit mois, le dollar est passé de 18 à 28 et la livre de 100 à 133.

J'ai souligné tout à l'heure qu'actuellement les ouvriers se mettaient en mouvement pour les salaires et l'échelle mobile. Je veux souligner également les propositions de front unique que nous avons faites car, si nous avons commis des fautes, nous avons aussi fait de bonne choses, et, en particulier, nos dernières propositions faites après notre Conférence du 2 décembre. Nous avons fait des propositions sur la base des revendications immédiates aux chefs réformistes et aux ouvriers réformistes. Nous pouvons dire que nous avons enregistré un nouveau refus des chefs. Est-ce à dire que le front unique ne se réalisera pas. Non, dans certaines parties de la province, nous avons des manifestations de front unique à la base et ce mouvement se développe.

Nous avons dans les diverses usines Citroën, par exemple, des « Comités d'unité prolétarienne » qui rassemblent la quasi-totalité des ouvriers et mobilisent contre le patronat, pour la défense des revendications immédiates, la presque totalité des ouvriers de l'usine.

Nous pouvons, dans les perspectives, prévoir de grandes luttes. Nous disons que le coût de la vie ne peut qu'augmenter. Si une stabilisation provisoire est en perspective, venant après le règlement des dettes extérieures — obtenue bien entendu par l'asservissement du prolétariat français — une crise économique est menaçante; depuis des mois, elle couve. Albert Thomas, leader du Bureau International du Travail, a dit tout dernièrement que cette crise était à notre porte. Elle sera accentuée au moment de la stabilisation par la diminution de la production, la restriction des crédits et le chômage.

D'autre part, la situation actuelle se trouve encore aggravée par la continuation des guerres du Maroc et de Syrie, chancre au flanc de notre impérialisme qui augmente tous les jours le déficit financier.

Par conséquent, ce sont des perspectives de luttes pour le prolétariat pour la défense des salaires. Pouvons-nous dire que ces luttes partielles se développent en un mouvement plus général ? C'est fort possible. Il est possible aussi que le fascisme, qui s'est développé ces temps derniers, qui a trouvé une base politique et économique et s'appuie sur la grosse finance et la grande industrie qui forment sa base fondamentale, il est possible que, dans le développement des luttes partielles des travailleurs, nous ayons un premier choc avec les fascistes, ou tout au moins avec les ligues civiques spécialement chargées de briser les grèves.

Il est sûr que, dans ces premières batailles, les deux adversaires se mesureront, mais ce n'est pas encore des perspectives de luttes décisives, car le fascisme se sent encore faible et ses chefs sont encore trop divisés sur les méthodes à employer pour écraser le prolétariat et gagner le pouvoir.

En face de cette situation, il est évident que nous sommes en accord

avec le camarade Zinoviev pour développer le front unique et faire plus d'agitation pour l'unité syndicale.

Mais il faut indiquer que le Parti n'a pas pris la décision, ni parlé, dans ses propositions de front unique, de transformer la guerre du Maroc en guerre civile; il y a eu sur cette question une discussion au sein du Comité Central, mais jamais le mot d'ordre n'a été lancé.

Je veux souligner maintenant les fautes que nous avons commises dans l'application du front unique pour que les partis frères les connaissent et ne les commettent pas à leur tour.

Des fautes gauchistes, nous en avons commises certainement; d'abord dans une mauvaise estimation du mouvement fasciste et dans des mots d'ordre trop en avant des masses, notamment celui du « tribunal révolutionnaire ».

Des fautes dans la tactique du front unique, dans la guerre du Maroc. Dans les lettres ouvertes que nous avons envoyées aux chefs socialistes et aux chefs de la C. G. T. réformiste. Nous n'avions pas introduit le mot d'ordre de la fraternisation, mais celui d'évacuation militaire du Maroc. Il est évident que nous n'aurions même pas dû introduire ce dernier. Nous avons cru faire une bonne opération en rappelant aux chefs socialistes que ce mot d'ordre était adopté et propagé par l'ancien parti socialiste.

Evidemment, nos mots d'ordre défaitistes étaient justes, nous entendons bien les maintenir dans notre programme, malgré la droite qui en demande la suppression. Nous les défendrons devant les larges masses ouvrières, mais nous ne les introduirons plus, comme nous l'avons fait, *comme condition de la participation des ouvriers au front unique.*

D'abord la large masse n'en a pas compris le sens au début et notre faute a été aussi de ne pas les expliquer avant de les lancer. C'est une des raisons pour lesquelles le front unique n'a été que partiel au lieu d'être général.

Nous avons essuyé le refus non seulement des chefs, mais de certains ouvriers socialistes qui n'ont pas compris le véritable sens de la fraternisation que nous réclamions.

Ces fautes ont été d'autant plus graves que nous avons ainsi rejeté une assez grande quantité de travailleurs socialistes qui, à ce moment, dans leur Parti, évoluaient à gauche par suite de la gravité des circonstances.

Ces ouvriers socialistes, qui allaient à gauche, nous les avons retenus dans les cadres du Parti, et comme les chefs socialistes étaient assez habiles et les ouvriers socialistes peu nombreux dans le front unique, il y a eu résistance de la part de la plus grande majorité. Les quelques-uns qui avaient réalisé le front unique avec nous, furent chassés du Parti socialiste par leurs chefs. Aussi tous ces ouvriers qui évoluaient à gauche se sont par la suite disciplinés et n'ont plus accepté nos propositions.

Je dois dire, camarades, que ces erreurs gauchistes sont corrigées et que, depuis notre Conférence du 2 décembre dernier, des progrès ont été réalisés. Actuellement, notre base de front unique nous rapproche davantage des ouvriers socialistes et réalise le trait d'union entre ces ouvriers et la grande masse des sans-parti, ce qui fait que nous avons la possibilité de toucher de plus larges masses ouvrières.

Si nous avons des observations et des critiques à formuler contre l'attitude de certains chefs de la droite, nous devons souligner ici que nous avons encore à combattre les fautes gauchistes qui ont tendance à se continuer dans notre parti et nous déclarons que nous battrons politiquement tous ceux qui résisteraient à notre Conférence du 2 décembre. L'Internationale, sur ce

point, doit aussi condamner avec nous les fautes gauchistes et les camarades qui auraient tendance à les continuer. Mais, camarades, et là Zinoviev a raison, s'il y a en France un courant gauchiste qui a ses racines dans l'ensemble du prolétariat, il y a tout de même un danger plus grand à droite.

Il se poursuit un travail fractionnel systématique des membres de la droite de notre parti avec le *Bulletin Communiste* et la *Révolution Prolétarienne*. Le « *noyau* » Souvarine qui se constitue actuellement, car Souvarine, qui s'est soit disant discipliné en cessant la parution de son *Bulletin Communiste*, est en train de créer un petit groupe pour englober tous les adversaires du parti et de la direction et continue son travail de désagrégation. Camarades, vous comprenez qu'il ne faut pas sous-estimer le danger d'une droite en France. Il y a le Parti socialiste qui est encore assez puissant; il y a en France une quantité d'ouvriers inorganisés qui cherchent leur voie, qui sont de plus en plus intéressés aux questions politiques et si nous avons à côté de nous un petit noyau de ce genre qui travaille politiquement à la fois au sein et à l'extérieur de notre parti, nous pouvons dire que ce sont de grandes possibilités de décomposition de notre parti.

Il y a à côté du *Bulletin Communiste* le noyau de la *Révolution Prolétarienne*, avec Monatte et Rosmer. Cette petite organisation a certainement des ramifications beaucoup plus importantes que le *Bulletin Communiste*, notamment avec les vieux cadres syndicaux qui sont touchés par la démagogie « syndicaliste » de Monatte et de Rosmer. Par conséquent, dans notre pays, les dangers de droite sont beaucoup plus grands que les dangers d'extrême-gauche. *Il y a à droite une fraction organisée; nous ne pensons pas qu'à gauche il en soit de même et nous agirons pour l'éviter; mais si une telle fraction s'organisait, nous la combattrions avec la dernière énergie, cette tendance d'extrême-gauche ne pouvant que fournir des arguments à la tendance de droite.*

L'idéologie de la droite est purement révisionniste. Dans ses thèses, elle critique le front unique tel qu'il a été précisé par le V^e^ Congrès. Elle est encore contre la réorganisation sur la base des cellules. Gauthier, député de Seine-Inférieure, qui est l'un des signataires de la lettre des 250 à l'Exécutif, a déclaré : « *Qu'il fallait que le parti cesse d'être à la remorque du parti russe* » et Henriet (également député) a soutenu la même opinion en l'aggravant encore de considérants sur la structure et la discipline qui conduisent tout droit à la révision des 21 conditions.

La position de Loriot doit être soulignée ici avec force, car si nous entendons battre la droite en France devant nos cellules, dans une large discussion, nous voulons la battre également devant l'Internationale à cette tribune.

Camarades, que dit Loriot sur le front unique ? Ceci : « La formule du V^e^ Congrès est séduisante, mais dans l'application, elle est idiote ». Partant de ce point de vue, il écrit : « Penser qu'on peut séparer les chefs des masses est de l'utopie pure, on ne fait pas le front unique par-dessus la tête des chefs. » Il affirme plus loin la nécessité d'une coalition dans cette forme: « Le front unique n'est ni une feinte, ni un piège; si le Parti le propose, c'est *honnêtement et loyalement*. Son but est de réunir, en des *coalitions temporaires*, pour des objectifs limités, toutes les forces du prolétariat. »

Evidemment, Loriot se refuse de vouloir une coalition avec les chefs; mais, objectivement, c'est vers ce but qu'il tend lorsqu'il déclare « qu'on ne peut séparer les masses des chefs, et faire le front unique par-dessus leur tête et souligne que le front unique doit être réalisé « *honnêtement et loyalement* » avec *le parti tout entier* ». Ce qui revient à dire que, si les chefs ne

sont pas dans le front unique, celui-ci n'existe pas et qu'on ne peut pas le réaliser sans eux.

D'autre part, ce qui est encore plus grave, c'est qu'au moment où nous avons eu à faire face à des guerres coloniales importantes, la droite à condamné systématiquement nos mots d'ordre défaitistes, non parce qu'ils allaient être repoussés par les ouvriers socialistes, mais parce qu'ils pouvaient être repoussés par leurs chefs.

Elle veut que soient employés des procédés de front unique « loyaux et honnêtes » pour les gagner. C'est en agissant de la sorte qu'un parti communiste se lie à la social-démocratie, abandonne un programme et crée la confusion qui l'éloigne des masses ouvrières au lieu de l'en rapprocher.

Si la droite n'a pas formulé d'une façon claire qu'elle était seulement pour la lettre ouverte aux chefs, on peut tout de même en déduire que sa conception est que nous devons d'abord entraîner les chefs socialistes pour avoir ensuite leurs troupes.

La position de Loriot dans les mots d'ordre défaitistes est une preuve flagrante de l'esprit social-démocrate qui anime les chefs de la droite que nous ne confondons pas avec les éléments prolétariens qui les suivent et se sépareront d'eux quand ils connaîtront leur véritable position politique et leurs buts anti-communistes.

Qu'a dit la droite au sujet du Maroc ? D'abord que la guerre « *était une guerre réactionnaire* » en raison de ce que « *Abd-el-Krim est un chef féodal qu'il ne faut soutenir que dans la mesure où il est véritablement révolutionnaire et où il nous permettra d'éduquer et d'organiser, dans l'esprit révolutionnaire, la paysannerie et les larges masses exploitées du Riff. A cette condition seulement, nous aurons la possibilité de soutenir Abd-el-Krim* (thèse Paz).

Aussi, il faut souligner que, pendant que les impérialistes franco-espagnols attaquaient sur les deux fronts, la droite disait : « *Il ne faut pas le soutenir parce qu'il est un chef féodal et non un révolutionnaire.* »

Camarades, nous avons sur ce point précisé notre position : nous avons dit qu'il ne s'agissait pas de soutenir personnellement Abd-el-Krim, que nous soutenions en lui le chef qui était à la tête d'un mouvement national dirigé contre l'impérialisme français. Quand cette phase d'action contre l'impérialisme français sera passée, alors à ce moment-là nous combattrons ce chef féodal, mais seulement lorsqu'il ne sera plus aux prises avec nos impérialistes et s'il fait peser sa domination sur les masses paysannes riffaines.

Camarades, la droite ne parle pas seulement de « chef féodal ». Elle nous demande de « ne pas nous mettre à la remorque d'Abd-el-Krim », et Paz a écrit une thèse dont il faut citer le passage principal:

« La fraternisation n'est pas une abstraction; elle ne saurait s'appliquer à toutes les situations. Elle est basée sur la réciprocité. Elle suppose donc une certaine équivalence dans le degré de développement économique des deux peuples en guerre, *par suite d'une certaine parité dans la maturité politique des troupes en présence. Elle suppose aussi de part et d'autre l'existence d'une organisation révolutionnaire capable de propager* le mot d'ordre. Tel n'est pas le cas lorsque sont en présence les ouvriers et paysans d'un pays capitaliste impérialiste et des pays cherchant, sous la conduite d'un chef féodal, à réaliser l'indépendance nationale. *Le mot d'ordre de fraternisation n'aurait donc pas dû être lancé à propos de la guerre du Maroc.* »

Je souligne ici qu'il ne s'agit pas seulement de le retirer des propositions de front unique, la droite déclare qu'il a été inopportun de le lancer à propos de la guerre du Maroc. Paz, bien qu'il s'en défende, distingue entre les

« peuples civilisés » et « arriérés » et n'admet la fraternisation que « *quand il y a équivalence dans le degré de développement économique des peuples et dans leur maturité politique.* » C'est admettre que la théorie bourgeoise des races inférieures qui doivent être guidées, dominées et colonisées par les races supérieures est bonne; c'est ne pas se distinguer de la position prise par les social-démocrates tels que Jouhaux qui a écrit: « *Que le titre de chef guerrier ne conférait pas le droit de régner sur un peuple par la violence* » au moment précis où celui-ci était attaqué de toutes parts.

D'autre part, c'est être aussi petit-bourgeois que Boris Souvarine qui a écrit : « *Le Maroc aux Marocains, oui; mais pas à Abd-el-Krim avec l'aide des communistes français.* » Et nous disons, comme le camarade Zinoviev l'a très bien marqué, que ces éléments ne viennent pas au communisme, mais retournent à la social-démocratie.

La lettre des 250, dont on a parlé dans les couloirs du XIV^e^ Congrès du P. C. russe pour attaquer notre direction du parti indique également ceci : « On voulut imposer, à toute force, l'idée de l'évacuation du Maroc et celle de fraternisation qui n'étaient, en la circonstance, que surenchère sans objet réel. »

Est-ce qu'on peut signer semblable chose quand tous les adversaires du communisme le disent ? Loriot a dit encore : « L'évacuation militaire du Maroc est synonyme de révolution, son sens est celui de la dictature du prolétariat. »

Je fais observer que l'évacuation militaire, par la défaite, venant à la suite de mouvements de fraternisation sur le front et de la révolte des tribus au Maroc français, n'est pas forcément la révolution en France, ce peut être l'impérialisme en difficulté et obligé de retirer ses troupes; c'est son échec et une diminution certaine de sa puissance et de son activité sur les peuples qu'il opprime.

Camarades, il faut souligner que la fraternisation s'est faite et les camarades savent que des bataillons entiers ont fraternisé et sont passés du côté des Riffains et des Syriens.

Quel est le caractère de la guerre du Maroc ? C'est que, précisément, on dresse là-bas les uns contre les autres des hommes de même race, encadrés dans des armées régulières, qui ont une tendance toute naturelle à fraterniser entre eux, et si notre parti français avait eu la possibilité de faire sur le front une agitation suffisante, nous sommes persuadés que la fraternisation aurait été beaucoup plus grande.

Je souligne donc que ce n'est pas l'introduction de ces mots d'ordre dans le front unique que la droite combat, mais les mots d'ordre eux-mêmes.

Nos camarades sont mécontents de certains procédés mécaniques qui ont été pratiqués dans la réorganisation du Parti sur la base des cellules. Ce mécontentement ne porte pas sur les questions politiques, mais sur des questions d'organisation. Quelques-uns des signataires de la lettre des 250, dont certains secrétaires d'organisations syndicales, ont déclaré avoir des critiques à formuler, mais ne pas être d'accord avec la droite; ils ont dit que leurs signatures mises au bas de cette lettre ne signifient pas qu'ils partagent toutes les idées qui y sont exprimées.

Je dois signaler aussi que, sur les onze parlementaires qui ont signé la lettre, huit se sont désolidarisés de la droite; un seul, Gauthier, — celui qui ne veut pas être à la remorque du Parti russe, — a maintenu son intransigeance et affirmé à nouveau sa solidarité avec la droite et avec Souvarine.

Mais Gauthier et quelques-uns de ses amis, tout en ne voulant pas être à la remorque du Parti russe, font courir le bruit que c'est sur l'intervention de

l'Internationale que des changements politiques et tactiques sont survenus dans le Parti français.

Je démens à cette tribune ces bruits et je dis que c'est le Parti lui-même, et je le dis à notre camarade Engler pour qu'il le répète à ses amis, qui a corrigé ses fautes gauchistes et que l'Internationale n'est intervenue qu'après pour approuver les décisions prises par notre Parti.

Certaines fautes gauchistes se sont produites également dans le mouvement syndical. L'agitation pour l'unité a cessé, pendant un temps, d'être au premier plan, la « gauche unitaire » qui s'était constituée au sein des syndicats réformistes n'a pas été suffisamment organisée après les Congrès confédéraux d'avril 1925, mais il faut que je montre les difficultés rencontrées. On cite les Trade-Unions anglaises et l'agitation faite en faveur de l'unité et du front unique par le P. C. anglais, mais la situation n'est pas la même là-bas, le mouvement anglais n'est pas scissionné. En France, nous avons deux C. G. T., et la création d'un mouvement unitaire ne se pose pas de la même façon que dans les Trade-Unions.

D'autre part, il faut dire aussi qu'un certain esprit de revanche anime les camarades unitaires dans les organisations de base de la C. G. T. U. Ces camarades voient tous les jours les chefs réformistes poursuivre leur grignotage des syndicats de la C. G. T. U. et continuer leur politique de scission systématique qui réduit au contraire les possibilités de recrutement pour la C. G. T. U. Cela les incite à poursuivre l'unité dans la C. G. T. U. et à négliger le travail unitaire au sein de la C. G. T., et il est bon de l'indiquer ici.

Il faut souligner également que certains rapports anormaux dus à une trop grande mécanisation dans les méthodes de travail ont gêné l'agitation et les rapports avec les syndicats. Des frictions ont existé entre les jeunes cadres du Parti communiste et les vieux cadres syndicaux dont on ne peut pas dire qu'ils sont tous social-démocrates, mais qu'ils ont des tendances anarchisantes. Nos camarades des cellules ont voulu marcher un peu trop vite et des heurts se sont produits entre les deux générations.

D'autre part, il est certain que parmi les éléments communistes, en raison de l'activité politique extraordinaire que nous avons déployée au cours de ces derniers huit mois, il y a une certaine tendance à la sous-estimation du travail et du mouvement syndical. Il y a aussi dans nos rangs beaucoup d'ouvriers spécialisés qui gagnent des salaires assez élevés et qui, de ce fait, négligent les revendications immédiates et ont plutôt tendance à discuter des grands problèmes politiques. Enfin, nous avons eu une répression patronale importante; nos cellules se sont fermées à la suite de la répression patronale; pour ne pas laisser entrer un mouchard on a empêché l'entrée de bons camarades ouvriers. Elles se sont isolées dans l'usine, rompant leurs liens avec les syndicats eux-mêmes.

Toutes ces questions, camarades, ont déterminé de grandes difficultés dans notre travail syndical et nous trouvons que Zinoviev a eu raison en disant que l'agitation devait être accentuée pour l'unité syndicale.

Ces fautes ont d'ailleurs été corrigées depuis notre dernière Conférence de décembre, et le Conseil National Confédéral de la Confédération Générale du Travail Unitaire a à nouveau placé l'unité au premier plan.

Maintenant, je veux faire connaître quelques-unes de nos difficultés et fautes dans la réorganisation du Parti.

Nous n'avons pas créé les cellules de rues en même temps que les cellules d'usines, nous n'avons pas créé immédiatement de sous-rayons pour le travail sur la base territoriale; *les vieilles sections auraient dû disparaître progressivement avec la réorganisation, mais être remplacées automatique-*

ment pour le travail local par le rayon ou sous-rayon. Par ces fautes, nous avons éloigné de nous pas mal de petits artisans, petits commerçants, et même des travailleurs isolés qui ne trouvant pas leur place immédiate dans les cellules sont redevenus de simples sympathisants.

On parle d'une forte majorité de nouveaux éléments dans notre Parti, cela tient, pour une grande partie, à notre réorganisation qui a éloigné certainement un grand nombre d'éléments des classes moyennes qui ont été remplacées par des éléments ouvriers.

Ces fautes, camarades, sont maintenant corrigées et notre réorganisation se poursuit dans de bonnes conditions; nous créons des cellules de rues, des sous-rayons.

En passant, je dois encore souligner que la droite est contre les cellules. Loriot l'a formulé ainsi : « *Il faut d'autres assemblées délibératives, parce qu'avec les cellules, l'élément ouvrier domine.* » Ainsi, la prépondérance des ouvriers dans les cellules gêne Loriot. Il est évident que certains éléments de droite préféraient les anciennes sections qui étaient de véritables « Clubs du Faubourg, des parlottes de philosophes », où l'on laissait de côté toutes les questions syndicales, coopératives et autres qui intéressent les travailleurs et partant, leur parti de classe, et où on donnait libre cours à ses ambitions personnelles et électorales.

Dans la lettre des 250, il est indiqué : « *Les cellules ne peuvent pas constituer actuellement en France la base du Parti. Sans supprimer les cellules, il faut revenir, sans retard, à la section territoriale, comme base organique du Parti.* » C'est clair pour tout le monde : la droite veut revenir à la section, et certains indiquent que c'est pour appliquer le centralisme démocratique. C'est ainsi que, dans une lettre du droitier Noël, on trouve : « *Le centralisme démocratique n'est applicable, étant données les circonstances actuelles, que si la section territoriale redevient la base de notre organisation* », et il ajoutait que *c'était en raison de ce que la cellule correspond à une période prérévolutionnaire que nous ne vivons pas actuellement.*

Notre camarade Engler, qui est ici, pourra dire s'il est d'accord avec cette opinion.

Dans la lettre des 250, il est indiqué : « La faillite des cellules a été à peu près générale. » On y déclare que le Parti en continuant sur cette base « va vers sa liquidation rapide et totale ».

Quelle est la vérité ?

Nos effectifs sont de 60.000 environ groupés dans 1.500 cellules d'usines et 2.000 organisations territoriales, c'est-à-dire cellules de rues, de villages et anciennes sections.

Notre Parti a gagné une grande influence parmi les masses ouvrières et paysannes et, en particulier, parmi les classes moyennes. On signalait hier encore que, dans la dernière campagne de recrutement, 70 p. 100 des nouveaux adhérents (dans la région limousine, par exemple) sont des paysans. Par conséquent, cela indique qu'il y a tout de même un travail en profondeur qui a été fait par notre Parti.

Dans le domaine paysans, nous avons tenu de nombreux Congrès ouvriers et paysans régionaux. Nous venons de tenir un grand Congrès paysan national qui a été un succès. Il est évident que nous nous efforcerons de faire encore mieux dans l'avenir.

Avant de terminer, un mot, non pas sur une nouvelle tendance, mais sur un nouveau courant qui s'est créé dans notre Parti, courant « centriste confusionniste » qui permet à la droite de continuer ses petites manœuvres. Dans une motion présentée par Morin, il est dit entre autre qu'il faut : « Une tribune de discussion entièrement libre et permanente, aucune sanction contre

les collaborateurs du *Bulletin Communiste* et de la *Révolution Prolétarienne,* sauf s'ils récidivent. Représentation proportionnelle dans les différentes délégations et à tous les échelons », etc...

Ce n'est plus le centralisme démocratique jouant dans le respect et l'application des décisions de la majorité qu'on demande, c'est un club de philosophes qu'on nous propose, un parti de discuteurs et non de réalisateurs.

Plus loin, Humberdot, « centriste attristé », veut le mariage de raison entre les vieux cadres et les jeunes, pour sauver le Parti et surtout les droitiers. Il a écrit ceci, par exemple :

« Que voyons-nous, en effet ? D'une part, la vieille génération formée à l'école socialiste, encore imprégnée, malgré elle, de quelques déformations social-démocrates, mais politiquement éduquée et pratiquement capable. Cependant, elle ne fut pas à la hauteur de sa tâche en 1923 pour diriger le Parti.

« D'autre part, la jeune génération ouvrière, révolutionnaire, mais d'une ignorance complète, pratiquement et idéologiquement. Elle fut démagogiquement exploitée pour soutenir la direction actuelle.

« Pas plus que les précédentes, cette direction ne fut à la hauteur de sa tâche. Pourquoi ? Parce que la composition sociale de la jeune génération — sur qui elle s'appuyait en fait exclusivement — devait l'amener inéluctablement à commettre et à systématiser les erreurs « infantiles ».

« *Il faut « encadrer la jeune génération » gauchiste dans la vieille génération à trait social-démocrate pour que l'une apprenne « la politique » et que l'autre soit soutenue.*

« Ainsi, nous pouvons, en quelques années, obtenir un tout harmonieux, et un parti sérieux. Voilà l'alliance que je propose. »

Camarades, ce que propose Humberdot, c'est l'alliance avec les idées social-démocrates, l'encadrement de la jeune génération « gauchiste » dans la vieille organisation social-démocrate pour que cette dernière lui apprenne la politique, c'est le retour au parti de la grande amitié où Guesde voisinait avec Jaurès. Pourquoi pas aussi l'unité politique selon la formule de Renaudel ?

C'est le mariage de la « *carpe social-démocrate* » avec le « *lapin gauchiste* » sans se soucier de savoir qui mangera l'autre ! Nous n'accepterons jamais semblable proposition !

Nous comprenons, camarades, que la droite, les collaborateurs du *Bulletin Communiste,* de Souvarine, et de la *Révolution Prolétarienne,* de Monatte et Rosmer, soient derrière ces confusionnistes. D'ailleurs, Gauthier a accepté cette plate-forme centriste, qui, pour lui et ses amis, constitue une planche de salut inespéré au moment où les ouvriers communistes condamnent leur attitude et chassent les indisciplinés.

En conclusion, nous combattrons cette tendance confusionniste naissante en appliquant le véritable centralisme démocratique, en réalisant toutes les tâches fixées par notre Conférence des 1er et 2 décembre, en supprimant nos fautes gauchistes que nous avons soulignées devant l'Internationale et que nous avons déjà corrigées nous-mêmes, cela en complet accord avec l'I. C., dont nous entendons rester la section la plus active et la plus disciplinée pour marcher à la conquête des larges masses ouvrières et paysannes.

Discours de THOREZ

La délégation française est entièrement d'accord avec cette opinion exprimée dans les thèses de notre camarade Zinoviev, à savoir que dans la conjoncture présente, l'application juste de la tactique du front unique reste à la base de toute l'activité de l'Internationale Communiste.

C'est pourquoi nous sommes également d'accord qu'une lutte sérieuse et ferme doit être menée contre les courants ou fractions d'extrême-gauche qui méconnaîtraient l'importance d'une telle tactique.

Cependant, nous pensons que si les dangers de droite ne sont pas à exclure dans les partis allemand et italien, que si les dangers de gauche ne sont pas à exclure dans le parti français, en ce qui nous concerne, dans le Parti communiste français, le danger essentiel reste dans l'activité fractionnelle de la droite.

Il y a deux mois, dans un Comité Central Elargi, nous rectifiions les erreurs que nous avions commises dans l'application du front unique, dans l'estimation du travail et du mouvement syndical, dans la réorganisation de notre parti. Le lendemain, la fraction de droite se saisissait de la lettre du Comité Central du Parti à l'ensemble du Parti et s'écriait: « C'est nous qui avons vu juste, c'est nous qui avons indiqué les remèdes et les solutions et la Direction a adopté notre plate-forme. »

Marquons tout d'abord que la droite n'avait nullement le monopole des critiques justes. Le monopole de la droite, c'est le monopole de la critique négative et de la désagrégation du Parti.

Les conférences que nous avons tenues dans la Région Parisienne, les discussions que nous avons entamées, ont prouvé que les divergences s'accusaient de plus en plus profondément, au fur et à mesure que nous amenions la discussion devant le Parti sur la fraternisation, pour notre attitude vis-à-vis de la guerre du Maroc, dans le front unique, etc...

Notre camarade Zinoviev a déclaré que les opinions de la droite à ce sujet étaient marinées de social-patriotisme. Nous n'insistons pas.

Nous pensons que le Plénum sera entièrement d'accord pour stigmatiser comme il convient l'opinion de la droite quant au front unique et à la fraternisation. Mais il est deux branches d'activité sur lesquelles nous avons apporté des rectifications. En premier lieu, dans notre politique vis-à-vis des syndicats.

En accord avec les camarades des syndicats, nous venons de reposer en France, le problème de l'unité syndicale sur son véritable terrain, en le reliant intimement aux revendications immédiates des ouvriers. La question ainsi formulée a été ainsi défendue, en accord avec nos camarades du Bureau Confédéral, devant le dernier Conseil Confédéral National.

Nous réalisons déjà cette partie des décisions de notre conférence du 2 décembre, qui indique que nous devons être remplis de sollicitude vis-à-vis des militants syndicaux qui ont acquis une grande expérience, qui nous est indispensable pour la conquête des ouvriers.

Que fait la droite ? Elle proteste comme aux beaux jours d'avant Bourges contre la tutelle du Parti Communiste, elle crée une ligue syndicaliste.

Il est aussi un domaine dans lequel nous avions commis pas mal d'erreurs; c'est dans l'organisation. Qu'il y ait eu une tendance à considérer que le problème de la réorganisation. C'était tout le problème de la bolchévisation, cela se comprend, car nos camarades ouvriers, dans les cellules, comprennent mieux la réorganisation que les grands problèmes politiques. Il y a eu du

mécanisme dans la réorganisation. Nous avons commis une grande erreur quand nous ne voulions pas créer des cellules de rues en même temps que des cellules d'entreprises. Très souvent, dans les cellules d'entreprises, il y avait, à côté de trois ou cinq ouvriers de l'usine, une trentaine de rattachés; aussi, nous commettions une erreur lorsque nous ne constituions pas immédiatement un organisme capable de faire le travail local.

Mais, camarades, de toutes ces critiques justes, nous tirions la conclusion qu'il fallait améliorer nos méthodes de travail. La droite, elle, tirait la conclusion qu'il fallait se débarrasser absolument des cellules d'entreprises et revenir à l'ancienne section.

Maintenant, ce n'est plus absolument contre les cellules d'entreprises, on fait comme Bordiga, on les tolère, on sait que déjà nous avons dans le Parti des milliers d'ouvriers qui n'ont pas connu les vieilles sections, et d'autres qui les ont connues et qui préfèrent de beaucoup les cellules.

Camarades, l'objection essentielle, c'est qu'on ne peut discuter dans les cellules. C'est déjà une grande divergence dans la conception du rôle d'un Parti Communiste. Est-ce qu'il s'agit simplement de discuter dans le Parti, d'en faire un Club du Faubourg ? Non, Camarades, il y a aussi un travail à accomplir, il faut le faire chez les ouvriers, dans l'usine, et pour cela, la cellule d'entreprise reste une arme excellente.

Le camarade Bordiga disait que la cellule, c'était peut-être bon en Russie, parce qu'il n'y avait pas une telle solidarité entre l'Etat tsariste et les organisations patronales, et que c'était beaucoup moins dangereux. Nous pensons que si, dans un Etat capitaliste moderne, il y a une telle solidarité entre l'appareil d'Etat et le patronat, l'entreprise devient quelque chose d'absolument indispensable à travailler, le point tout à fait vulnérable que nous ne pouvons pas négliger.

Après avoir déclaré que les cellules présentent un danger, voilà qu'on nous déclare : nous tolérons les cellules d'entreprises; il y aura quand même des cellules d'entreprises, mais seulement, à cette cellule, on aura ôté le pouvoir de discussion, le pouvoir délibératif. C'est cela, quand on aura changé les camarades qui sont dans les cellules et appliqué les décisions d'une façon automatique, alors on pourra faire dans les sections de beaux discours.

Nous sommes absolument contre une telle conception de la forme d'organisation du Parti.

Camarades, il est clair que tout ne va pas pour le mieux dans le meilleur des partis possibles, il est certain que nous n'avons pas encore un Parti qui fonctionne idéalement, mais nous commençons seulement la réorganisation. Nous avons commis quelques erreurs: de ces erreurs, nous nous sommes souvenus et nous avons rectifié notre position. Ce qu'il faut maintenant, c'est tenir compte de l'expérience que nous avons déjà acquise.

Le camarade Engler a parlé de la grève de 24 heures. Il dit que cela a été un échec complet, que cela a démoli le mouvement syndical. Camarades, si l'on prend la question de cette façon, il faut évidemment que nous l'expliquions.

D'abord, qui a lancé le mot d'ordre de la grève de 24 heures ? Les congrès ouvriers dans les résolutions adoptées, soulignaient qu'ils reprenaient à leur compte l'idée d'une grève de 24 heures contre la guerre du Maroc, lancée par la Fédération du Textile et le C. E. de la C. G. T. U.

Avons-nous bien travaillé dans la préparation de la grève ?

Il est clair, que d'abord, le déclanchement a été trop tardif, nous avons échelonné nos congrès sur un trop grand espace de temps, Il est évident aussi qu'il y a eu une certaine insuffisance matérielle dans la préparation, mais il

faut tenir compte de la lutte acharnée qui a été menée contre notre parti par le gouvernement bourgeois. Il faut tenir compte de nos centaines de militants arrêtés et emprisonnés.

Il faut rappeler les manœuvres du patronat.

Il faut signaler aussi l'attitude des chefs social-démocrates, invitant les ouvriers qui les suivaient à ne pas participer à notre mouvement de grève. Puis, camarades, la campagne de la presse bourgeoise qui avait fait le silence pendant plusieurs mois, et quelques jours avant la grève, a commencé une campagne acharnée, nous couvrant de calomnies. Puis, le pessimisme que la droite apportait dans le Parti et dans les rangs du mouvement syndical.

Les résultats, camarades ? Près d'un million de grévistes. Si l'on tient compte que les fédérations les plus importantes, celles sur lesquelles nous exercions une grande influence, comme les cheminots, les postiers, les fonctionnaires ne participaient pas au mouvement, on peut tout de même dire que le mouvement de grève n'a pas été un fiasco. C'est la première fois qu'en France, pendant la guerre, nous avons réussi à dresser une partie de la population contre la guerre. Il faut aussi se rappeler l'atmosphère de guerre civile que nous avons connue, dans la Région Parisienne, le jour de la grève.

Pour souligner l'importance historique du mouvement, nous pouvons rappeler qu'avant la guerre, à propos des dangers de guerre internationale, lors de la guerre des Balkans, un mouvement de grève de 24 heures a été décidé par la vieille C. G. T. Alors qu'il n'y avait pas de scission syndicale, le pourcentage des grévistes fut infiniment moindre que lors de notre grève.

Evidemment, le lendemain de la grève, il y a eu une répression. Il y a eu des camarades chassés de l'usine, il y a eu des emprisonnés, enfin, il y a eu des victimes, mais qu'est-ce que cela signifie ? Est-ce que cela pouvait nous arrêter dans notre lutte contre la guerre du Maroc ? Evidemment non, car si l'on pousse jusqu'au bout ce raisonnement, nous arriverons à la phrase que nous connaissons bien : « Il ne fallait pas prendre les armes ».

Camarades, je ne veux pas revenir sur l'analyse que l'on a faite des divers courants de droite. Je veux m'arrêter seulement sur l'activité fractionnelle de la droite française.

Notre camarade Engler a dit : « Moi, quand je vais dans une cellule ou dans un rayon et que l'on me demande mon opinion, je réponds : je n'ai rien à dire, mais lisez... »

Camarades, lisez... Quoi ? Le *Bulletin Communiste* et la *Révolution prolétarienne* que le camarade Engler diffuse.

Lorsque le camarade Engler nous dit : « Nous avons été chassés du Comité Régional, parce que d'accord avec la majorité » — c'est faux. La première raison, c'est qu'un membre du Comité régional, Basilière, transmettait à la Direction du *Bulletin Communiste* des renseignements sur la vie intérieure du Parti. Lorsqu'on leur demandait de cesser la collaboration au *Bulletin Communiste,* ils répondaient qu'ils continueraient jusqu'à la réintégration de Souvarine, parce que, camarades, le véritable but de ces gens-là, c'est la réintégration de Souvarine.

Nous ferons la distinction entre ceux qui dirigent l'activité de la fraction de droite et les ouvriers mécontents qu'elle a pu conquérir momentanément. Déjà nous recevons des lettres de camarades qui nous disent : « Oui, nous avons voulu faire un peu de pétard, casser un carreau, mais nous ne sommes pas d'accord avec la droite ». Déjà huit députés sur onze, ont déclaré qu'ils n'avaient rien de commun avec la droite, surtout quand elle se dressait contre la fraternisation. Mais nous combattrons la fraction de droite avec énergie, parce que sous l'influence des événements, alors qu'il y a une crise financière

à l'état chronique et des possibilités de crise industrielle, qu'il y a une crise politique continue, alors que le Cartel des Gauches se disloque, que, par une meilleure pratique de la tactique du front unique, les ouvriers socialistes ont les yeux tournés vers notre Parti, la fraction de la droite peut représenter et représente déjà un danger certain. Comment combattrons-nous la droite ? Il est évident que si on ne peut placer en France sur un même plan la lutte contre la droite organisée, et la lutte contre les éléments de gauche, qui sous-estimeraient l'importance de la Conférence du 1er décembre, si on ne peut pas dire la droite d'abord, la gauche ensuite, nous devons indiquer ici que la condition essentielle d'une lutte sérieuse contre la droite, c'est d'abord la rectification de nos erreurs de gauche. Il est très clair, camarades, que nous sommes décidés à lutter contre la droite par une discussion sérieuse qui est déjà commencée dans le Parti, mais qui restera dans les cadres de la discipline du Parti ? Nous ne permettrons pas à la fraction de droite la violation constante de la discipline du parti.

Nous déclarons tout à fait nettement encore une fois qu'en ce qui concerne la fraction de droite, nous ferons la distinction entre les ouvriers trompés et ceux qui poursuivent systématiquement une tentative de désagrégation de notre parti. Nous déclarons que nous irons jusqu'au maximum de concessions vis-à-vis des travailleurs trompés, mais que nous serons impitoyables vis-à-vis de la fraction de droite. Nous irons jusqu'à l'exclusion pour ceux qui, après de multiples avertissements, persisteraient à violer la plus élémentaire discipline.

Dans le dernier document de la fraction de droite, il y a la signature d'exclus depuis dix-huit mois, tels Guillou, chassé du Parti pour avoir rédigé et édité des brochures anti-communistes, Leprince, Leroy, exclus de leur syndicat, Molinié, puis il y a Souvarine.

Le camarade Engler a posé une question à l'Internationale. Il a demandé : quelles conditions mettez-vous à la réintégration de Souvarine ? Un texte avait été élaboré au Ve Congrès, spécifiant :

« Laisser à la section française de l'Internationale Communiste le droit de proposer au VIe Congrès de l'I. C. la réadmission de Souvarine dans le Parti, s'il montre entre temps une conduite loyale vis-à-vis du parti et de l'I. C.

Camarades, l'Internationale jugera de quelle façon Souvarine a respecté ces conditions et confirmera, nous n'en doutons pas, la réponse que le Présidium a adressée récemment à Souvarine. Pour nous, pour la direction du Parti français, la question ne se pose pas.

Nous reproduisons ci-dessous le discours de notre camarade Bordiga à l'Exécutif Elargi parce qu'il fit à Moscou l'opposition d'extrême-gauche la plus caractéristique.

D'ailleurs, depuis le IIe Congrès où il se dressa contre les thèses de Lénine, Bordiga n'a cessé de développer à chaque assemblée de l'I. C. et dans son parti, son idéologie et ses méthodes particulières.

Discours de BORDIGA (Italie)

Camarades,

Dans mon discours, je me suis occupé des questions générales de la politique de l'Internationale. Non seulement plusieurs orateurs ont voulu répondre à mes affirmations d'ordre général, mais on a parlé ici un peu des problèmes italiens que j'avais presque laissés de côté, je suis forcé de répondre très brièvement à ce qui a été dit.

On dit toujours « le système de Bordiga, la théorie de Bordiga, la métaphysique de Bordiga » et on constate que je suis ici toujours seul à soutenir mes idées et des critiques. On veut présenter mon attitude comme un phénomène tout à fait personnel. Or, bien qu'on soit arrivé récemment à la défaite officielle de la gauche italienne, il faut que je déclare encore une fois que je viens ici entretenir le congrès, non sur des élucubrations individuelles, mais sur ce qui est la pensée d'un groupement du mouvement communiste en Italie.

Boukharine a examiné mon discours d'une manière très amicale et cordiale. Or, s'il n'est pas nécessaire de dire ici que Boukharine est un bon polémiste, permettez-moi de déclarer qu'il présente les problèmes à sa manière, et selon la prétendue légende sur les théories de Bordiga.

Il m'attribue des formules, part en bataille contre elles et les réduit en miettes. Dans son discours, il nous dit que le régime intérieur de l'I. C. va être changé. Cependant, il nous permettra d'être très pessimistes sur cette perspective d'assainissement du régime intérieur, d'après l'exemple même des méthodes polémiques qu'il adopte.

Boukharine simplifie les idées. C'est un grand mérite que de parvenir à simplifier les positions et à les présenter en quelques mots, mais c'est aussi un problème très difficile de les simplifier, non pas en faisant de l'agitation pure, mais en participant au travail sérieux et à l'élaboration commune.

Simplifier sans la démagogie de l'agitation, voilà le grand problème révolutionnaire. Ces simplificateurs sont très peu nombreux.

Boukharine nous présente pour démontrer les contradictions de Bordiga un argument de cet ordre : j'aurais dit que la révolution n'est pas un problème de forme d'organisation; puis j'aurais présenté le problème de la bolchévisation au seul point de vue de l'organisation : le renversement de la fameuse pyramide. Tout cela, ce n'est pas vrai. En parlant sur la bolchévisation, j'en ai commencé la critique au point de vue théorique et tactique, c'est-à-dire que je considère la bolchévisation non seulement comme un travail d'organisation, mais comme un problème politique de l'action et de la tactique de l'Internationale. D'ailleurs, vous devez reconnaître que toute notre opposition a porté sur les problèmes de tactique, et c'est surtout pour ces problèmes que nous proposons depuis longtemps des solutions différentes. Il est parfaitement évident qu'il ne suffit pas d'un simple changement d'organisation pour résoudre le problème. C'est pourquoi nous attendons l'action tactique pour voir si vraiment nous avons une saine direction révolutionnaire.

Un autre argument de Boukharine : Bordiga se prononce contre la transplantation mécanique de l'expérience russe dans les autres pays, mais, en voulant considérer le problème dans d'autres pays, voilà qu'il fait, lui, de la transplantation mécanique, en tant qu'il ne cite pas le caractère spécifique du mouvement occidental, c'est-à-dire l'existence de grands partis et syndicats social-démocrates. Or, ce n'est pas ma formule. Je dis : en général, toute l'expérience russe est utile, elle doit nous être présente, mais, en dehors d'elle, il nous faut encore quelque chose, c'est-à-dire que je ne repousse pas l'application de l'expérience russe, mais je dis que toute la solution ne peut pas être contenue dans l'expérience du parti russe. Quel est le caractère spécifique de la tragédie révolutionnaire en Occident que j'ai formulée ? Boukharine dit que ce n'est pas, dans mon exposé, la présence de grands partis social-démocrates ! Or, c'est justement la différence sur laquelle je me suis arrêté. Après avoir montré la différence entre l'appareil d'Etat dans la Révolution russe et occidentale, je dis que, dans les pays d'Occident, il y a un appareil d'Etat bourgeois-démocratique établi depuis longtemps, très stable, appareil qui n'existe pas dans l'histoire du mouvement russe, ainsi que le problème se pose de la possibilité de la mobilisation du prolétariat par la bourgeoisie dans un sens opportuniste. Et qu'est-ce donc cela, sinon le problème du rôle des syndicats et partis social-démocrates ?

Mon analyse porte justement sur ce point. Boukharine ne peut donc pas dire que je suis en contradiction avec moi-même.

Quelques mots maintenant sur les affaires italiennes. Le camarade Ercoli a voulu combattre ma critique de la tactique du parti à l'égard de l'opposition avec l'argument que je ne veux pas qu'on tienne compte de la situation, pendant que la Centrale s'est basée sur une analyse complète et exacte. Or, sans me répéter, je dirai que, non seulement la tactique, mais l'analyse aussi de la situation étaient fausses. Un rapport du camarade Gramsci à la Centrale du mois de septembre 1924 est là pour prouver qu'on s'attendait pour l'automne à un succès de l'Aventin et au remplacement parlementaire de Mussolini ! On a en effet considéré comme possible la formation d'un gouvernement antifasciste basé sur les classes moyennes : l'erreur opportuniste porte donc sur l'appréciation des forces et sur la ligne politique.

Ce n'est pas vrai non plus que la tactique des propositions de l'Aventin a été démontrée bonne par son succès. Nous soutenons que la faillite colossale de l'opposition aventinienne n'a pas été accompagnée d'un déplacement des classes laborieuses vers le parti communiste précisément à cause du manque de netteté de la politique et de l'attitude de celui-ci.

Quant à l'affirmation que la défaite de la gauche a été complète là où il y a progrès dans le parti et dans les fédérations qui travaillent mieux, je dois la démentir. On a opposé Milan et Turin à Naples : or, ce sont ces trois centres, à titre égal, qui ont donné le plus de forces à la gauche.

Je n'entre pas dans les petits détails, bien qu'il n'y ait pas ici de commission italienne. Je me borne à déclarer qu'au Congrès de notre parti, nous avons dû présenter une déclaration qui en contestait la validité, en faisant recours à l'Internationale.

La préparation du Congrès italien prend une place assez scandaleuse dans le fameux régime intérieur de compression mécanique dans nos partis. On a élevé une accusation de fractionnisme et de scissionnisme par une campagne déplorable. On a après mené la consultation avec des méthodes

telles que, pour citer un cas, ma voix à moi, Bordiga, comme membre de l'organisation de base, est allée... aux thèses de la Centrale. Rien que cela.

Mais nous nous soucions très peu de toutes ces histoires. La prétendue défaite intérieure n'affaiblit pas notre attitude. Nous avons tout subi pour sauver l'unité du parti, et en présence de l'inclusion forcée dans la Centrale, nous avons cédé, mais sur une déclaration politique qui a renforcé davantage notre ligne d'opposition.

Je soutiens, et on l'a partiellement reconnu ici, que cette ligne d'opposition, qui porte sur le contenu même des questions, et dépasse la petite lutte pour arracher, en montrant une fidélité mensongère à l'Internationale, les pouvoirs et les postes dans le parti, est bien autrement loyale et utile au développement du mouvement communiste mondial.

Camarades, à propos du régime intérieur et du renversement de la pyramide, je ne veux pas ici répondre à ce que Boukharine a objecté sur la question des fractions. Mais je me demande : à l'avenir aurons-nous une modification de l'Internationale, dans nos rapports internes ? Cette séance du Plénum nous prouve-t-elle qu'on va prendre une nouvelle route ? A ce sujet, les déclarations des délégués français et italiens nous laissent plutôt incrédules, bien que les thèses parlent de la réalisation de ce régime de démocratie à l'intérieur du parti. Nous attendons de vous voir à l'œuvre.

Je pense que la chasse au fractionnisme continuera et donnera les résultats qu'elle a donnés jusqu'ici. Nous voyons cela même dans le parti allemand. Je dois dire que cette méthode d'humiliation est une méthode déplorable, même quand elle est appliquée à certains éléments politiques que j'ai profondément combattus. Je ne trouve pas que ce système d'humiliation soit un système révolutionnaire d'autant plus que les exemples récents montrent qu'on a voulu l'essayer contre des éléments qui avaient non seulement un grand passé, mais qui restent précieux pour l'avenir de la Révolution. Je pense que la majorité qui donne la preuve de son orthodoxie est probablement composée d'anciens oppositionnistes autrefois humiliés. Cette manie de nous démolir nous-mêmes doit cesser, si vraiment nous voulons poser notre candidature à la direction de la lutte révolutionnaire du prolétariat.

Le spectacle que nous donne cette séance du Plénum, me donne des raisons d'être pessimiste en ce qui concerne les changements qui se feront dans l'Internationale. Je voterai donc contre le projet de résolution qui a été présenté.

Vers la fin de l'Exécutif, il se produisit quelques interventions d'éléments gauchistes qui crurent devoir marquer leur défiance aux décisions de l'Internationale.

Hansen (Suède) dépose même une résolution qui accusait l'I. C. de s'orienter à droite, Bordiga (Italie) intervient pour indiquer qu'un malaise existait en raison de ce que l'Exécutif n'avait pas voulu discuter des problèmes politiques intérieurs à la Russie qui avaient été examinés par le XIV^e^ Congrès du P. C., de l'U. R. S. S.

Pour répondre à ces manifestations « gauchistes » de dernière heure et situer la position de notre Parti dans les questions allemande et russe, notre camarade Semard fit l'intervention ci-dessous après que Boukharine eut signifié à Bordiga qu'il était prêt à engager la discussion si ce dernier prenait la responsabilité de déposer une motion sur le bureau du Présidium, réclamant l'ouverture immédiate de celle-ci. Bordiga n'insista pas.

Intervention de SÉMARD à la séance du 15 mars

Après les interventions de quelques gauchistes impénitents, le Parti français tient à préciser sa position tant à l'égard de la question allemande que des éléments extrême-gauchistes des différents partis qui tenteraient de continuer leur fausse politique et à mener une lutte fractionnelle au sein de l'Internationale.

Notre camarade Doriot a déjà indiqué hier soir la position prise par notre parti à l'égard de la crise du P. C. A. Je souligne que la condamnation de la politique en partie double poursuivie par le groupe Ruth-Fischer-Maslow a été prononcée par le Comité central de notre parti au lendemain même du 10^e^ Congrès du P. C. A. Que, par la délégation de son secrétaire général en qualité de représentant de l'Exécutif à deux comités centraux et au 10^e^ Congrès, la même condamnation a été portée contre les éléments extrêmes-gauchistes du P. C. A. Qu'en notant ici la résolution présentée devant la commission allemande, notre parti affirme sa confiance dans le Comité central du P. C. A., pour appliquer une politique juste dans l'esprit de cette résolution et de la lettre ouverte de l'Exécutif.

Le P. C. F. condamne ici avec énergie toute tentative extrême-gauchiste de constitution et de lutte fractionnelle au sein de l'Internationale.

Et maintenant, examinons le caractère du danger gauchiste au sein du P. C. A. Il est exact que dans la masse communiste elle-même qui, pendant une année, a bu au biberon du groupe Ruth-Fischer-Maslow et chez laquelle le souvenir des événements de 1923 n'est pas effacé, il existe une tendance gauchiste. C'est donc la tâche du Comité central non seulement de battre politiquement les déviations gauchistes de quelques leaders, mais de les extirper du sein même des rangs ouvriers du parti. Il était nécessaire que le groupe Ruth-Fischer-Maslow soit battu ici politiquement pour permettre un bon travail de la Centrale actuelle et un bon développement du P. C. A., car la tendance de ce groupe s'apparente à celle de Souvarine, c'est le même esprit défaitiste, la même sous-estimation du rôle et de la puissance d'action des masses ouvrières, et cette tendance défaitiste doit être combattue avec la dernière énergie dans la situation actuelle du parti allemand et dans l'état de crise économique et politique que traverse l'Allemagne.

Y a-t-il un danger de droite en Allemagne ? Oui, chez certains éléments non assimilés qui se sont tus et terrés après la faillite du brandlerisme, mais le plus grand danger est certainement le gauchisme.

Il ne faudrait pas que la diversion qui a été tentée ici par les gauchistes impénitents fausse les décisions prises par cet Exécutif de combattre à la fois les déviations gauchistes en Allemagne et le danger de droite en France.

Y a-t-il un danger gauchiste en France ? Oui, dans la masse communiste elle-même, chez laquelle toute tendance anarchisante n'est pas disparue et que la gravité des événements actuels peut accentuer. Chez certains militants qui ont tendance à commettre ces fautes sans que l'on puisse dire qu'elles sont systématiques.

Nous combattrons ces fautes gauchistes chez nous avec la même vigueur que nous les combattrons sur le plan international. Mais il n'y a pas de doute que le plus grand danger est celui de la droite et il a été souligné ici avec force. Je dois combattre la tendance ironique de Bordiga et sa façon de critiquer l'Internationale et notre parti dans leur méthode de lutte contre la droite. Il ne s'agit pas pour l'Internationale et pour notre parti de désigner le 96 du quai Jemmapes et le 123 rue Montmartre, et de dire : la droite est là, enfonçons les portes. Il faut mener contre elle une lutte idéologique dans tous les partis de l'Internationale et du sommet à la base des organisations en faisant une évaluation exacte de son danger opportuniste. Bordiga, par ses interventions, n'a pas contribué à faciliter notre tâche. Il est évident qu'il sous-estime la force de la droite qui, dans tous les pays, est interne et externe aux partis et il ne faudra pas que l'Internationale se contente de signaler le danger, mais qu'elle mette véritablement le fer rouge dans la plaie.

Il serait intéressant, par exemple, de connaître quels ont été les avocats conseils de notre camarade Engler pendant son séjour à Moscou.

Je répète que nous combattrons toute tendance gauchiste, toute tentative de constitution de fraction extrême-gauchiste, mais qu'il existe une fraction internationale de droite que la diversion faite ici par quelques gauchistes impénitents ne doit pas nous faire sous-estimer.

Bordiga a découvert au sein de cet Exécutif un certain malaise. Je suis un peu de son avis et il faudra prendre l'habitude dans notre Internationale de jouer « carte sur table » ; certains éléments d'extrême-gauche murmurent de bouche à oreille que Radek, Talheimer et Brandler vont rentrer à nouveau sur la scène politique à des postes responsables et ils voient là une déviation de droite qu'ils attribuent à des militants responsables de l'Internationale. Nous sommes pour l'utilisation et la collaboration avec les camarades de toute tendane qui déclarent vouloir travailler loyalement sur la base des décisions de l'Internationale, et nous pensons que si le Parti allemand démontre qu'il a une direction solide et homogène, ces camarades devront être utilisés, ar il n'y a pas trop de militants capables dans l'Internationale. Nous avons confiance dans la direction actuelle du Parti allemand pour examiner cette éventualité en accord avec l'Internationale, et s'il s'agit vraiment d'une collaboration sincère pour le développement de notre parti frère.

Nous sommes pour l'utilisation de toutes les forces dans l'Internationale de tous ceux qui veulent travailler sincèrement et loyalement sur la base des congrès antérieurs et des résolutions prises ; nous nous méfions seulement de tous ceux qui proclament le triomphe de leur ancienne politique opportuniste et qui rejettent toutes leurs fautes actuelles sur la tendance gauche des partis et sur l'Internationale.

Il n'est pas niable que la gauche dans tous les partis a une histoire et

qu'elle a joué un rôle prépondérant dans la formation des plus grands partis. Il n'est pas niable non plus que les différentes tendances continuent à jouer dans les partis et que même parmi ceux qui s'affirment d'accord avec les décisions de l'Internationale, il existe certains courants qui interprètent de façon différente ces décisions.

En France, par exemple, il y a une droite, un centre qui vient de se former, et des éléments gauchistes ; les militants qui appliquent la ligne juste de l'Internationale, qui sont décidés à travailler sur la base des décisions prises à notre conférence des 1er et 2 décembre, forment donc automatiquement la gauche. Il est certain que les éléments centristes interprèteront à leur manière les décisions de cet Exécutif, notamment en ce qui concerne l'application du centralisme démocratique. Il faut souligner que Engler, qui a voté la résolution présentée devant la commission française à l'exception du passage condamnant les pratiques et la politique de la droite, pourra affirmer demain son accord avec l'Internationale tout en continuant avec ses amis la lutte contre la direction du parti. L'assimilation des différents éléments, la recherche d'une homogénéité dans la direction des partis, ne peut pas effacer ces différents courants qui continueront à interpréter à leur façon les décisions de l'Internationale tout en affirmant leur accord complet avec elle. La lutte contre l'extrême-gauche et les fautes gauchistes commises par des camarades de gauche ne diminue en rien le rôle joué et que doit jouer encore la gauche dans l'Internationale.

Nous nous élevons également avec force contre les procédés de certains qui classent par exemple Zinoviev derrière la tendance extrême-gauchiste, contre d'autres qui accusent Staline et Boukharine d'avoir des faveurs pour la droite. Ces procédés nous paraissent excessivement dangereux dans les circonstances actuelles, ils contribuent à créer une atmosphère empoisonnée autour des militants bolcheviks de la vieille garde qui ont le plus grand rôle à jouer dans l'U. R. S. S. et dans l'Internationale. Nous nous efforcerons d'empêcher tout morcellement de la vieille garde et nous avons confiance dans tous les militants du comité central russe, pour maintenir la discipline dans les rangs du parti. Nous ne partageons nullement le scepticisme de Bordiga et nous pensons qu'il se trompe quand il déclare que l'atmosphère n'est pas purifiée au sein de cet Exécutif en raison de ce que les discussions du 14e Congrès du Parti russe n'y ont pas été traitées.

Aucun parti ne pouvait aborder ici sainement une telle discussion, aucun ne possédait le matériel nécessaire pour être suffisamment éclairé, pour pouvoir discuter sérieusement et cela ne pouvait aboutir qu'à une querelle entre tendances mal définies et à un classement plus ou moins arbitraire de camarades derrière telle ou telle personnalité sans aucun profit pour le Parti russe et l'Internationale.

Nous pensons que la décision du P. C. de l'U. R. S. S. de ne pas transplanter mécaniquement la discussion russe dans les différentes sections de l'I. C. a été juste et sage. Que cette question doit être étudiée par les différentes sections de l'Internationale d'abord pour défendre la révolution russe contre tous ses ennemis, pour parfaire l'éducation théorique de tous les partis et que si la question doit être posée, elle pourra l'être au prochain congrès mondial, lorsque tous les partis et leurs militants seront en mesure d'aborder ce problème après l'avoir sérieusement étudié et mûrement réfléchi.

Il est exact qu'il y ait des inquiétudes dans la classe ouvrière, qui est abreuvée par le poison de la presse bourgeoise, et même au sein de nos partis communistes à propos des problèmes qui ont été examinéés par le 14e Congrès du P. C. de l'U. R. S. S.; mais nous déclarons qu'une résolution telle

que celle présentée par le camarade Hansen ne peut que contribuer à jeter le doute et le scepticisme et nous le repoussons énergiquement.

Nous sommes sûrs que la lutte contre la droite sera menée par l'Internationale tout entière, que les décisions qui ont été prises ici s'inspirent de celles élaborées par tous les congrès antérieurs et sont dans la ligne juste du léninisme et du marxisme. C'est dans cet état d'esprit et en appliquant ces décisions, que nous nous efforcerons de nous rapprocher toujours davantage des larges masses ouvrières et paysannes et de constituer pour la lutte finale contre le capitalisme de puissants partis communistes de masses.

C'est dans ce but que nous nous opposerons et que nous combattrons le danger de droite, autant nationalement qu'internationalement, ainsi que le danger d'extrême-gauche qui s'est manifesté ici à la fin de cet Exécutif et qui a tenté de se cristalliser. Contre ces deux dangers, l'Internationale et ses sections feront face et les vaincront l'un et l'autre, tout en développant la force et l'influence du communisme dans le monde.

Résolution sur la question française

I. — La situation économique

Changements survenus dans la structure du capitalisme français

La France contemporaine se distingue radicalement de la France d'avant-guerre. De grands changements sont survenus dans la structure du capitalisme français, changements qui ont une influence décisive sur le type même et sur les formes du mouvement ouvrier.

Depuis la guerre, la France a subi une industrialisation vertigineuse. Déjà la guerre elle-même, en créant des besoins énormes, a développé ce processus. Les commandes en masse de fournitures de guerre, la nécessité de compenser la perte des régions industrielles occupées en créant de nouvelles entreprises, les grosses commandes passées pour la reconstruction des régions dévastées et, enfin, l'acquisition par la France de nouvelles régions industrielles, comme l'Alsace-Lorraine, tout cela a concouru à modifier l'aspect économique de la France contemporaine.

Dans l'économie nationale de la France d'avant-guerre, l'agriculture, la petite et la moyenne industrie et le petit commerce occupaient une place très importante : tandis qu'aujourd'hui c'est le type de grand capitalisme qui représente le phénomène dominant dans l'économie nationale. Grâce à cette transformation, la petite et la moyenne bourgeoisies citadines, ainsi que la petite et la moyenne paysannerie, ont vu leur importance économique de plus en plus amoindrie. C'est l'union du charbon et de l'acier entre les mains du capital français qui a joué, dans ce processus, le rôle le plus décisif. Les entreprises moyennes de l'industrie de transformation ont cédé la place aux entreprises gigantesques produisant principalement les instruments de production. La vieille forme rudimentaire du capital bancaire, qui réduisait ses opérations au placement d'emprunts, est tombée en désuétude : il s'est produit une fusion du capital industriel avec le capital bancaire et des branches entières d'industrie sont soumises au capital financier. La place du modeste rentier a été prise, dans la vie économique, par des chefs d'entreprises financières d'un type tout nouveau; la place des capitalistes industriels et commerçants isolés, par des puissantes organisations monopolistes : les cartels, les trusts; la place des ouvriers qualifiés, disséminés dans la petite et moyenne industrie, par des dizaines de milliers de prolétaires demi-qualifiés et non-qualifiés concentrés dans la grande industrie. Actuellement, l'industrie française est à un niveau beaucoup plus élevé que celui d'avant-guerre, tant par l'ampleur de son appareil de production que par l'importance des entreprises et le perfectionnement technique du matériel.

Cette rapide industrialisation s'est accompagnée d'un déplacement profond dans le régime de la propriété en France. Deux facteurs ont eu une influence décisive dans ce processus de regroupement : 1° les surprofits de guerre; 2° l'inflation. Grâce à l'inflation, la petite bourgeoisie des villes et les paysans ont perdu les 5/6e de leur fortune mobilière, qui est passée aux mains des requins de la finance. Ces derniers ont placé ces capitaux en valeurs réelles et les ont utilisés pour développer et perfectionner l'appareil de production. C'est ainsi que les classes moyennes ont perdu environ 100 milliards de francs-or, ce qui représente environ

le 1/3 de la fortune nationale de la France. Environ 10 millions de personnes ont souffert de l'inflation, et parmi elles 4 à 5 millions sont sur la voie de la ruine et se prolétarisent de plus en plus.

De profonds changements se sont effectués également dans l'économie agricole de la France. Déjà avant la guerre, l'agriculture manquait de bras. Mais la guerre a rendu cette situation encore plus critique. Les campagnes françaises ont perdu plus d'un million de paysans tués et mutilés. Le développement de l'industrie continue à enlever de la main-d'œuvre à la campagne. La différence entre les prix des produits agricoles et ceux de l'industrie (problème des ciseaux) défavorable pour les paysans, influence également sur la diminution de la main-d'œuvre rurale. Si l'inflation a contribué à diminuer les dettes hypothécaires des paysans pauvres, elle a englouti en même temps la rente des couches plus aisées; il s'est produit dans les campagnes un nivellement des conditions avec un appauvrissement économique général. Par suite du manque de bras et de moyens, de nombreux paysans ne peuvent plus cultiver toute leur terre. Les campagnes se dépeuplent. La surface emblavée diminue. A ce moment intervient le gros capital qui s'empare des terres et pénètre dans l'agriculture sous forme de sociétés anonymes.

L'appauvrissement de la campagne française qui commence ne pourra qu'augmenter l'activité politique des paysans et susciter parmi eux un grand mécontentement. La paysannerie avait su profiter de la guerre pour s'enrichir, mais dans la période actuelle, elle ressent avec beaucoup d'acuité les conséquences de l'appauvrissement des masses laborieuses.

Regroupement des classes

Ces bouleversements économiques influent sur le regroupement des classes à l'intérieur du pays. La concentration de l'industrie, l'influence grandissante du capital financier, le déplacement des fortunes ont causé une plus grande différenciation des classes sociales que celle qui existait dans la France d'avant-guerre. La vieille France démocratique se développant paisiblement dans les cadres du régime parlementaire fait place à une nouvelle France avec des conflits de classes aigus, avec une rapide radicalisation des couches ruinées de la population, avec les tentatives des différentes classes de poser le problème du pouvoir et de le résoudre par des moyens extra-parlementaires.

A l'un des pôles politiques se trouve la *grande bourgeoisie :* industrielle, commerciale, terrienne, une par les grandes banques. Elle tient dans ses mains le gouvernail de la dictature économique, elle est fortement organisée en cartels et en trusts; elle a toujours la possibilité de faire exiger par ses banques le paiement de 20 milliards d'emprunts à court terme, et ainsi de créer à n'importe quel moment une crise parlementaire. Elle ne se contente plus des vieux partis politiques qui sont ses agents au Parlement; à leur place elle crée des organisations politico-économiques d'apparence apolitique, qu'elle affirme être au-dessus des partis, et à l'aide desquelles elle fait pression sur le gouvernement du Bloc des Gauches. Mais elle se trouve encore gênée par l'ancienne forme parlementaire, basée sur la domination des partis politiques qui sont le reflet des anciens rapports économiques du pays. Ces partis, qui prirent naissance dans la France d'avant-guerre, à l'époque où les intérêts de certains groupes ou de certaines régions de branches industrielles étaient dominants, ne correspondent plus aux intérêts actuels du capital concentré. De là proviennent les tentatives du gros capital de soumettre

définitivement le Parlement à ses intérêts ou bien de briser la résistance de la petite-bourgeoisie et de ses partis politiques et de résoudre le conflit social par des moyens extra-parlementaires.

Parallèlement à cela, la grande bourgeoisie française, poussée par la fièvre d'exportation, enrichie par l'inflation, enivrée par sa victoire sur l'Allemagne, tend à continuer son expansion impérialiste sur le continent européen et dans les colonies. Son rôle dans la politique internationale se modifie au fur et à mesure que change la situation économique du capitalisme français. Le capital financier qui a établi sa domination dans la France d'après-guerre prend un caractère de plus en plus agressif. Mais sa base économique est trop étroite pour qu'elle puisse exercer l'hégémonie en Europe, elle est en contradiction avec la politique extérieure de la France et constitue une menace de nouvelles aventures militaires pour les masses laborieuses. Les guerres du Maroc et de Syrie sont les premiers pas dans cette voie d'actions militaires plus sérieuses. Cette contradiction entre les prétentions de la bourgeoisie française et son véritable rôle international, s'est clairement révélée à la Conférence de Locarno, qui diminua la position politique de la France en Europe et la plaça à un rang secondaire parmi les puissances européennes.

A l'autre pôle se trouve *le prolétariat* qui peut jouer un rôle décisif dans les conflits sociaux prêts à éclater. Il a augmenté en nombre; les pertes en hommes subies pendant la guerre, la croissance insignifiante de la population française et en particulier l'industrialisation de la France ont provoqué un grand afflux d'ouvriers étrangers. Environ trois millions d'ouvriers polonais, italiens, espagnols, belges, etc., ont complété les rangs du prolétariat français. Plusieurs centres industriels forment un rassemblement bigarré à l'américaine d'ouvriers de toutes nations. Le prolétariat français, important par ses effectifs, concentré dans de puissants centres industriels et dont la plus grande masse est réduite à un niveau commun par la technique moderne de la grande industrie, représente une puissante force potentielle. Il dépend de notre Parti et de la C. G. T. U. que nous puissions organiser dans les prochains conflits sociaux de nouvelles couches de ce prolétariat qui aura à remplir sa mission historique.

Enfin, entre le prolétariat et la grande bourgeoisie, se trouvent les couches moyennes éternellement hésitantes, économiquement appauvries qui perdent peu à peu leur pouvoir politique. Aux dernières élections, ces couches, sous l'influence de l'appauvrissement causé par l'inflation et la politique belliqueuse du Bloc National, se sont orientées vers la gauche et, avec les ouvriers qui ont conservé leurs illusions petites-bourgeoises, ont favorisé la victoire du Bloc des Gauches. Depuis l'avènement de celui-ci au pouvoir, vingt mois se sont écoulés qui ont montré l'impuissance de la petite et moyenne bourgeoisie dans sa lutte contre le gros capital. Toute la politique du Bloc des Gauches ne fut qu'une suite de capitulations devant l'offensive de l'oligarchie financière. Et c'est précisément parce que la petite bourgeoisie et les paysans ne se décidaient pas à résoudre les problèmes compliqués de la crise financière et politique en sortant des cadres du régime capitaliste, à chercher l'union avec l'unique force capable de résister au gros capital, le prolétariat, que toute la politique du Bloc des Gauches ne pouvait être autre chose que la démonstration de son impuissance.

C'est justement dans le fait que le rôle économique très amoindri de la petite bourgeoisie ne correspond pas à son influence politique qu'il faut chercher la source de la crise parlementaire permanente. Les masses qui suivaient le Bloc des Gauches et qui ont été démoralisées

par son impuissance commencent à perdre confiance dans sa politique et à s'orienter plus à gauche. La tâche de notre Parti consiste à utiliser ce glissement des masses laborieuses vers la gauche afin d'établir une liaison avec elles pour les prochaines luttes de classes.

Il faut compter dans ce groupe des couches moyennes de plus en plus appauvries des groupes sociaux déclassés : petits rentiers en partie ruinés, intellectuels, anciens officiers, qui, dans certaines conditions peuvent fournir au gros capital des cadres pour les formations fascistes. Le processus de différenciation que subit actuellement la petite bourgeoisie peut compléter ces couches par de nouveaux groupes. C'est pourquoi notre Parti doit suivre avec une attention toute particulière le regroupement qui s'effectue au sein de ces couches afin de prendre à temps les mesures nécessaires et de ne pas être pris au dépourvu par leurs attaques.

Regroupement des partis politiques

Parallèlement au regroupement des classes, il se produit un regroupement des partis politiques. La lutte entre le Bloc National et le Bloc des Gauches a déjà montré que la question de la création de groupes politiques plus vastes que les anciens partis était à l'ordre du jour en France. A la concentration du capital correspond celle des forces politiques et l'approfondissement des contradictions sociales. La base sociale de nombreux partis se modifie.

Ce processus s'effectue très nettement sans la social-démocratie, qui maintenant devient objectivement le parti de la petite bourgeoisie, malgré la présence d'ouvriers dans ses rangs. Le rôle que joue la social-démocratie dans le Bloc des Gauches témoigne d'une façon très claire de l'évolution qu'elle a subie ces dernières années. De plus en plus, entre elle et le Parti communiste, se développera une lutte décisive pour l'influence sur les grandes masses appauvries de la petite bourgeoisie et des paysans. Notre tâche consistera à convaincre ces masses de la nécessité des méthodes de violence révolutionnaire qu'entend poursuivre le prolétariat, et à montrer à la lumière des expériences concrètes que seul le Parti communiste mène réellement la lutte pour les intérêts des larges masses laborieuses et à entraîner ces masses derrière l'avant-garde de la classe ouvrière.

La crise financière

La crise financière actuelle de la France prouve que le capitalisme français va infailliblement vers des complications révolutionnaires importantes. Cette crise pose en ce moment les questions principales suivantes :

1° La question budgétaire. Sur quelles classes doit porter le poids des impôts nécessaires pour boucler le budget ? C'est en vain que le quatrième gouvernement petit-bourgeois se casse la tête avec cette question;

2° La question de la faillite de la trésorerie de l'Etat. Afin d'éviter cette faillite, il est nécessaire au moment du remboursement des emprunts à court terme (60 milliards de francs environ) qu'intervienne l'accord des porteurs d'obligations pour en prolonger l'échéance, et cela pose dans toute son acuité la « crise de confiance » à l'égard de la capacité de paiement de l'Etat, qui peut devenir une grande crise révolutionnaire;

3° La question du change. Bien que le bilan commercial soit actif, le franc baisse constamment, car les besoins de l'Etat en argent se couvrent toujours par de nouvelles émissions de papier-monnaie;

4° La question des dettes interalliées. On ne peut stabiliser la devise nationale qu'à l'aide de crédits étrangers. Mais la bourgeoisie française ne peut obtenir des emprunts de l'étranger qu'à condition de consolider sa dette extérieure qui atteint environ 40 milliards de francs-or. Si le règlement de cette dette s'effectue comme l'exigent les Américains, cela représenterait un tribut annuel d'environ 2 milliards de francs-or, à payer pendant près d'un siècle. D'où des difficultés pour arriver à un budget équilibré et en même temps l'inféodation au capital anglo-américain des branches essentielles de l'économie nationale. L'Amérique veut arriver par ce règlement à une colonisation économique de la France qui en diminuerait beaucoup l'indépendance politique. La pénétration du capital américain en France et dans les colonies françaises prépare une sorte de régime Dawes pour la France, condition essentielle de la stabilisation des finances d'Etat et du franc.

Tout cela crée une situation extrêmement instable pour les classes dirigeantes de France. Mais si la bourgeoisie française arrive à surmonter certaines difficultés financières, même si elle parvient à stabiliser le franc, cela n'empêchera pas une crise industrielle grave de faire suite à l'actuelle crise du change. La prospérité apparente de l'industrie française est aujourd'hui motivée en majeure partie par l'inflation et elle n'est qu'artificielle. Le pays a été privé des capitaux amassés avant la guerre et investis à l'étranger pour une somme de 38 milliards de francs-or. Le bilan commercial actif qui provient de l'inflation est équivalent en fait, à un appauvrissement constant du pays, car la vente des produits français s'effectue à un prix inférieur au coût de *leur reproduction* (perte de substance). Nous constatons dès à présent une tendance à niveler les prix de détail du marché intérieur français, avec ceux du marché mondial, et cela rend l'inflation inutile à la bourgeoisie. Dans ce cas, l'industrie française sera placée devant le problème du manque de capitaux de roulement, d'une augmentation vertigineuse du prix de revient des produits, de l'incapacité de faire de la concurrence sur le marché mondial, d'une crise de débouchés et de chômage. Afin de sortir de cette situation, la bourgeoisie française entreprendra une offensive contre la classe ouvrière pour retrouver sa capacité de concurrence sur le marché mondial aux dépens du prolétariat.

Une autre cause d'aggravation des conditions de vie de la classe ouvrière et de la situation révolutionnaire seront les tentatives de la bourgeoisie française en vue d'équilibrer son budget. Elle ne pourra y arriver qu'à l'aide d'impôts indirects, c'est-à-dire au détriment des masses laborieuses. Tout ceci montre que la France va vers une profonde crise révolutionnaire dans laquelle il peut se produire des accalmies provisoires, mais le sens général de l'évolution va vers une solution de la crise par des moyens extra-parlementaires et extra-légaux.

Le rôle du prolétariat et du Parti

Les changements survenus dans la structure de l'économie nationale et dans les positions politiques dans la France contemporaine posent d'une façon aiguë la question du rôle du prolétariat dans les événements prochains. Le prolétariat ne peut rester spectateur passif au cours de la lutte qui se déroule maintenant entre le gros capital et la petite bourgeoisie expropriée par ce dernier. Déjà dans la lutte contre la guerre du Maroc et de Syrie, le prolétariat a montré qu'il est la seule classe qui oppose de façon conséquente une résistance à la politique impérialiste de la bourgeoisie française et qui prend l'initiative du mouvement.

La première tâche essentielle qui se pose devant notre Parti consiste à développer dans toute son ampleur devant les larges masses la question de l'hégémonie du prolétariat dans la lutte contre le gros capital. Seul le prolétariat conscient de sa mission historique organisé dans des syndicats puissants, et dans un Parti communiste de masses pourra avoir une influence décisive sur l'issue des conflits de classe. C'est pourquoi la seconde tâche essentielle de notre Parti consiste non seulement à élargir son influence par l'agitation au sein des larges couches prolétariennes, mais à l'enraciner par l'organisation au moyen d'organisations de masses.

Notre Parti doit avoir pleine conscience que sans la conquête des syndicats et l'entrée dans leurs rangs de l'immense majorité de la classe ouvrière, il ne pourra diriger avec succès le prolétariat dans ses luttes de classes. Il faut avouer clairement que jusqu'à maintenant le Parti communiste français n'a encore influencé que l'avant-garde du mouvement ouvrier. De son côté, le Parti socialiste s'est traîné à la remorque de la petite bourgeoisie et des couches ouvrières politiquement arriérées. Partant de cette situation, la droite du Parti français a construit toute une théorie d'après laquelle la lutte entre la grande et la petite bourgeoisies autour de l'inflation, des impôts et des dettes interalliées, n'intéresse en rien le prolétariat. Par cette réduction du rôle du prolétariat, les éléments de la droite cherchent à ramener le mouvement ouvrier actuel vers sa passivité socialiste d'autrefois.

A ces théories réformistes, le Parti léniniste doit opposer avec la plus grande clarté, et c'est sa troisième tâche essentielle, la question de l'établissement d'une liaison intime entre le prolétariat d'une part, les couches moyennes paupérisées et la paysannerie de l'autre.

Nous sommes actuellement en France, devant cette alternative : ou le prolétariat réussira à conquérir la majorité de la petite bourgeoisie et des paysans et à résoudre par des voies révolutionaires la crise actuelle sur le dos du gros capital, ou la petite bourgeoisie, comme en Italie, suivra la grande bourgeoisie et celle-ci établira un régime réactionnaire basé sur une exploitation renforcée du prolétariat et de la petite bourgeoisie, qui fera peser sur leurs épaules tout le fardeau de la crise.

Conduire les larges masses prolétariennes sur la voie de la lutte révolutionnaire, entraîner derrière lui les couches petites-bourgeoises et paysannes, les placer sous la direction politique du prolétariat, se mettre à la tête d'un large mouvement révolutionnaire contre le capital, telle est la tâche principale de notre Parti.

II. — La situation intérieure du Parti et ses tâches

Le malaise que nous observons dans le Parti français sort des cadres des crises typiques qui se sont produites au cours des dernières années dans les diverses sections de l'I. C. Nous nous trouvons en présence d'une maladie tout à fait particulière d'un parti ayant fait sans doute au cours de trois années un pas énorme sur la voie de la bolchévisation, mais d'un parti *qui n'a pas encore subi l'épreuve de la guerre civile.*

Les faiblesses idéologiques du parti

Il y a trois ans, le Parti a traversé une crise des plus violentes qui l'a purifié des éléments les plus opportunistes représentés par Frossard. An cours de ces trois années, le Parti est devenu réellement, par sa composition sociale, un parti ouvrier. Il a groupé l'avant-garde du mouvement ouvrier, il a porté des coups décisifs au conservatisme anarcho-syndicaliste dans les syndicats et il s'est assimilé les principes fondamentaux du léninisme.

Mais comme le Parti français est, dans son écrasante majorité, composé d'une jeune génération venue au communisme après la guerre et entrée au Parti sans culture marxiste sérieuse, comme cette jeune génération n'a pas encore, au cours d'un combat de classes, pu acquérir l'expérience nécessaire dans l'application de la tactique léniniste, la base idéologique du Parti reste encore très peu stable. C'est à tâtons que le Parti cherche à élaborer sa ligne tactique, il agit au jour le jour sous le coup des événements quotidiens et il lui manque souvent de larges perspectives. Les changements compliqués qui se manifestent au sein de la classe ouvrière n'ont pas été l'objectif d'un examen suffisamment sérieux et profond de la part du Parti.

Le manque d'expérience des luttes révolutionnaires récentes

A cette faiblesse idéologique, s'ajoute le manque d'éducation politique des cadres du Parti, l'absence de fermeté acquise au cours des dures batailles. La bolchévisation du Parti communiste allemand s'est effectuée au cours des combats sanglants de son prolétariat, combats qui furent autant de grandes leçons révolutionnaires et qui laissèrent sur les travailleurs allemands une ineffaçable empreinte. Les communistes italiens sont trempés et aguerris dans la lutte contre le fascisme. Il en a été tout autrement pour le Parti communiste français. Ce dernier n'a connu ni la guerre civile, ni ses défaites. Il a vécu sous le régime de la légalité; son expérience politique est extrêmement limitée et ses mouvements de masses se sont traduits par des grèves et des manifestations de rues qui aboutissaient tout au plus à des heurts avec la police. Voilà pourquoi, en France, la bolchévisation du Parti communiste n'a pas pénétré aussi profondément que dans les partis ayant dirigé de grandes luttes de masses.

La sous-estimation de la droite

Aussi le danger de la droite n'est-il pas, en France, aussi vivement ressenti que dans les pays qui ont traversé l'ère de la guerre civile. En France, les ouvriers n'ont pas encore eu l'occasion de juger la conduite d'un Souvarine au moment de luttes armées comme leurs frères allemands dans l'action de mars pour Paul Lévy. Les communistes n'ont encore qu'une conception abstraite de la trahison réelle de Souvarine. C'est de là que vient la menace d'une sous-estimation du danger de la droite au sein du Parti. Et cependant, ce danger de droite frappe déjà avec force à la porte du Parti. Il vient moins du groupe intellectuel et petit-bourgeois de Souvarine *que de certains syndicalistes liés à la droite qui n'ont pas encore abandonné leurs conceptions surannées de l'autonomie du mouvement syndical.* A ce dernier groupe, l'organe de Rosmer et de Monatte offre actuellement une idéologie toute faite. L'Exécutif élargi approuve la lutte idéologique énergique entreprise par le Parti contre la droite après sa Conférence des 1er et 2 décembre.

Les fautes ultra-gauche

Le manque d'expérience du Parti dans la lutte de classes a retardé son développement en l'empêchant d'avoir une pleine compréhension de ses erreurs ultra-gauchistes. Dans le Parti communiste français, il n'y eut jamais de groupements ultra-gauches nettement caractérisés. Le Parti français n'a pas été obligé de briser un tel mouvement au prix

d'une lutte acharnée comme l'ont fait par exemple les partis italien, allemand et polonais. Il n'a connu ces luttes que par oui-dire, mais il n'en n'a pas fait lui-même l'expérience.

La tendance de Treint de transformer la guerre coloniale en guerre civile quand elle était examinée par lui sous l'angle d'une perspective relativement proche, était dans des circonstances déterminées, une faute politique grave.

Une perspective comme celle établie en mai 1925 et selon laquelle des combats décisifs entre le prolétariat et la bourgeoisie devaient avoir lieu, a causé relativement peu de mal au Parti en raison de ce qu'elle ne correspondait pas à la situation, mais elle a eu pour conséquence d'isoler le Parti de certaines couches ouvrières et petites-bourgeoises. Ces erreurs ultra-gauches n'ayant pas eu des conséquences pratiques plus graves pour la masse du Parti, celle-ci n'a pas pu les estimer à leur juste valeur.

La conception étroite du problème de la bolchévisation

Or, la véritable bolchévisation du Parti ne saurait être réalisée sans un examen concret de son expérience passée. Les camarades français croyaient qu'il suffisait de réorganiser leur Parti sur la base des cellules d'usines pour qu'il devienne sans coup férir un vrai parti bolchévik. Certes, le renforcement du caractère prolétarien du Parti est une des conditions préalables de sa bolchévisation, mais ce n'est qu'une part de sa tâche et on ne saurait la réduire à une simple question d'organisation. En restreignant ainsi tout le problème de la bolchévisation, le Parti traite ce problème d'une façon mécanique et réduit des tâches compliquées à une série de circulaires, ordonnances, etc. Au lieu d'obtenir graduellement au sein des organisations du Parti, une synthèse organique des deux générations, c'est-à-dire des vieux cadres et des jeunes, le Parti a écarté mécaniquement ses vieux cadres par des mesures d'organisation purement formelles. Le trait le plus caractéristique de la physionomie du Parti français est le renouvellement complet de ses cadres au cours des dernières années. Ce serait une grande erreur de nier l'importance de cet afflux considérable de forces nouvelles. Mais ce renouvellement ne pouvait moins faire que d'amener une réduction dans les effectifs du Parti et de rejeter les « vieux » dans une opposition à l'égard des « jeunes ». D'où un certain malaise des organisations du Parti, malaise qui exige des mesures immédiates.

Les relations entre le Parti et les syndicats

Une bonne relation entre le Parti et les syndicats, une connaissance exacte du rôle des syndicats sont les conditions fondamentales de la liaison du Parti avec les grandes masses, par laquelle le Parti peut assumer son rôle directeur du mouvement ouvrier.

Au moment où la tâche fondamentale du mouvement syndical est de se transformer de syndicalisme de minorité en syndicalisme de masses correspondant au développement industriel d'après-guerre, il est évident que le rôle dirigeant du Parti doit être exprimé avec force. C'est pourquoi les relations entre le Parti et les syndicats revêtent une importance décisive pour le mouvement ouvrier français.

Les fautes ultra-gauches, les mots d'ordre ne correspondant pas à la situation montrent que le Parti avait une fausse conception de son rôle dirigeant et de ses rapports avec les masses. Cette fausse conception avait comme conséquence directe une sous-estimation du rôle des syndicats; elle a contribué au premier chef à créer de mauvais rapports entre le Parti et les syndicats.

Cette situation s'est encore compliquée par le fait que, pendant que le Parti passait par une période accélérée de renouvellement et de réorganisation, *les syndicats dans leur organisation étaient basés sur les anciens cadres*. Le processus de renouvellement des cadres ne pouvait pas suivre la marche du Parti. De leur côté, les jeunes cadres du Parti, placés dans une situation nouvelle, n'avaient pas eu le temps d'acquérir l'expérience suffisante pour travailler efficacement au sein des syndicats et conquérir la confiance des masses organisées. Entre le Parti et les syndicats il se produisit un manque d'équilibre qui ne pouvait être supprimé par la simple entrée de quelques membres du Bureau confédéral dans le Parti. Parmi les *vieux cadres syndicaux*, certains n'ont pas encore abandonné complètement leurs préjugés qui apparaissent dans la question de *l'indépendance* du mouvement syndical vis-à-vis du Parti. Il fallait une grande patience, un travail persévérant et intense pour éduquer les militants syndicaux, renouveler progressivement les cadres inassimilables et créer une bonne collaboration.

Une des fautes de la direction de la camarade Suzanne Girault consistait justement dans le fait qu'elle mécanisait trop les relations entre le Parti et les syndicats, ne prenant pas en considération les particularités du mouvement syndical français.

Les militants du Parti et de la C. G. T. U. doivent se rendre clairement compte que c'est seulement dans une collaboration basée sur une politique juste et sur la confiance mutuelle que se trouve la garantie du développement normal du mouvement syndical et du Parti. Les camarades travaillant dans les syndicats doivent comprendre qu'au sein des syndicats ils restent les militants du Parti dont ils exécutent les directives générales. Avec une force particulière, ils doivent mettre en avant dans la période actuelle, l'idée de la tactique du front unique, car c'est seulement sur cette voie qu'ils sauront élargir leurs bases, jusqu'à maintenant par trop limitées. D'autre part, notre Parti doit soumettre à une critique sérieuse les méthodes par trop administratives à l'égard des syndicats qui caractérisaient la politique de l'ancienne direction du Parti jusqu'à la Conférence du 2 décembre.

Sans vaincre les résistances intérieures à l'application juste de la tactique du front unique, ni parti, ni syndicats ne seront capables de conquérir les larges masses.

Par le syndicat vers les masses

Les syndicats rouges constituent actuellement la base principale d'un parti communiste de masse en France. Dans tous les pays la question des relations entre le parti et les syndicats est l'indice de la maturité politique du parti et de sa capacité de conquérir les masses, *toute difficulté dans les rapports du parti avec les syndicats se répercute immédiatement dans l'influence du parti sur les masses et inversement.* Aussi le manque de rapports normaux entre le Parti et les syndicats est-il la preuve qu'il existe une crise dans les rapports du Parti et de la C.G.T.U. avec les masses. Lorsque les effectifs de notre Parti n'augmentent pas, et que certaines organisations syndicales perdent des adhérents, au moment d'une crise financière des plus dures, au moment de l'inflation et de l'appauvrissement des couches moyennes, au moment de la désagrégation des vieux partis et du regroupement des classes, au moment de la décomposition du parlementarisme, au cours de deux guerres colo-

niales et du mécontentement grandissant des masses, de tels faits aussi inquiétants doivent alarmer tout le Parti et la C. G. T. U., leur faire comprendre qu'il y a quelque chose à corriger dans leurs relations avec les masses. En France, le travail dans les masses visait surtout à l'agitation, mais le travail d'organisation restait bien loin en arrière de l'influence acquise par cette agitation.

Les traditions sectaires du mouvement ouvrier

Nulle part, le nombre d'ouvriers organisés dans le Parti et les syndicats n'est aussi bas qu'en France par rapport au nombre des ouvriers non organisés. Le mouvement ouvrier français est entré dans la nouvelle période d'après-guerre, divisé en plusieurs tendances et chapelles de caractère sectaire. Cet état du mouvement ouvrier reflétait la situation économique de la France, pays des petits rentiers, d'épargnants, de petite et moyenne bourgeoisies. L'individualisme fameux de l'ouvrier français était le résultat de l'état arriéré de l'industrie française de la petite bourgeoisie. Ce n'est que dans ce pays de mouvement ouvrier morcelé et à peine organisé que pouvait naître la « théorie des minorités agissantes », qui fournissait un justification idéologique à la pratique sectaire des vieilles écoles et tendances isolées des masses. Dans la période d'avant-guerre, s'est opérée au cours de longues années la formation de ces sectes qui se contentaient des groupes étroits de leurs adeptes et qui se sont atrophiées dans leurs petits intérêts de chapelles. Le développement économique de la France d'après-guerre, la formation de nouvelles couches du prolétariat, tout cela secoua jusqu'à la base le mouvement ouvrier et ses anciens groupements. Mais le Parti lui-même et la C. G. T. U. ne se sont pas encore complètement défaits dans la pratique des vestiges de l'esprit conservateur de l'ancienne période. Les méthodes du travail de la C. G. T. et le type d'organisation des syndicats reposant sur le principe territorial et non sur la base des entreprises ont été peu modifiées dans la période d'après-guerre. Les rapports quelque peu mécanisés du Parti avec les syndicats de même que ceux de l'appareil du Parti avec la périphérie, l'éloignement du centre du Parti des organisations de base, tout cela correspondait dans une certaine mesure à l'esprit sectaire. Le Parti et la C. G. T. U. se reposaient sur les conquêtes faites dans la période d'agitation et d'effervescence d'après-guerre. Vu l'état d'organisation de la classe ouvrière d'avant-guerre, c'était incontestablement un succès. Mais si l'on considère que la France d'après-guerre est devenue un pays de prolétariat concentré dans de grandes entreprises, l'importance de ce succès est bien relatif. Dans la France d'après-guerre, l'histoire a mis notre P. C. et la C. G. T. U. dans une situation exceptionnellement favorable.

La tache principale : gagner les masses inorganisées

Le Parti communiste français et l'organisation syndicale pourront et devront prendre un grand développement si nous réussissons à lutter non seulement pour les ouvriers déjà groupés dans d'autres organisations, mas encore à trouver les moyens de gagner les larges masses non encore organisées du prolétariat. C'est pourquoi en France — et c'est ce qui distingue ce pays des autres pays où le prolétariat est organisé — la tactique du front unique doit être envisagée comme l'action commune non seulement avec les ouvriers faisant partie des syndicats réformistes et du Parti socialiste, mais aussi avec les ouvriers non encore organisés, les paysans et les couches moyennes paupérisées. C'est pourquoi la tactique du front unique doit non seulement viser à démasquer la trahison des chefs, mais aussi à prouver aux masses non organisées notre volonté de lutte pour la réalisation des revendications immédiates. En France, plus que partout ailleurs, il nous faut, lorsque nous mobilisons les masses par l'agitation révolutionnaire, toujours faire ressortir l'importance de l'organisation dans la tactique du front unique. Le Parti français a déjà acquis une certaine expérience dans ce domaine. Les congrès ouvriers et paysans ont été le point de départ pour l'extension et l'approfondissement de ce travail. Le Parti doit s'efforcer de rechercher de nouveaux points d'appui qui permettront de pénétrer plus profondément dans les masses et de les organiser. Il doit étudier sérieusement et rejeter toute déviation dans l'application de la tactique du front unique, qui, au lieu de nous rapprocher nous éloignerait des masses, ou nous conduirait à une liquidation politique du Parti. Il doit dégager sa ligne tactique de toutes les déviations créées par sa nervosité politique.

Au cours de l'année précédente, le Parti n'a pas toujours justement appliqué la tactique du front unique. La présentation de tous les mots d'ordre du Parti : fraternisation, etc., comme condition indispensable de la réalisation du front unique avec les ouvriers réformistes, était une erreurs qui entravait la réalisation du front unique; cette erreur a déjà été rectifiée par la Conférence du 2 décembre. Comme règle, le Parti doit lancer les mots d'ordre de front unique, susceptibles d'être compris par les couches les plus larges des masses travailleuses.

Les erreurs tactiques du Parti

Quelque imposante que fût la démonstration qui eut lieu à Paris lors du transfert des cendres de Jaurès au Panthéon, le Parti ne devait pas surestimer son importance, et en conclure que l'ouvrier de Paris était prêt à l'insurrection. Cela ne pouvait que détourner l'attention du Parti du travail d'organisation et le livrer à une tactique subjective qui menaçait de rompre le contact entre le Parti et la classe ouvrière. D'autres erreurs non moins graves furent, dans les premiers mois de 1925, la surestimation du danger fasciste, où la situation objective ne posait pas un conflit aigu entre les classes. Il était impossible de maintenir le Parti dans un état de tension prolongé, alors qu'il n'existait pas de situation immédiatement révolutionnaire. Le Parti aurait dû canaliser cet état d'esprit pour renforcer son organisation. Ce fut encore une erreur du même genre que de lancer le mot d'ordre du tribunal révolutionnaire sans qu'il n'y eût de situation révolutionnaire immédiate. De telles appréciations de la situation ne pouvaient mettre en mouvement les masses. La belle et courageuse campagne du Parti et de la C. G. T. U. contre les guerres du Maroc et de Syrie, la grève historique de 24 heures, ont ressuscité les meilleures traditions révolutionnaires de la classe ouvrière française. Mais elle n'exclut nullement une critique saine de l'organisation et de la préparation de cette grève. Le Parti aurait dû non seulement rejeter et dénoncer de la façon la plus décisive le défaitisme contre-révolutionnaire de la droite vis-à-vis de la grève, mais faire aussi de la leçon de cette grève, l'objet d'une étude des plus sérieuses de la part de la masse du Parti et des organisations syndicales. Dans la situation actuelle de la France, le Parti ne saurait se contenter d'un million de grévistes dans une grève de démonstration alors que le prolétariat français compte 10 millions de travailleurs. Là encore, le Parti et la C. G. T. U. doivent rompre avec la vieille tradition qui les a habitués à considérer comme un phénomène normal une grève générale qui ne met en mouvement qu'une faible minorité de la classe ouvrière. Le Parti peut et doit

maintenant en France entraîner les plus larges masses de la classe ouvrière. Il faut qu'il le comprenne et s'en pénètre pour en prendre de plus en plus conscience. L'analyse de la dernière grève doit nous servir à faire sentir à la masse du Parti et des organisations syndicales, nos faiblesses. Nous devons leur faire comprendre qu'ils doivent être non seulement des agitateurs, mais avant tout des organisateurs de la classe ouvrière.

Le Parti a commis une erreur du même genre dans sa façon de mener ses diverses campagnes. Elles n'ont pas le caractère d'une action cohérente et systématique du Parti, concentrant pour une période déterminée l'attention de la classe laborieuse sur des revendications déterminées. Très souvent, le Parti éparpillait ses campagnes, les accumulant sans aucun plan pour les abandonner ensuite sans avoir obtenu de résultats positifs.

Le Comité Exécutif élargi constate avec pleine satisfaction que pendant la dernière période le Parti a obtenu des succès importants dans le travail colonial et paysan, parmi les femmes et dans l'agitation contre les guerres coloniales.

La critique des fautes du Parti faite largement par l'Exécutif n'a pas comme but de diminuer l'importance de ses succès, mais au contraire à l'aider à tirer les enseignements des fautes du passé et à marcher résolument de l'avant.

La Conférence du 2 décembre organisée de la propre initiative du Parti donne un bel exemple d'auto-critique et de correction de ses fautes. Elle est un pas considérable dans le redressement de la tactique du front unique.

L'Exécutif élargi approuve entièrement les décisions de la Conférence et se solidarise avec la ligne politique qui y fut tracée. Il déclare que toute tentative de retourner à la tactique et à la politique d'avant le 2 décembre serait énergiquement condamnée par lui. Il invite la direction du Parti à poursuivre l'application des décisions de cette Conférence à tous les échelons du Parti et faire disparaître complètement les vestiges des anciennes méthodes de travail du Parti.

1° Pour déterminer sa ligne politique, le Parti doit se baser sur l'aggravation et l'approfondissement de la crise actuelle financière et politique. Sans préjuger de l'heure de la révolution, le Parti doit se poser comme tâche d'élargir, dans les circonstances actuelles si favorables, son influence politique sur les masses, de consolider par des mesures d'organisation chacun de ses succès. Seule une telle politique permettra au Parti de se maintenir sur les positions conquises, même en cas de reflux révolutionnaire;

2° Dans la période à venir, le Parti doit poser avec force particulièrement le mot d'ordre du gouvernement ouvrier et paysan afin d'en faire non seulement un instrument de propagande, mais aussi un moyen de mobilisation révolutionnaire des masses. Le gouvernement ouvrier et paysan doit être opposé à toute forme de gouvernement de coalition, socialiste ou autres qui ne porte pas atteinte aux bases de la propriété privée et qui reste sur le terrain des rapports capitalistes. Le mot d'ordre du gouvernement ouvrier et paysan, pour devenir un moyen de mobiliser les masses, ne doit pas être propagé comme un mot d'ordre abstrait, le Parti doit lier son agitation pour ce mot d'ordre avec un programme de mesures révolutionnaires dépassant les cadres de la société capitaliste mais liées à la situation objective; il doit souligner sans répit que seules des mesures de ce genre, réalisées par un gouvernement ouvrier et paysan, peuvent arracher les masses laborieuses de l'impasse où la

bourgeoisie française les a engagées avec l'aide des socialistes et des réformistes syndicaux;

3° Le Parti, tenant compte de l'*état transitoire* de la crise politique actuelle, ne doit pas renoncer aux *revendications partielles* qui, dépassant les cadres du régime capitaliste, *peuvent devenir le point de départ d'un large mouvement de masse*, parce qu'elles apparaissent aux masses comme susceptibles de réalisation immédiate, comme par exemple les mots d'ordre suivants: *a*) extinction de la dette intérieure de l'Etat aux frais des banques et du gros capital; *b*) transfert du poids de tous les impôts sur les riches; *c*) mesures impitoyables contre la fuite des gros capitaux à l'étranger, etc. La plupart de ces mots d'ordre ne peuvent être contenus dans le programme des mesures révolutionnaires du gouvernement ouvrier et paysan. Ils lui enlèveraient son vrai contenu révolutionnaire. Bien qu'ils ne puissent être réalisés par aucun gouverne-bourgeois, ils apparaissent aux masses comme immédiatement réalisables et par conséquent sont capables de les mobiliser, de les entraîner et de leur faire comprendre la nécessité du gouvernement ouvrier et paysan et des mesures révolutionnaires plus radicales qui sont à son programme. En lançant de tels mots d'ordre, le P. C. ne doit donc jamais se lasser de démontrer aux masses qu'aucun gouvernement capitaliste, même s'il est formé de social-démocrates, n'est capable de les réaliser;

4° *Le Parti doit en même temps lutter pour des revendications partielles réalisables dans le régime capitaliste*, égalité des droits civiques et politiques pour les ouvriers français et étrangers; défense du travail des femmes et des enfants; assurance ouvrière par l'Etat, etc.;

5° En même temps qu'il doit défendre activement les intérêts des masses paysannes et des couches laborieuses appauvries par l'inflation, le Parti doit concentrer son attention à la défense des revendications de la classe ouvrière. Avant tout, défense de la journée de huit heures et du salaire réel et défense des intérêts des ouvriers étrangers;

6° L'offensive de la réaction pose aussi la question de la lutte active contre les ligues et associations fascistes qui, de plus en plus, constituent une menace réelle pour toutes les conquêtes sociales de la classe ouvrière. Le Parti et la C. G. T. U. doivent mener une campagne pour la dissolution de ces ligues en s'efforçant d'y faire participer la C. G. T. réformiste ainsi que les ouvriers socialistes. En plus, on doit mener une campagne énergique pour l'éclaircissement idéologique du Parti et des larges masses sur la question des méthodes et des formes de luttes prolétariennes en prévision d'un développement révolutionnaire;

7° L'offensive du capital sur le terrain économique aussi bien que sur le terrain politique, exige de la part de la C. G. T. U. qu'elle pose avec netteté et fermeté particulières la question de l'unité syndicale;

8° Les guerres du Maroc et de Syrie doivent être l'occasion pour le Parti de continuer son travail contre la guerre en intensifiant son travail antimilitariste. Il doit également profiter de l'ébranlement de l'impérialisme français pour développer largement son travail dans les colonies françaises, en particulier dans celles du bassin méditerranéen. La nécessité d'intensifier et perfectionner le travail colonial du Parti, en France et dans les colonies, implique la direction effective de la commission coloniale par le Bureau Politique et le contrôle de son activité par le Comité central;

9° Dans la période actuelle où la situation économique pousse les paysans à une plus grande activité politique, le Parti doit vouer une attention et un effort spéciaux au travail parmi les masses rurales.

Un semblable effort de propagande et d'organisation doit être poursuivi parmi les ouvriers étrangers et les femmes prolétariennes, autant parmi celles qui sont directement engagées dans le processus de la production capitaliste que parmi les ménagères, particulièrement accessibles à notre action sur les questions de la vie chère, des impôts, etc. Le travail du Parti dans les coopératives et les organisations sportives doit aussi être intensifié;

10° Le Parti doit établir les revendications des petits sinistrés des régions dévastées par la guerre et lutter pour leur aboutissement, créer une organisation appropriée.

A L'INTÉRIEUR DU PARTI

Sur ce terrain, le Parti doit en premier lieu liquider les restes de la vieille lutte de groupements au sein de la direction en concentrant toute son attention sur le danger de la droite. Seul le changement de cours à l'intérieur du Parti peut assurer le développement normal du Parti. Le caractère du malaise actuel prouve que le Parti a dépassé la phase fractionnelle et sectaire de la direction par un seul groupe. Au moment d'une crise aussi sérieuse dans le pays, qui lui impose des tâches formidables, le Parti ne doit pas rester plus longtemps dirigé par une fraction. Toute tentative pour remettre la direction du Parti entre les mains d'un seul groupe se heurterait inévitablement à une réaction active de la part du Parti. La tâche du groupe dirigeant du P. C. F. exige un élargissement de la base de la direction du Parti. Le groupe dirigeant doit devenir réellement un centre qui réunit toutes les forces actives des syndicats et des autres organisations; il doit également grouper autour de lui, sur la plate-forme tracée par le C. E. de l'I. C., toutes les forces du Parti contre les éléments de la droite qui désorganisent le Parti au moment de sa préparation à des combats imminents.

a) Réalisation de la démocratie à l'intérieur du Parti; redressement du centralisme exagéré de l'appareil du Parti; plus d'initiative aux organisations de base; liaison plus intime du centre avec elles; désignation d'un des secrétaires du C. C. pour le travail de liaison avec les organisations de province;

b) Discussion politique sérieuse avant le congrès, si au cours des mois prochains les événements permettent de larges débats et n'exigent pas du Parti la plus large concentration de ses forces en vue d'action politique de grande envergure;

c) Contrôle plus effectif de la part du C. C. du Parti — comme organe de véritable direction du Parti — sur le travail du Bureau Politique;

d) Etablissement de relations normales à tous les échelons du Parti avec les militants des organisations syndicales sur la base de la collaboration la plus étroite et les directives fondamentales fixées par le Parti;

e) Une direction politique plus systématique du Parti sur le travail des Jeunesses et une attention particulière aux besoins spéciaux de l'organisation des jeunes;

f) Direction effective du groupe parlementaire et une plus grande attention de la part du C. C. sur le travail politique des députés;

g) Plus d'activité aux organisations de base du Parti;

h) Attacher une grande importance à l'organisation et à la direction de l'ensemble de la presse du Parti, et en premier lieu doter, si possible, les grandes régions industrielles d'organes régionaux répondant aux nécessités de la lutte pour la conquête des masses.

Rapport du camarade HUMBERT-DROZ

Secrétaire de la Commission française de l'Exécutif élargi

La résolution sur la question française, dont le projet vous a été distribué, est très longue et soulève bien des problèmes. Je me bornerai donc à vous communiquer quelques importantes impressions de la commission. Les thèses politiques affirment que le danger principal dans le parti français est à droite. Et pourtant, dans la commission française, on a parlé beaucoup plus des fautes de gauche et des erreurs d'organisation du parti. On peut se demander s'il n'y a pas là une certaine contradiction. Ce n'est pas le cas pour la raison suivante: le danger de droite du parti français est en étroite relation avec les fautes commises par la Centrale dans la dernière année. Certes, les fautes du parti n'ont pas créé les tendances de droite, mais elles ont provoqué un grand mécontentement parmi les membres du parti et ont donné à la droite la possibilité de se développer.

Il y a en France des conditions objectives très importantes pour les dangers de droite: la situation économique et politique de la France, la tradition social-patriotique et syndicaliste du mouvement ouvrier français et l'histoire même de la constitution de notre parti. Mais en plus la politique fausse du parti depuis le 5e Congrès mondial a contribué à développer l'influence de la droite. Il est vrai qu'au cours des derniers mois, des corrections importantes ont été faites aux fautes de la direction. Les fautes les plus importantes de la direction furent déterminées avant tout par le manque d'une analyse de la situation qui conduisit à de fausses perspectives; une fausse évaluation du danger fasciste, la croyance qu'une situation révolutionnaire immédiate se présenterait dans l'avenir de quelques mois, des mots d'ordre qui dépassaient de beaucoup la situation et qui isolaient le parti des masses, l'emploi de ces faux mots d'ordre, du programme même du parti dans nos propositions de front unique, une sous-estimation des syndicats et une direction mécanique et brutale du parti sur les syndicats, un cours pareillement faux, trop mécanique et sans démocratie interne à l'intérieur du parti.

Les 1er et 2 décembre a eu lieu une conférence extraordinaire du parti, qui a exercé une auto-critique sur quelques-unes de ces fautes et qui a adressé au parti une lettre ouverte où les fautes les plus importantes furent critiquées et où un nouveau cours fut inauguré.

Surtout, trois fautes furent signalées dans cette auto-critique:

1° Dans l'application de la tactique du front unique;

2° Dans les relations avec les syndicats;

3° La fausse politique à l'intérieur du parti.

L'Exécutif élargi doit ratifier cette auto-critique du parti faite le 1er décembre et l'élargir.

La lettre ouverte que cette conférence du parti a adressée aux membres du P. C. F. permettait diverses interprétations. Ces imprécisions et cette possibilité de double interprétation doivent être supprimées. Il ne faut pas permettre que la portée de cette conférence soit sous-estimée de quelque façon que ce soit. La résolution qui vous est présentée confirme expressément la critique que le parti a exercée à cette conférence contre lui-même, élargit cette critique déjà commencée par le parti, et affirme la nécessité de combattre au sein du parti toute sous-estimaion de la conférence de décembre ou toute tentative de revenir aux fautes anciennes du parti.

La droite française avait-elle donc raison d'attaquer le parti comme elle l'a fait? Absolument pas.

La partie de la résolution dirigée contre la droite en fournit la meilleure preuve.

La résolution étudie en détail ce qu'est la plate-forme politique de la droite française, afin de démontrer aux membres mécontents du parti français que sous sa critique quelquefois juste dans le détail à l'égard des fautes du parti, la droite cache des déviations social-démocrates ou syndicalistes nettement étrangères au communisme. A côté de justes critiques contre les fautes du parti, la droite a des déviations importantes et très dangereuses qu'il faut énergiquement combattre.

Cette fausse politique a deux sources:

1° La source social-démocrate;

2° La source syndicaliste.

Dans ses deux organes, paraissant en France en marge du parti, le *Bulletin communiste* et la *Révolution prolétarienne,* la droite mène une campagne systématique contre la Russie des Soviets et contre l'Internationale. Elle cherche à semer le pessimisme et le défaitisme dans nos rangs. Cet état d'esprit de dénigrement systématique créé, la droite a passé dans le parti français au sabotage des actions du parti. Des membres du parti écrivent dans les organes extérieurs qu'ils ont pris la décision de pratiquer la « politique du pire », de « faire le vide » devant la direction du parti, etc. Ce fut particulièrement grave lors de la grève de protestation de 24 heures contre la guerre du Maroc. L'attitude de la droite dans la question coloniale et nationale est également tout à fait fausse et social-démocrate. La droite a protesté contre le mot d'ordre de la fraternisation avec l'armée des Riffains, en invoquant le fait que les Riffains n'ont pas le même degré de civilisation que les armées françaises, et qu'on ne peut fraterniser avec des tribus à demi-barbares. Elle est allée plus loin encore écrivant qu'Abd-el-Krim a des préjugés religieux et sociaux qu'il faut combattre. Sans doute il faut combattre le panislamisme et le féodalisme des peuples coloniaux, mais quand l'impérialisme français saisit à la gorge les peuples coloniaux, le rôle du P. C. n'est pas de combattre les préjugés des chefs coloniaux, mais de combattre sans défaillance la rapacité de l'impérialisme français. « Le Maroc aux Marocains, mais non pas à Abd-el-Krim ! » a écrit la droite. Ce fut l'argument utilisé par Painlevé pour repousser les pourparlers de paix avec Abd-el-Krim. C'est la formule hypocrite du bloc des gauches pour servir l'impérialisme et légitimer les crimes du militarisme français.

On constate la même attitude à l'égard de l'Alsace-Lorraine. Le camarade Zinoviev l'a déjà signalé dans son rapport.

Il est aussi important de noter que la droite française, dans son opposition à la grève générale de 24 heures, n'a pas seulement critiqué le fait qu'elle était mal préparée, elle l'a repoussée aussi politiquement. Elle était en principe contre une grève de protestation contre la guerre coloniale.

Ces déviations sont nettement social-démocrates, même social-patriotes. Mais la droite s'est solidarisée en même temps avec des déviations syndicalistes. Les articles de Louzon dans la *Révolution prolétarienne* sont particulièrement caractéristiques. Il prend une position très dangereuse pour un P. C. à l'égard des questions quotidiennes. Il prétend que la question des impôts n'est qu'une lutte entre la petite et la grande bourgeoisie et qu'elle n'intéresse pas le prolétariat; de même pour les dettes interalliées et l'inflation. La lutte contre la vie chère n'intéresse que la petite bourgeoisie. Les

prolétaires doivent au contraire saluer la vie chère. Cette politique du pire qui salue la vie chère parce qu'elle oblige les travailleurs à la lutte pour des améliorations de salaires, qui ignore et néglige les luttes et les divisions entre la petite et la grande bourgeoisie, qui ne cherche pas à utiliser ces divisions pour trouver des alliés au prolétariat, est la politique caractéristique du maximalisme italien. Elle cache, sous un verbalisme révolutionnaire et une intransigeance de parade, la stérilité et la faillite de sa politique. Elle est le contraire d'une tactique communiste. Ces syndicalistes professent surtout une opinion tout à fait négative à l'égard du rôle du parti. Toute une série d'articles à l'occasion de la grève de Douarnenez dans la *Révolution prolétarienne* s'occupent du rôle du parti et nient au parti son rôle d'avant-garde du prolétariat. On conteste même au parti la tâche de l'éducation révolutionnaire du prolétariat.

Une autre faute de la droite réside dans l'application de la tactique du front unique. Elle dit qu'il ne faut pas croire, lors de l'application de cette tactique, qu'il soit possible de séparer les chefs réformistes des masses !

En outre, la droite française est résolument contre la réorganisation sur la base des cellules d'usines.

De ces quelques considérations, que la résolution de la commission appuie de nombreuses citations, vous pouvez constater que la base politique de la droite est social-démocrate ou syndicaliste. Par ses critiques à l'égard des fautes du parti, elle n'a pas contribué à redresser la ligne politique du parti, mais elle s'est efforcée de la faire dévier encore davantage vers des conceptions totalement étrangères au communisme. Ellle a jeté la confusion au lieu d'opposer aux fautes de la direction du parti une critique s'inspirant d'une tactique communiste plus juste.

C'est pourquoi elle doit être combattue et ses déviations démasquées aux yeux des ouvriers français *qui seraient enclins,* par mécontentement à l'égard des fautes du parti, à suivre la droite dans son ation anticommuniste.

La droite se compose :

1° D'un groupe d'intellectuels petits-bourgeois qui dirige l'opposition et qui se compose du groupe de Loriot au sein du parti et du groupe Souvarine autour du *Bulletin communiste,* en marge du parti;

2° Du groupe des syndicalistes autour de la *Révolution prolétarienne,* dirigée par Monatte, Rosmer et Louzon, qui groupe essentiellement des éléments prolétariens actifs dans le mouvement syndical.

Ces deux tendances très différentes comme idéologie et comme composition sociale forment un front unique contre le parti pour le combattre;

3° Les membres mécontents du parti qui ne partagent pas la fausse idéologie social-démocrate ou syndicaliste des deux premiers groupes et qui sont tombés sous l'influence de la droite par suite des fautes du parti. Ils forment un élément sain que le parti doit rallier et attirer au travail actif du parti.

Un nouveau cours dans la politique du parti séparera ce troisième groupe de la droite. La lutte contre la droite a donc comme première condition le changement sérieux et réel de la ligne politique du parti dans le domaine de la politique générale, des rapports avec les syndicats et de la vie interne du parti.

Le parti doit faire des distinctions au sein de la droite et adapter sa lutte aux divers groupes qui la constituent. Une sérieuse lutte idéologique du parti contre les déviations de droite a commencé et doit être continuée systématiquement. Laquelle des nuances de droite est la plus dangereuse ? Ce sont sans doute les déviations syndicalistes parce qu'elles nient et combattent le rôle du parti dans les masses et surtout dans les masses syndiquées,

et qu'elles s'appuient, pour faire ce travail qui, dans les circonstances présentes, est objectivement contre-révolutionnaire, sur de vieilles et saines traditions révolutionnaires de la classe ouvrière française. Elles sont un danger non seulement dans le domaine politique à l'égard du parti, mais aussi dans le domaine syndical, car dans la situation actuelle, très différente de celle d'avant-guerre, avec une forte concentration de la grande industrie, un prolétariat beaucoup plus nombreux, devant l'offensive des grandes organisations patronales, la classe ouvrière française a besoin de grandes organisations syndicales de masse; elle ne peut se contenter des organisations syndicalistes du type d'avant-guerre. C'est sur le terrain syndical aujourd'hui plus encore que sur le terrain politique que cette tentative de faire revivre le vieux syndicalisme est un danger pour le prolétariat français. Il faut clairement expliquer cela aux ouvriers pour combattre cette tendance de droite.

Sur la base des décisions prises ici, la discipline doit être rétablie dans le P. C. F. La résolution demande clairement aux membres du parti collaborant avec le groupe de la *Révolution Prolétarienne* et celui du *Bulletin Communiste;* ou bien vous romprez avec les organes qui combattent le parti et le communisme et vous resterez dans le parti discipliné, ou bien vous quitterez le parti.

La résolution parle aussi des tâches essentielles du P. C. F.

La situation économique de la France est caractérisée par une grave crise financière et politique, qui s'accentue à travers des périodes de stabilisation temporaire et des périodes de crise aiguë. A travers ces zigzags, s'approfondit aussi la crise économique qui devient imminente. Ainsi le parti est placé devant la grande tâche de conduire les masses dans leur lutte contre le capitalisme au pouvoir. L'antagonisme entre la grande et la petite bourgeoisie en France est important. La petite bourgeoisie, frustrée par l'inflation, est déjà entrée dans la lutte contre la grande bourgeoisie sur la question de l'inflation, des impôts, de la vie chère. Le prolétariat, comme troisième facteur de la lutte, est resté jusqu'à présent assez passif. Ses intérêts n'ont pas été atteints dans la même mesure que ceux de la petite bourgeoisie. La politique du parti socialiste l'a mis dans une large mesure à la remorque de la petite bourgeoisie, qui a son expression politique dans le bloc des gauches. Mais le renchérissement rapide du coût de la vie, conséquence de la politique d'inflation et d'impôts, va dans un avenir très proche pousser le prolétariat à une intervention active dans les luttes sociales du pays pour la défense de son niveau de vie.

Le rôle de notre parti est d'être à l'avant-garde de ces luttes, de donner au prolétariat une politique de classe indépendante, d'en faire le guide et l'entraîneur des paysans et de la petite bourgeoisie dans la lutte contre le grand capitalisme. Le parti doit gagner surtout de l'influence sur les grandes masses inorganisées de la classe ouvrière française, car le mouvement français a cette particularité que le pourcentage des ouvriers politiquement et syndicalement organisés est très petit. Il faut appliquer la tactique du front unique, moins comme manœuvre à l'égard du parti socialiste, que comme une action pour mobiliser les masses inorganisées et les mettre en mouvement.

Le parti doit s'efforcer de lier la lutte de la classe ouvrière avec les luttes des petits bourgeois et des petits paysans contre l'inflation, les impôts, la vie chère, la guerre, etc.

En outre, la résolution s'occupe des autres tâches actuelles du parti, de la tâche importante de développer les syndicats comme organisations de masses, d'intensifier le travail pour l'unité syndicale et de continuer la lutte contre les guerres coloniales. La résolution montre, en outre, de quelle

manière la tactique du front unique doit être appliquée à l'égard des socialistes dans le sens de la conférence du 1er décembre.

Ensuite, on souligne comme mot d'ordre politique central le mot d'ordre du gouvernement ouvrier et paysan.

La commission française propose au Plénum de ratifier la résolution présente. La première partie de la résolution, qui contient l'analyse économique et politique du pays et la critique de la politique passée du parti, a été adoptée à l'unanimité contre la voix du camarade Bordiga, la seconde partie de la résolution, concernant la lutte contre la droite, fut adoptée à l'unanimité contre les voix du camarade Engler, qui lui opposa une résolution de droite, et du camarade Bordiga. Une des tâches essentielles de la direction du parti est de faire cesser les luttes intérieures de la direction et d'organiser son travail collectif sur la base des décisions de la conférence du 1er décembre et de la résolution adoptée ici. Si la Centrale réalise un tel travail collectif et forme un bloc homogène, elle sera capable d'épurer rapidement le parti des déviations de droite et d'en faire, dans la période des grandes luttes qui approche, le guide des grandes masses prolétariennes et de leurs alliés contre l'Etat capitaliste ébranlé par une crise de plus en plus profonde.

CONTRE LA DROITE FRANÇAISE

A. — Analyse des courants de droite dans le P. C. français

Le Parti communiste français dans la situation actuelle a la tâche immense de mobiliser les masses pour les luttes de défense contre la vie chère, l'insuffisance des salaires, les impôts insupportables, les guerres coloniales, les menées réactionnaires, etc.

La crise grandissante de la bourgeoisie française lui imposera dans un avenir prochain des tâches plus grandes encore.

Il est certain que, sentant la crise grandir, la bourgeoisie française s'efforcera de désagréger le Parti communiste, d'en détourner les masses, de le rendre inapte à conduire les masses prolétariennes à l'action et à remplir sa tâche historique.

La situation objective de la France est très favorable au développement de notre Parti. Cependant, au cours de cette dernière période, ses succès n'ont pas été proportionnés à cette situation. Les fautes gauchistes de la direction du Parti ont certainement contribué à cet état de choses. De plus, elles ont donné à la droite une plate-forme de critique qui lui a permis de rallier les éléments mécontents à l'aide desquels la droite a pu mener une politique de désagrégation du Parti. Sa critique purement négative, sa révolte contre toute discipline, ses injures grossières et ses calomnies, à l'égard du Parti et de l'Internationale, et surtout sa plate-forme politique nettement étrangère au communisme, au lieu de hâter le redressement nécessaire de la politique du Parti, ont contribué, au contraire, à l'entraver, par la nécessité où était le Parti de se défendre contre les dangers de l'opportunisme petit-bourgeois et contre la renaissance de l'idéologie syndicaliste. Objectivement, la droite a servi les intérêts de la bourgeoisie française. A l'heure actuelle, devant les responsabilités et les tâches qui incombent à notre parti, elle est le principal danger qui doit être combattu sans merci.

La droite est liée par un certain nombre de ses membres et par son action en général avec des éléments exclus du parti pour leur indiscipline et qui, de l'extérieur, tentent de discréditer et de désagréger notre parti en déversant contre lui et l'Internationale les plus viles calomnies (Souvarine) ou qui s'efforcent de diminuer ou de nier le rôle du Parti communiste pour faire revivre le vieux syndicalisme de la Charte d'Amiens (*Révolution Prolétarienne*).

Cette collaboration ouverte ou masquée avec le *Bulletin Communiste* et la *Révolution Prolétarienne*, la solidarité que la droite n'a cessé de manifester à l'égard de ces deux organes, détruit la discipline du parti et tend à le désagréger.

La droite s'est efforcée non de corriger des erreurs ou de redresser la ligne politique du parti, mais de discréditer aux yeux des ouvriers français le parti et l'Internationale.

Campagne de dénigrement

Toute la collection du *Bulletin Communiste* n'est qu'un odieux pamphlet contre le P. C. F., l'I. C. et la Révolution russe. Encore au moment où, cessant sa publication, le *Bulletin Communiste* dit faire un geste de discipline, il jette au parti une bordée d'injures :

« Les dirigeants du Parti français sont incapables de mettre un terme au régime intolérable qui écrase le parti parce que c'est un acte qui équivaudrait à leur suicide. Le parti ne les a pas élus, ne les reconnaît pas, et ne les acceptera jamais. Ils le savent et n'espèrent prolonger de quelques mois leur misérable existence politique qu'à l'aide du bâillon, de la calomnie et de l'imposture...

« Il faut absolument condamner l'amoralisme, le cynisme, l'hypocrisie, la fourberie, le mensonge, le faux et l'usage de faux, la duplicité, les intrigues caractérisant la haute politique des « léninistes » de fraîche date qui ont attendu que Lénine soit mort pour s'en réclamer. »

Jamais les pires adversaires du parti n'ont accumulé contre lui autant de boue que ne l'a fait le *Bulletin Communiste*, avec lequel se solidarise la droite du parti. Quand *Le Peuple* ou le *Matin* publient de telles injures, elles n'ont sur la classe ouvrière aucun effet. Celle-ci sait que la bourgeoisie essaie de discréditer le Parti révolutionnaire par tous les moyens. Mais quand ce discrédit est semé dans les rangs de la classe ouvrière et du parti lui-même par un organe qui se prétend communiste, l'œuvre de désagrégation que la bourgeoisie ne peut faire par ses organes, se poursuit et le devoir du parti est de réagir avec la plus grande énergie.

Ce n'est pas seulement sur le Parti français, c'est surtout sur l'Internationale que la droite française, solidaire du *Bulletin Communiste*, s'est efforcée de jeter le discrédit et la calomnie, s'efforçant de démolir toute confiance des travailleurs dans l'Internationale. Les citations abondent dans la *Révolution Prolétarienne* autant que dans le *Bulletin Communiste*. Jamais les renégats Lévy, Frossard, Hoeglund n'ont accumulé tant de boue.

Pour la droite, toute l'Internationale est corrompue et se désagrège:

« Notre parti bulgare, la première fois décimé, a été aussi exterminé. Notre parti esthonien a subi un sort presque identique.

« Notre parti allemand a perdu tout ce qu'il avait gagné en 1923, a perdu les trois quarts de ses membres, a perdu 2 millions de voix ouvrières aux élections, a perdu toute influence dans les syndicats (2 communistes au dernier congrès syndical) et l'essentiel de ses positions dans les conseils d'entreprises.

« Notre parti suédois s'est scindé, une fraction rejoignant la social-démocratie.

« Notre parti anglais, à l'effectif infime, a reçu un nombre de voix plus dérisoire aux élections et a subi au récent congrès de Liverpool du Labour Party une cuisante défaite.

« Nos partis tchécoslovaque, italien et américain ont subi des crises profondes et n'ont évité la scission que grâce au recul de l'Exécutif de l'Internationale devant l'étendue du désastre.

« Enfin, le parti français, vidé de la moitié de ses membres, désorganisé, discrédité et battu dans tout ce qu'il entreprend... C'est surtout la déchéance *intellectuelle* et *morale* de notre mouvement qui est grave. Le prestige d'après-guerre du communisme n'est plus qu'un souvenir. La bourgeoisie se rit de nous et la social-démocratie, partout en progrès, ne nous craint pas. L'immense majorité de la classe ouvrière voit dans les communistes des incapables, des irresponsables, des brouillons, des aventuriers, — dans le meilleur cas des utopistes déraisonnables... Regardons un instant la presse communiste de l'Europe Occidentale : seulement des affirmations présomptueuses, des grossièretés, des vociférations... Que restera-t-il de cette pauvre période qui a suivi la mort de Lénine ? Rien, — sinon des ruines. »

Dans la *Révolution Prolétarienne*, même prose, plus cynique encore :

« Pourquoi a-t-on imposé de Moscou, en 1924, le changement de la direction du parti tchèque ? Qui a-t-on imposé dans cette direction ? Des gens qui ont quelque chose à se faire pardonner, des léninistes de 1924 : un policier, un voleur, un briseur de grève, un soudard, etc.

« L'Exécutif compromis avec des gens tarés et mêlés à des intrigues par trop vulgaires se déconsidérera un peu plus. »

Que cherchent le *Bulletin Communiste* et la *Révolution Prolétarienne* par de telles campagnes? Que veut la droite en se solidarisant avec leur action ? La réintégration de ceux qui écrivent de telles ignominies contre le mouvement révolutionnaire international. Ou bien jeter dans le prolétariat français la méfiance et le discrédit à l'égard de l'Internationale Communiste, au profit de la bourgeoisie française en proie à une crise profonde et qui ne peut elle-même démoraliser et désagréger les forces du prolétariat.

Il est impossible de penser et de prétendre que ce rôle soit inconscient.

Les ouvriers mécontents, qui se sont laissés entraîner par la droite, doivent ouvrir les yeux sur sa fonction véritable et condamner cette action de défaitisme révolutionnaire.

Ce même défaitisme existe à l'égard de la Révolution russe que la droite prétend défendre, mais qu'elle s'efforce de diminuer et de salir aux yeux des ouvriers de France.

Louzon s'efforce de démontrer dans la *R. P.* que rien ne subsiste des conquêtes révolutionnaires en Russie et le *Bulletin* pousse le cynisme jusqu'à écrire, au lendemain de la mort de Frounzé :

« Le mausolée de Lénine avec son corps embaumé, avec son toit mystérieusement éclairé, ses sentinelles en armes aux pieds du Kremlin où flotte un drapeau illuminé, évoque plutôt la tombe d'un Mahomet ou de Tamerlan que celle d'un guide des ouvriers et des paysans.

« Lénine était un héros, maintenant on les fabrique. Frounzé était un stratège de génie, un révolutionnaire d'une fermeté extraordinaire, un brave à toute épreuve, ainsi écrit-on. Mais tous ceux qui l'ont connu savent qu'il était un homme de troisième plan et qu'il s'était conduit en prison d'une façon telle que la Société des anciens forçats politiques refusa de l'admettre comme membre. »

C'est sur Frounzé une infâme calomnie.

Au moment où des quantités de délégations ouvrières vont en Russie se convaincre que les conquêtes révolutionnaires des ouvriers et des paysans sont autre chose que celles des réformistes, pourquoi cette volonté de tout diminuer, de tout salir ? Pour aider les Béraud et les autres agents de la bourgeoisie à semer le pessimisme et la défiance dans la classe ouvrière.

Cette attitude à l'égard de la Russie soviétique repose aussi sur l'idée que dans la situation actuelle le rôle du parti russe est fini, la dictature prolétarienne superflue :

Le *Bulletin Communiste*, sous la plume de Souvarine, écrit :

« En Russie, ce sont les menchéviks que l'on arrête, bien que la République des Soviets ne les craigne plus. Il faut être bien dépourvu d'arguments pour ne pouvoir plus invoquer que celui de la répression. »

Marthe Bigot, dans le même organe, écrit le passage suivant bien caractéristique de la mentalité de la droite française :

« On voudrait aujourd'hui voir pendant cette période de ralentissement se former, se créer l'organisation socialiste du monde nouveau dans le seul pays où le prolétariat soit le maître d'influencer son destin... Et la classe ouvrière ne perçoit pas le rythme social nouveau espéré, elle ne voit plus que des formes qu'elle comprend nécessaires durant la lutte aiguë révolutionnaire, mais qui se prolongent sans profit dans la période présente qui devrait être de création. »

Ainsi la Révolution russe n'a pas créé un rythme social nouveau, la période présente n'est pas de création, il ne reste que des forces surannées de la période de la guerre civile.

LE SABOTAGE DE L'ACTION DU PARTI

Ce dénigrement systématique de tout ce qu'a fait la Révolution russe, l'Internationale communiste et le Parti français, aboutit naturellement au sabotage de l'action du parti. Dans la *Révolution Prolétarienne* d'octobre, un membre du parti explique de la façon suivante la tactique adoptée par l'opposition :

« Nos camarades du groupe ont décidé, après un long échange de vues, de cesser complètement toute activité au parti et de pratiquer « la politique du pire »... Pour ma part, j'hésite, d'autant plus que les camarades du groupe ont perdu toute foi et sont prêts, au moindre heurt, à se faire exclure ou à déchirer leur carte.

« Je pense que plus nous ferons le vide devant eux, plus vite nous en aurons débarrassé le parti. »

Est-ce là une manière de redresser le parti, de corriger ses erreurs ? C'est le sabotage organisé et la désagrégation de notre parti. Pratiquer « la politique du pire », être prêt à se faire exclure, voilà, tangibles, les résultats de ce défaitisme révolutionnaire dans les rangs du parti.

Ce sabotage et cette désagrégation du parti se sont poursuivis dans une période où notre parti était engagé dans une action contre la guerre marocaine, où il avait besoin de toutes ses forces pour le travail de mobilisation des masses contre l'impérialisme français et la rapacité de sa bourgeoisie.

QUESTIONS COLONIALE ET NATIONALE

La droite a critiqué l'action du parti contre les guerres coloniales et a saboté son action, parce qu'elle partageait sur la guerre du Maroc la conception des impérialistes français que les Marocains sont de race inférieure, des tribus non civilisées. C'est le point sur lequel la mentalité petite-bourgeoise et social-patriote de la droite, est le plus caractéristique. La *Révolution Prolétarienne* de juillet 1925 apporte à ce sujet des considérations qu'il faut souligner :

« Les dirigeants communistes français se sont comportés à l'égard d'Abd-el-Krim comme nos camarades russes à l'égard de Sun-Yat-Sen. C'est-à-dire en le considérant comme le représentant d'un mouvement révolutionnaire national prolétarien... Ce n'est pas une raison pour que les communistes français s'associent sans mesure à Abd-el-Krim, représentant des catégories sociales très différentes, poursuivant des objectifs très différents... Kémal Pacha s'est trouvé incarné dans un mouvement d'indépendance vraiment national, non à l'action des tribus d'une province... »

Ainsi la lutte héroïque du Riff contre la rapacité de l'impérialisme français n'est pas une lutte pour l'indépendance nationale, une lutte qui met en échec l'impérialisme français et réveille l'esprit d'indépendance des peuples coloniaux et opprimés. Les communistes ne doivent pas soutenir cette lutte des tribus guerrières du Riff contre l'impérialisme français. « *Le communiste* » qui écrit ces choses s'efforce de démontrer qu'il faut combattre Abd-el-Krim parce qu'il n'est pas communiste. Sans doute nous devons combattre les préjugés religieux et sociaux, le panislamisme des peuples coloniaux, y développer un mouvement populaire paysan et ouvrier. Mais quand les tribus guerrières se soulèvent contre l'impérialisme des métropoles et sont en guerre pour leur indépendance, nous devons combattre non leurs chefs, imbus peut-être de certains préjugés, mais l'impérialisme qui tente de les assujettir. Ce singulier communiste qui veut combattre Abd-el-Krim au moment où la bourgeoisie française s'efforce d'étouffer par la guerre le soulèvement du Riff, s'écrie : « *Le Maroc aux Marocains, oui, mais pas à Abd-el-Krim.* »

C'est la même position que Painlevé, qui a déclaré un peu plus tard à la Chambre ne pas vouloir traiter de paix avec Abd-el-Krim, mais directement avec les tribus. C'est la position du social-patriotisme et de l'impérialisme français pour légitimer la continuation de la guerre de brigandage colonial.

De cette position nettement social-patriote découle la critique de la droite à l'égard de la fraternisation. Dans une thèse Paz, elle affirme :

« La fraternisation n'est pas une abstraction, elle ne saurait s'appliquer à toutes les situations. *Elle est basée sur la réciprocité. Elle suppose donc une certaine équivalence dans le degré de développement économique des peuples en guerre, par suite de certaine parité dans la maturité politique des troupes en présence ;* elle suppose aussi de part et d'autre l'existence d'une organisation révolutionnaire capable de propager le mot d'ordre. Tel n'est pas le cas, lorsque sont en présence les ouvriers et paysans d'un pays capitaliste impérialiste et des paysans cherchant, sous la conduite d'un chef féodal, à réaliser l'indépendance nationale : *Le mot d'ordre de fraternisation n'aurait donc pas dû être lancé à propos de la guerre du Maroc.* »

Comment les soldats du droit et de la civilisation pourraient-ils fraterniser avec des paysans à demi-barbares ? N'est-ce pas une réminiscence du plus beau temps du social-patriotisme !

Cette position social-patriote se retrouve dans la question d'Alsace-Lorraine.

La lettre des 250 affirme :

« Autant le mot d'ordre du plébiscite alsacien-lorrain eût été juste en 1918, autant il est destiné aujourd'hui à tomber dans l'indifférence et le ridicule. Pourquoi pas l'évacuation de Nice, de la Savoie, de la Corse ? »

Ce ton moqueur recouvre une mentalité nettement chauvine. L'Alsace-Lorraine, depuis 1918, a subi le régime des brimades de la part de l'impérialisme français. La population désire un régime autonome. La droite pense que si le devoir de notre parti était de protester en 1918, au moment de Versailles, contre le rattachement à la France, il doit considérer maintenant l'Asace-Lorraine, comme Nice et la Savoie, comme définitivement annexée et ne pas se dresser avec la population alsacienne-lorraine contre les brimades de l'Etat français. Cette phrase, rapprochée de celles qui traitent de la guerre du Maroc, montre une déviation nettement social-patriote de la droite française.

LA GRÈVE DE 24 HEURES

L'attitude de la droite à l'égard de la grève de protestation de 24 heures n'est pas différente.

Elle était contre la grève, d'abord parce qu'elle pense qu'il faut combattre et non soutenir Abd-el-Krim. Mais encore elle était contre cette action du parti contre la guerre. Sans doute personne ne pouvait s'attendre à ce que la grève de 24 heures fût générale. Elle aurait pu être mieux préparée, si les membres de l'opposition, au lieu de semer leur méfiance et leur pessimisme, au lieu de pratiquer « la politique du pire » et de « faire le vide » devant la direction du parti, s'étaient mis résolument au travail. On peut critiquer la tactique employée pour préparer et pour déclancher la grève. Mais la grève de protestation contre la guerre était une action nécessaire, ce fut la première grève politique, dont le parti ait lancé le mot d'ordre avec l'organisation syndicale, dans l'histoire du mouvemén ouvrier français moderne. Elle n'a pas entraîné l'ensemble du prolétariat, elle n'a pas été un succès complet, elle n'a pas non plus été l'échec que l'opposition, renchérissant sur les journaux bourgeois, a voulu y voir. Le parti doit mener son action, même au prix de certaines répressions. Il doit s'efforcer d'obtenir le maximum de résultats, sans doute, et sur ce point la grève de 24 heures n'est pas exempte de fautes, mais la position prise par la droite contre la grève en elle-même, ses récriminations contre la répression qui suivit, n'ont rien de révolutionnaire.

Toute cette position de la droite à l'égard de la question nationale et coloniale et de l'action à mener par notre parti contre la guerre est d'autant plus dangereuse que le mouvement d'émancipation des colonies s'étend et qu'il joue un rôle important dans le développement de la crise capitaliste d'après-guerre comme alliée du mouvement prolétarien.

LES PROBLÈMES QUOTIDIENS

Une incompréhension semblable se retrouve dans une série d'articles de Louzon dans la *Révolution Prolétarienne.*

La question des impôts, de la vie chère, la crise financière de la France, toutes ces questions qui sont si intimement liées à la vie quotidienne de la classe ouvrière, qui bouleversent les rapports entre la grande bourgeoisie et les classes moyennes ne devraient avoir pour notre parti et l'action prolétarienne aucune importance, selon la *Révolution Prolétarienne* de mai 1925 :

« Que le prolétariat cesse donc de marcher dans la question de la vie chère comme tant d'autres questions, à la remorque de la petite-bourgeoisie. Qu'il ne pleure pas sur la vie chère, mais qu'*il la salue*, comme l'heure du combat. Sur tous les terrains, la vie chère lui facilitera la victoire. *Ce qui peut arriver de pire aujourd'hui au prolétariat, c'est la baisse du dollar.* »

Pourquoi ne pas lancer le mot d'ordre : Vive la vie chère et les mercantis qui la favorisent! Cette politique du pire est le contraire de toute la conception communiste de la lutte quotidienne pour gagner le prolétariat et neutraliser ou entraîner des couches profondes de paysans et de la petite-bourgeoisie.

Même attitude à l'égard des impôts (*Révolution Prolétarienne* de janvier 1926) :

« *La guerre des impôts est une guerre entre bourgeois, ce n'est pas la guerre du prolétariat.* »

Dans le numéro de décembre 1925 sur le même sujet :

« Or précisément du fait que le prolétariat ne possède rien, les crises financières ne sauraient le toucher, directement tout au moins. Le conflit : qui paiera les impôts ? se passe en dehors de lui. »

Dès qu'on a une telle conception sur l'impôt, le problème des dettes interalliées du plan Dawes est aussi étranger au prolétariat que celui des impôts.

Dans la *Révolution Prolétarienne* d'octobre 1925, Louzon affirme :

« Affaires de bourgeois, affaire entre co-créanciers, qui n'intéressent pas directement le prolétariat... » Le milliard de francs-or à verser par an aux bourgeois anglo-saxons devra être prélevé soit sur les industriels français par une augmentation de l'impôt, soit sur les rentiers français par une nouvelle diminution de la valeur du franc... phénomènes qui intéressent directement les rentiers, mais qui n'intéressent pas directement les prolétaires.

« Si ces richesses, et c'est là l'important, n'allaient pas dans les poches des bourgeois anglo-saxons, elles n'en resteraient pas pour cela dans celles des travailleurs français, elles iraient dans celles des bourgeois français. L'ouvrier n'a donc aucun intérêt à ce que son patron paie des dettes ou ne les paie pas. »

Toute cette analyse paradoxale montre combien l'opposition, solidaire de la *Révolution Prolétarienne*, dévie de la politique communiste vers une espèce de maximalisme anarchisant absolument étranger à la vie des masses. D'après ces théories, le plan Dawes ne comporte aucune conséquence pour le prolétariat allemand. Si l'Allemagne paie, si la France paie, c'est la bourgeoisie qui paie, elle ne peut, d'après Louzon, accroître l'exploitation des ouvriers au point de conserver ses profits tout en payant les capitalistes américains sur les profits prélevés par une exploitation accrue du prolétariat.

L'exemple de l'Allemagne et de l'Italie montre tout le paradoxe du raisonnement de la *Révolution Prolétarienne.*

Sous la plume de Hairius, la *Révolution Prolétarienne,* n° 12, considère la défense de la petite épargne par notre parti comme une déviation social-démocrate :

« N'est-ce pas social-démocrate lorsqu'on présente des solutions de la crise financière de l'Etat bourgeois acceptée par des députés radicaux, lorsqu'on s'affirme défenseur de la petite épargne... »

Les conséquences politiques pour un parti qui envisagerait de cette manière le problème de la vie chère, celui des impôts, de la crise financière et de ses rapports avec la petite bourgeoisie et les paysanns seraient désastreuses.

Le rôle du Parti

La *Révolution Prolétarienne* tente en plus de réviser complètement le communisme en ce qui concerne le rôle du parti dans le mouvement ouvrier. C'est un retour plus ou moins masqué selon les auteurs au syn-

dicalisme de la Charte d'Amiens. Chambelland, dans la *Révolution Prolétarienne,* n° 10, écrit :

« En arrachant la C. G. T. U. des mains des anarchistes, nous pensions rester fidèles à l'esprit même de la Charte d'Amiens... Organiser, développer dans les deux C. G. T. un mouvement pour le retour au véritable syndicalisme, à l'autonomie syndicale, à l'unité, à la liberté d'action des tendances, voilà le travail d'une ligne syndicaliste. »

La conséquence de ce retour à la Charte d'Amiens est la réduction du rôle du parti communiste. Il ne doit pas devenir l'avant-garde du prolétariat, ne pas se mêler aux luttes de la classe ouvrière.

Allot écrit *après la grève de Douarnenez :*

« La grève de Douarnenez ne ressemble pas tout à fait à celles qui ont eu lieu dans notre pays ces dernières années. A Douarnenez — fait tout à fait nouveau, je crois — *on a vu le Parti communiste se mêler intimement à la grève.* Un délégué, le député Henriet, a été envoyé dès le début.

« Dans ce conflit, les organisations syndicales et la C. G. T. U. ont paru bien effacées et ont fait bien piètre figure. On eût dit vraiment que la C. G. T. U. manquait d'hommes pour diriger le mouvement et engager la lutte jusqu'à la victoire. *On eût dit qu'elle voulait donner raison à ceux qui prétendent que le Parti communiste est l'avant-garde du prolétariat, l'état-major qui doit diriger; que le mouvement syndical n'est pas capable de trouver en lui-même les énergies suffisantes et qu'il a besoin d'être secondé* ». Si l'Union régionale, la Fédération de l'Alimentation et le Bureau confédéral qui dirigeaient la grève avaient été de simples filiales du P C., ils n'auraient pas agi autrement. »

Dans le numéro 8, Monatte écrit :

« Gare au lendemain d'octobre (c'est-à-dire au lendemain de la Révolution), si les syndicats ne sont pas capables de poser et de garder à la révolution un caractère prolétarien, *de faire contrepoids au blanquisme triomphant.*

« *Ils savent que la classe ouvrière doit se donner elle-même ses guides et non pas aller les cueillir tout faits à côté. Ils savent que le syndicalisme d'autrefois doit s'adapter aux besoins des luttes d'aujourd'hui et qu'il n'a pas besoin pour cela d'être la doublure ou la queue du parti.* »

Pour Louzon, le parti est l'organisation militarisée qui est excellente pour l'insurrection, indispensable à la réussite, mais *n'est pas capable de préparer l'ensemble d'une classe à la révolution.* Une organisation de ce type n'est pas capable de développer la conscience de classe. Elle n'est pas capable de rendre la classe ouvrière suffisamment confiante en sa propre capacité pour que se crée en elle une volonté révolutionnaire.

La *Révolution Prolétarienne,* n° 6, conteste au parti le rôle d'éducateur révolutionnaire.

« Un parti politique ne peut pas remplir le rôle d'éducateur de la classe ouvrière. S'il entreprend d'instruire, il tend à enseigner un catéchisme plutôt qu'à apprendre à ses élèves à exercer leur sens critique. Son rôle de parti, du reste, lui impose cette méthode. Je conclus: il serait désirable qu'il existât en France et en tous pays, *une organisation indépendante des partis politiques* bien que se plaçant sur le terrain nettement de lutte de classe, qui poursuivrait la tâche d'éduquer le prolétariat. »

Toutes ces citations démontrent que la *Révolution Prolétarienne* n'est point un organe qui s'efforce de redresser le parti, mais au contraire de faire revivre la vieille conception syndicaliste de la Charte d'Amiens, de diminuer le rôle du parti, de l'écarter du mouvement ouvrier. La droite à l'intérieur du parti, loin de condamner et de combattre de telles déviations dangereuses, s'est solidarisée avec l'action de la *Révolution Prolétarienne.*

FRONT UNIQUE ET ORGANISATION

La droite a formulé certaines conceptions du front unique, nettement opportunistes. Loriot déclare : « *Penser qu'on peut séparer les chefs des masses est de l'utopie pure, on ne fait pas le front unique par-dessus la tête des chefs.* »

Penser qu'on ne peut séparer les chefs réformistes des masses ouvrières, c'est n'avoir aucune perspective sur le développement de l'action révolutionnaire de notre parti. Toute notre action en France, au contraire, doit tendre à séparer les masses des chefs réformistes qui les trompent et les mettent au service de la bourgeoisie en détresse.

Enfin, dans la question des cellules, la droite française a pris une position tout à fait fausse : devant la mécanisation de la vie du parti et le manque d'activité politique des cellules, la droite, au lieu de chercher à améliorer une organisation juste, mais jeune et imparfaite, s'est attaquée au principe même de l'organisation sur la base de l'usine.

La droite, soit dans ses thèses et ses écrits, soit dans les organes avec lesquels elle s'est solidarisée, a donc commis une série de déviations très graves et très dangereuses pour notre parti.

B. — Résolution sur la droite

Le parti doit agir avec énergie contre les déviations idéologiques de la droite, contre son action de désagrégation et son indiscipline.

Mais, dans sa lutte, il doit tenir compte du fait que cette droite est loin d'être homogène.

La politique passée du parti a provoqué un certain nombre de mécontents qui se sont ralliés à la droite, non parce qu'ils étaient d'accord avec elle sur son programme social-démocrate ou syndicaliste, mais parce qu'elle formulait des critiques identiques aux leurs contre le mécanisme de la vie intérieure, l'incompréhension des rapports avec les syndicats, les mots d'ordre et la politique gauchistes. Ainsi bon nombre d'ouvriers et de militants syndicaux mécontents se sont ralliés à la droite sans accepter tout son programme; d'autres comprenant combien la plateforme idéologique de la droite s'écartait du communisme, ont constitué un groupe centre (Morin, Humberdot); d'autres encore, en plus grand nombre, mécontents, n'ont perdu confiance ni dans leur parti, ni dans l'Internationale et ont contribué, par leurs critiques en même temps que par un travail discipliné, à redresser la ligne politique du parti et à corriger ses fautes.

Il n'est pas douteux que les modifications apportées par la Conférence du 2 décembre dans la politique et le régime intérieur du parti, dans ses rapports avec le mouvement syndical, modifications confirmées et élargies encore par le Plénum de l'Internationale, donnent à tous ces légitimes mécontents, qui sont fermement attachés à leur parti, la possibilité de travailler pour leur parti.

En dehors de ces mécontents, qui ont momentanément été entraînés

à la suite de la droite sans en partager l'idéologie, l'opposition est constituée par une coalition de groupes divers et hétérogènes par leur idéologie et leur composition sociale, mais qui se pénètrent et mènent contre le parti une attaque concertée.

a) Le groupe du *Bulletin Communiste*, de caractère nettement intellectuel petit-bourgeois, tant par sa composition que par son idéologie qui montre des déviations socialdémocrates caractérisées et qui s'est spécialisé dans le dénigrement du parti et de l'I. C. et dans le travail de désagrégation du parti cherchant à briser sa discipline en y dirigeant de l'extérieur un travail fractionnel.

Le C. C. doit combattre ce groupe avec énergie et ne pas reculer devant les sanctions disciplinaires d'exclusion pour réprimer l'indiscipline de ceux qui resteraient liés à lui.

b) Le groupe Loriot-Paz-Dunois, apparenté par sa composition sociale et son idéologie au groupe précédent, mais dont les chefs affectent de rester dans le cadre de la discipline du parti tout en ayant les mêmes déviations socialdémocrates et en poussant une partie de ceux qui les suivent aux campagnes de dénigrement et de désagrégation du parti menées par le *B. C.*

c) Le groupe de la *Révolution Prolétarienne*, qui s'appuie essentiellement sur certains cadres syndicaux et dont la composition est prolétarienne, mais qui s'efforce de faire revivre l'idéologie syndicaliste.

Cette tendance est au sein de la droite, le courant certainement le plus dangereux parce qu'il exploite certaines erreurs du parti pour faire revivre une tradition qui a eu une grande importance dans le mouvement ouvrier français qui était saine et nécessaire au moment où n'existait aucun parti révolutionnaire, mais qui signifie aujourd'hui un recul, une fausse conception du rôle du parti et du rôle des syndicats en France.

Ces derniers, dans cette période de grande industrialisation, doivent s'efforcer de devenir des organisations syndicales de masses et non des organisations syndicalistes sectaires sur le type de la C. G. T. d'avant-guerre. Le parti doit vouer une attention et une énergie spéciales à la lutte contre cette idéologie syndicaliste.

Les « syndicalistes-communistes » de 1926 sont bien différents et jouent dans le mouvement ouvrier un rôle tout autre que celui qu'ils avaient en 1922. Alors, ils évoluaient du syndicalisme au communisme et s'efforçaient de mettre en évidence tout ce qu'ils avaient de commun avec l'Internationale Communiste. Ils hâtaient par là l'unité des forces révolutionnaires. Actuellement ils opèrent un recul du communisme au syndicalisme, s'efforçant de souligner ce qui les sépare du parti et de procéder à une nouvelle division des forces révolutionnaires françaises. Devant la crise grandissante de l'impérialisme et les tâches qu'elle pose au mouvement révolutionnaire français, cette tentative doit être combattue avec énergie par notre parti, par une campagne idéologique qui montre combien cette position est rétrograde.

Le parti doit combattre ces deux derniers groupes :

1° En pratiquant une politique juste et en évitant à l'avenir les erreurs tactiques gauchistes qui ont permis à la fausse idéologie de la droite de se développer parmi les mécontents au sein du parti.

2° En établissant dans le parti un régime de démocratie interne qui fasse disparaître jusqu'à la base les méthodes de direction autoritaires et mécaniques.

3° En établissant des relations normales avec les syndicats.

4° Sur la base de cette correction politique le parti doit conduire une lutte idéologique soutenue contre les déviations social-démocrates ou syndicalistes de la droite afin d'en détacher les vrais communistes mécontents, un moment égarés par elle.

5° En rétablissant au sein du parti, avec la démocratie interne, une discipline rigoureuse à l'égard des éléments qui collaboreraient ou se solidariseraient avec les organes extérieurs du parti ou qui continueraient le sabotage de l'action du parti en pratiquant « la politique du pire. »

Dans certains de ses derniers documents, une partie de la droite a tenté sur certains points une retraite stratégique en ne rééditant plus les déviations les plus grossières déjà énoncées par le parti français.

Il ne suffit pas de se taire, les 250 doivent dire clairement s'ils abandonnent leurs conceptions fausses sur certaines questions tactiques importantes, s'ils se désolidarisent du *Bulletin Communiste* et de la *Révolution Prolétarienne*, et s'ils condamnent leur ligne politique anti-communiste et leur œuvre de désagrégation du parti.

La droite a posé la question de la réintégration des exclus. L'Internationale ne s'est jamais refusée de réintégrer ceux qui, exclus, sont restés fidèles et disciplinés à l'Internationale même hors du parti, ou qui, ayant reconnu leurs erreurs les ont eux-mêmes condamnées et ont exprimé la volonté de revenir à l'Internationale Communiste. Pour Souvarine certaines conditions lui avaient été fixées après le V° Congrès mondial; il ne les a pas observées et le Présidium a répondu par un refus à sa demande de réadmission; l'Exécutif élargi confirme cette résolution du Présidium.

Le Parti et l'Internationale ne refuseront pas d'envisager la réintégration des exclus qui, fidèles et disciplinés au parti, malgré les sanctions qui les frappent, auront prouvé par leur activité de militants qu'ils n'ont rien de commun avec les insulteurs et les désagrégateurs du mouvement révolutionnaire et demanderont leur réadmission. Ces questions étant clairement posées, le parti et l'Internationale seront impitoyables pour ceux qui, malgré les modifications apportées dans la politique et le régime intérieur du parti par la conférence du 2 décembre, et par l'Exécutif élargi, continueront leur travail fractionnel et désagrégateur.

L'Exécutif élargi demande à la droite d'une façon catégorique de se désolidariser et de briser d'une façon définitive avec des éléments qui, de l'extérieur, cherchent à désagréger le parti, et de travailler loyalement au sein du parti sur la base de la ligne politique rectifiée par le parti et par l'Internationale.

L'Exécutif élargi fait appel à tous les camarades du parti pour que, sur la base de la ligne politique confirmée par l'Internationale reprennent la loyale collaboration de toutes les forces au travail et aux luttes du parti.

Le Gérant : BELLANGER

IMP. L'UNION TYPOGRAPHIQUE MARQUE SYNDICALE VILLENEUVE - SAINT - GEORGES

LIBRAIRIE DE L'HUMANITÉ
120, rue Lafayette, PARIS (10e)

LA RUSSIE
vers le socialisme

La discussion au XIVe Congrès du P.C. de l'U.R.S.S. (Décembre 1925)

416 pages . . . . . Prix 6 fr.

G. PÉRI

GENÈVE - LOCARNO

Préface d'ANDRÉ MARTY

LA SOCIÉTÉ DES NATIONS
LE PACTE DE GARANTIE

Prix . . . . . 5 fr.

LA CORRESPONDANCE INTERNATIONALE

VIVANTE-DOCUMENTÉE
PARAISSANT SUR 8 PAGES
CHAQUE SEMAINE = PUBLIE
DES Nos SPÉCIAUX SUR LES
PRINCIPAUX ÉVENEMENTS DU
MOUVEMENT COMMUNISTE,
LES CONGRÈS ET LES THÈSES
DU COMITÉ EXÉCUTIF.

LA CORRESPONDANCE INTERNATIONALE

TARIF DES ABONNEMENTS

1 MOIS	3 fr.
6 "	15 fr.
1 AN	30 fr.

ADRESSER LES FONDS A L'HUMANITÉ
CHÈQUE POSTAL 209-61 PARIS

LA CORRESPONDANCE INTERNATIONALE

IMP. L'UNION TYPOGRAPHIQUE VILLENEUVE - SAINT - GEORGES